

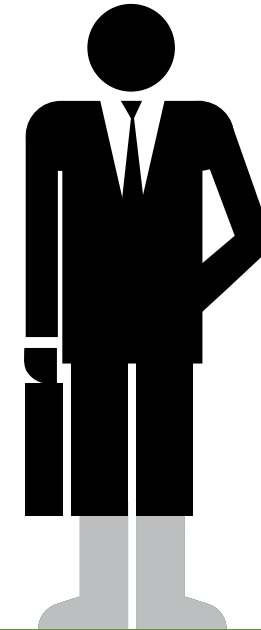
18^{ES} CONTROVERSES EUROPÉENNES DE MARCIAC
L'EUROPE, L'AGRICULTURE ET LE CITOYEN
EN PARTENARIAT AVEC LE FESTIVAL « JAZZ IN MARCIAC » 1^{ER} ET 2 AOÛT 2012



Les 18^{es} Controverses européennes de Marciac
sont organisées par :
La Communauté de communes Bastides et Vallons du Gers,
La Mission Agrobiosciences

Avec la collaboration de :
La Mairie de Marciac
L'équipe d'organisation de Jazz In Marciac,
L'Office du tourisme de Marciac,

Avec le concours financier de :
La Région Midi-Pyrénées,
Le Conseil général du Gers



L'agriculture
a-t-elle le droit
d'être moderne ?





ÉDITO

C'est Jean-Claude Flamant qui, habituellement, signait cet édit, auquel il imprimait son insatiable curiosité et sa vivacité intellectuelle. Il y rappelait régulièrement sa préférence pour les questions plutôt que les réponses et son goût pour l'exercice de la lucidité. Il y faisait part aussi de ses étonnements faussement naïfs : « *La réunion du petit groupe d'amis et de complices des origines est devenue un forum européen de débats sur les futurs de l'agriculture et du monde rural, ouvert aux courants du Monde... Il faudra écrire l'histoire de cette genèse* »... et de cette jeunesse, pourrait-on ajouter.

C'est au moment même où ces Controverses atteignaient leur majorité, à l'aube de leur 18^e édition, que ce « passeur » nous a quittés, le 19 juin 2012. Il en avait validé le sujet, l'œil pétillant de malice. Il faut dire qu'entre Anciens et Modernes il avait choisi son camp depuis longtemps, si l'on entend la modernité au sens humaniste : un projet de libération de l'individu, mais aussi, ajoute le philosophe Philippe Assouly dans ces pages, « une capacité de questionnement, de jugement et de délibération ».

Dédiée à sa mémoire, cette édition 2012 est fidèle, nous semble-t-il, à ce qui l'animait et le caractérisait : l'écoute, la remise en cause des certitudes et du règne de l'évidence, l'intérêt des reformulations, la curiosité pour les pas de côté, l'attention aux signaux faibles... Sans oublier une once d'espièglerie et, toujours, une très grande attention portée à l'autre. Comme s'il avait fait sienne cette phrase de Térence : « *rien de ce qui est humain ne lui était étranger* ».

L'équipe de la Mission Agrobiosciences



SOMMAIRE

OUVERTURE P 6

Comme une remise à jour de la modernité...

La synthèse des contributions p.6

UNE MODERNITÉ EN CRISE? P 8

La modernité technique en panne de sens p.10

Hélène Tordjman et Olivier Assouly

L'agriculture et les sciences, un couple inavouable? p.13

Étienne Hainzelin

Peut-il y avoir une modernité raisonnable? p.16

Gilles Allaire

AGRICULTURE : FOIN DE LA MODERNISATION! P 20

Les droits de l'agriculteur en questions p.22

Éliane Crepel, Gérard Coutant, Jean-Luc Bongiovanni

La stratégie des Indiens... p.25

Restitution des cercles d'échanges

OU SONT LES VRAIS ARCHAÏSMES? P 28

Globe-terroir p.30

Olivier Bourdet-Pees et Jean-Pierre Grangé

L'agriculture de conservation :

une technicité désavouée? p.32

Gérard Rass

Qui sont les nouveaux conservateurs? p.34

Jean-Jacques Delmas, François Purseigle,

Jean-Louis Rastoin et Arie Van der Brand

On peut être novateur professionnellement

et conservateur politiquement p.38

Débat

SURVIVRE AU PRÉSENT P 40

La modernité, c'est la coopération p.42

Dominique Olivier

La modernité, c'est la rénovation des institutions p.43

István Fehér

Quelles sont les nouvelles figures de l'agriculteur

moderne en Europe? p.45

Raúl Compes, Tom Lines, Csaba Sandor Tabajdi,

Bart Verhoef

Le foncier, le chômage et les aides p.48

Débat

Coopération Nord/Sud :

des modèles de développement archaïques? p.50

Omar Bessaoud et Jacques Prade

RENONCER ET INVENTER P 54

Nous sommes passés du droit d'être moderne

au devoir de l'être p.56

Bertrand Hervieu

L'agriculture peut-elle devenir post-moderne? p.58

Patrick Denoux

Les territoires ruraux n'ont pas besoin

d'être aménagés mais socialisés p.61

Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture,

de l'Agroalimentaire et de la Forêt



La synthèse des contributions

COMME UNE REMISE À JOUR DE LA MODERNITÉ...

L'agriculture et les agriculteurs ont-ils le droit d'être modernes ?

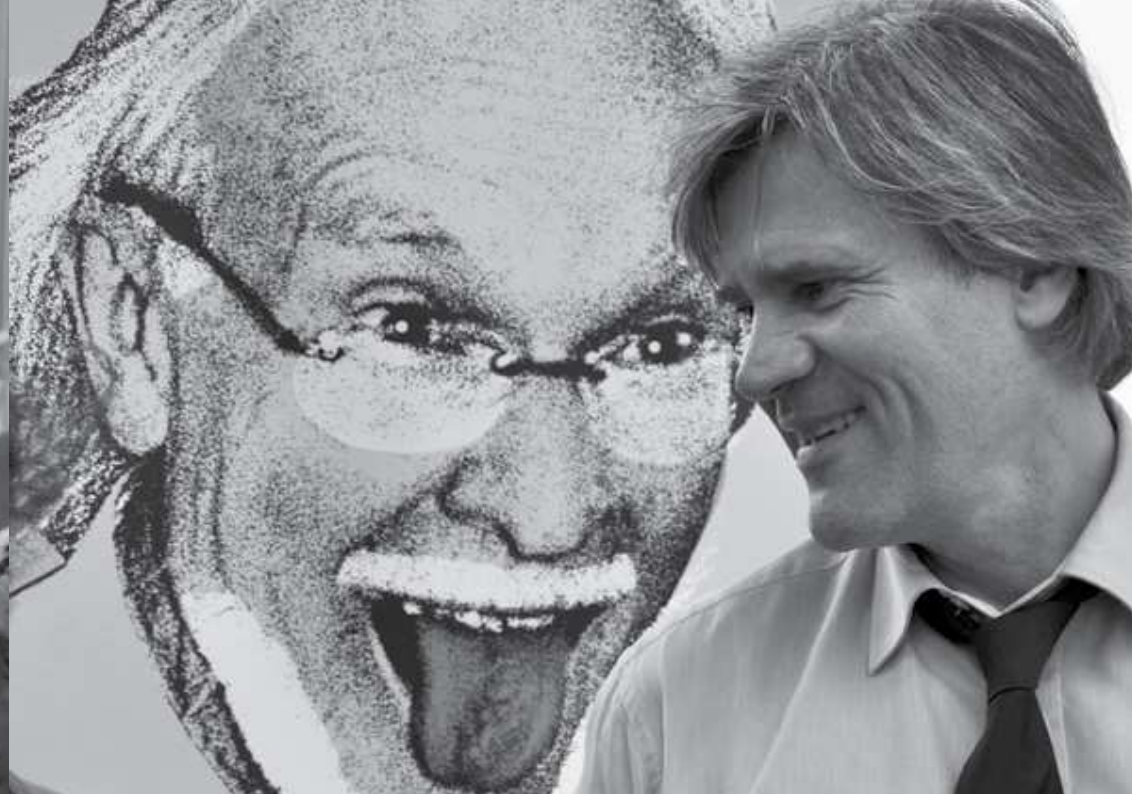
En faisant de cette question le sujet d'un appel à contributions, nous n'espérions pas obtenir autant de réponses, ni une telle diversité d'auteurs : vingt-cinq textes en un mois seulement, dont un quart issu d'agriculteurs, un quart d'agronomes, le reste se partageant entre des représentants de syndicats de producteurs, des consultants, des étudiants et des chercheurs de disciplines diverses (économie, philosophie...), sans oublier des citoyens éclairés qui questionnent le lien entre producteurs et consommateurs, mais aussi les

capacité à s'interroger et à débattre, aptitude à concilier économie et écologie, à jeter des ponts entre passé et avenir, à tisser des liens entre les différents acteurs de l'agriculture, de l'alimentation et de la société. Autant d'innovations sociales, organisationnelles, politiques, culturelles et économiques... Des propositions qui constituent une troisième voie, entre la remise en cause d'une modernité technoscientifique pure et dure et le recours au passéisme le plus archaïque. Comment ne pas souligner enfin l'élan qui anime ces textes : un besoin de s'exprimer, un goût pour la réflexion, une envie

représentations de l'agriculture à l'œuvre dans notre société. Il y avait là des plaidoyers, des cris d'alarme, des coups de gueule, des témoignages, de savants éclairages, des analyses pointues, des retours sur l'histoire et des pistes pour demain. Si la notion de modernité a été largement interrogée et a souvent fait l'objet d'un réel effort de définition, elle a d'abord été entendue comme le synonyme classique de productivité, progrès et compétitivité, critiqués par la plupart, défendus par une minorité. C'est dans un second temps que d'autres significations possibles ont été avancées : liberté, solidarité,

de se colleter avec des questions complexes et un appel à en débattre. Ce qui ne peut que nous renforcer dans notre conviction : plus que jamais, l'agriculture est un grand sujet de société et, en cela, elle n'a rien de ringard ! C'est bien cette intuition initiale qui a présidé à la création de ces Controverses, il y a dix-huit ans.

Pour tout cela, que leurs auteurs en soient remerciés. Retrouvez gratuitement toutes les contributions sur le site de la Mission Agrobiosciences : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3421



UNE MODERNITÉ EN CRISE?



La modernité technique en panne de sens

L'agriculture a sans conteste été le champ privilégié du projet de la modernité, notamment dans sa volonté de « maîtriser et dominer la nature ». Mais aujourd'hui, la technicisation croissante, guidée entre autres par la logique capitaliste, semble générer des effets non seulement contre-productifs, mais contraires à cette autre visée de la modernité : l'émergence d'un individu libre et autonome.

Pour éclairer ce paysage, explorer la transformation de nos rapports à la nature et à l'innovation technique, la première journée de ces Controverses s'est ouverte sur une mise en dialogue entre le philosophe Olivier Assouly et l'économiste Hélène Tordjman.



Hélène Tordjman, Maître de conférences au Centre d'Économie de l'université Paris Nord, (Paris XIII), auteur de plusieurs publications, dont *De la marchandisation des ressources génétiques à la financiarisation de la biodiversité : retour sur vingt ans de politiques de conservation* avec Valérie Boisvert, à paraître dans *Économie Appliquée*, et, en 2011, *La crise contemporaine, une crise de la modernité technique*, Revue de la Régulation, 10, deuxième semestre.



Olivier Assouly, professeur de philosophie, responsable de la recherche et de l'édition à l'Institut Français de la Mode. Il a notamment publié *Les Nourritures divines. Essai sur les interdits alimentaires* (Actes Sud, 2002) et *Les Nourritures nostalgiques. Essai sur le mythe du terroir* (Actes Sud, 2004).

Mission Agrobiosciences : En quoi la modernité technique est-elle en crise et comment cela se traduit-il pour le monde agricole ?

Hélène Tordjman : En tant qu'économiste, je m'interroge sur la dynamique à long terme du capitalisme industriel qui s'est développé depuis au moins deux siècles. En général, on a tendance à l'étudier sous l'angle plus ou moins marxiste des rapports d'exploitation. Or il existe une autre lecture possible qui consiste à étudier l'évolution du capitalisme comme un vaste processus de rationalisation de toutes les activités humaines. Dans cette vision, les Temps Modernes sont caractérisés par la domination d'une rationalité purement instrumentale, c'est-à-dire l'adéquation entre les moyens et les fins. La recherche de l'efficacité et du rendement devient alors le moteur principal de l'action humaine.

Ce développement s'est appuyé et a été nourri dans le même temps par un essor considérable des sciences et des techniques. Depuis deux siècles, on développe ainsi de nouveaux moyens toujours plus puissants, dans une course qui peut paraître sans fin, dans un processus sans sujet, où plus personne semble-t-il ne contrôle quoi que ce soit. Les finalités ultimes de l'action sont perdues de vue. Cela se manifeste dans de nombreux domaines, tant dans l'agriculture que dans nos relations avec la nature ou dans la crise économique et financière contemporaine. Ce qui me conduit à dire que nous sommes face à la crise profonde du mode de pensée.

Du point de vue du système économique, l'industrialisation de plus en plus poussée des activités humaines s'est appuyée sur trois grands piliers : la division du travail, l'innovation technologique et le développement des marchés. Il est certain que cette dynamique a permis des progrès matériels et quantitatifs considérables mais, dans le même temps, nous payons un lourd tribut en termes de destruction de la nature, de la

biosphère et de la biodiversité. De même, les liens sociaux sont mis à mal. Et, d'un point de vue plus philosophique, nous assistons à une focalisation quasi exclusive sur les moyens – comment faire les choses de la manière la plus efficace possible ? – qui nous fait perdre de vue cette autre question centrale : Quel monde voulons-nous construire ? Nous arrivons là au bout de la logique de la recherche d'efficacité ; c'est ce que j'appelle « crise de la modernité technique ». Sans doute nous faut-il opérer un pas de côté, changer nos manières de penser et réhabiliter des questionnements qui concernent non plus le « comment » mais le « quoi ».

Une rationalisation contre-productive de l'agriculture

Dans le domaine de l'agriculture, parmi les nombreuses manifestations de cette crise, je prendrai un exemple d'actualité, concernant les semences et le Catalogue officiel ⁽¹⁾. L'association française Kokopelli, qui s'est constituée pour conserver, produire et diffuser des variétés potagères anciennes, vient en effet d'être condamnée, une fois de plus, pour concurrence déloyale, dans un procès qui l'oppose depuis des années au semencier Graines Baumaux. Cette fois-ci, c'est la Cour de justice européenne qui a prononcé un arrêt contre l'association en faisant valoir le bien-fondé du Catalogue officiel européen, pour promouvoir une agriculture « productive » et fiable – ces mots figurant explicitement dans l'arrêt ⁽²⁾. Or Kokopelli commercialise des semences qui ne sont pas inscrites dans le catalogue et qui ne respectent donc pas les contraintes imposées dans ce cadre ; l'attendu de la Cour européenne éclaira donc bien la philosophie de l'Europe en la matière, en réitérant les critères principaux des semences commercialisables : l'homogénéité des variétés, nécessaire à la mécanisation et aux pratiques culturales de type industriel et la valeur ajoutée agronomique et technologique (VAT) qui juge de la capacité des plantes à être transformées industriellement.

Le catalogue se présente ainsi comme un vaste dispositif de rationalisation de l'activité agricole, depuis l'amont jusqu'à l'aval. C'est-à-dire depuis la recherche sur la création variétale jusqu'aux modes de transformation des produits agroalimentaires. Il a, de plus, un pouvoir coercitif, dans la capacité à déclarer illégale une série de variétés anciennes, simplement parce qu'elles ne sont pas assez homogènes. Pourtant, si l'on excepte les caractéristiques de rendement qui sont certainement supérieures aux variétés anciennes, les variétés modernes ont des effets contre-productifs parfois catastrophiques, notamment sur la nature. Pour n'en citer que quelques-uns : l'uniformisation des cultures avec une perte de biodiversité des espèces cultivées, à propos de laquelle la FAO tire la sonnette d'alarme depuis plusieurs décennies ; l'appauvrissement des sols qui nécessite d'être suppléé par des quantités de plus en plus massives d'engrais ; sans oublier toute une série de déséquilibres écologiques qui s'entraînent les uns les autres et motivent des interventions humaines croissantes dans l'illusion qu'on parviendra à les contrôler. Or, comme le notent assez ironiquement deux auteurs, Richard Lewontin et Jean-Pierre Berlan ⁽³⁾ : « Les agriculteurs ont besoin d'un pesticide pour éliminer un insecte devenu ravageur parce que les « mauvaises » herbes sur lesquelles il vivait ont été éliminées par les herbicides, lesquels ont été introduits pour éviter le sarclage mécanique, lequel est interdit par l'augmentation de la densité de plantation, laquelle a

été accrue parce que les plantes ont été sélectionnées pour leur productivité à haute densité, laquelle leur permet de tirer parti de l'utilisation massive d'engrais à bas prix, laquelle rend les plantes encore plus appétissantes aux ravageurs et ainsi de suite. » On voit bien ici de quelle manière la technique peut s'engendrer d'elle-même dans un processus autonome qui peut mener à des absurdités, ce que les sociologues comme Jacques Ellul ou Ivan Illich ont mis en lumière il y a bien longtemps dans d'autres domaines.

Plus de prisonniers que d'agriculteurs !

Je mentionnerai également les effets délétères sur les relations humaines et sociales. Car cette agriculture très intensive en capital, nécessitant beaucoup d'intrants, exige des rendements d'échelle croissants, ce qui entraîne une augmentation de la taille des exploitations et de facto la disparition des petits paysans, l'exode rural, la désertification des campagnes : alors qu'en France, plus de 50 % de la population active était agricole au début du XX^e siècle, elle atteint à peine 3 % aujourd'hui. Les États-Unis quant à eux comptent plus de prisonniers que d'agriculteurs, ce qui résume assez bien l'évolution de la société !

Deuxième effet : une perte du pouvoir d'action personnelle, de l'autonomie individuelle comme l'explique Illich. Les paysans sont en effet de plus en plus dépossédés de leur savoir-faire par la division du travail qui entraîne une parcellisation croissante des tâches, par l'extension de la propriété intellectuelle aux variétés végétales rendant les semences de ferme de moins en moins accessibles, ainsi que par la nature même des semences modernes, qui ne peuvent être cultivées que grâce à des pratiques modernes. Tout cela réduit à la portion congrue le choix des agriculteurs.

Pour résumer de façon un peu caricaturale, nous produisons certes plus mais en détruisant la nature, la société et les liens étroits que les deux entretiennent depuis des milliers d'années. Au vu de l'ampleur des dégâts, avérés et à venir, il est urgent de reconsidérer en profondeur nos manières de penser et nos modes d'action.

Nous allons poursuivre cette réflexion avec vous, Olivier Assouly. Vous dites, de votre côté, que la course à la modernisation ne fait pas pour autant de l'agriculteur un « Moderne ». Et la question que vous posez est la suivante : l'agriculture peut-elle rattraper le train de la modernisation sans y perdre son âme ?

Olivier Assouly : Je vais faire en partie écho aux propos d'Hélène Tordjman, qui a remarquablement traité des questions de rationalisation à outrance dans le domaine de l'agriculture. Pour un simple observateur, le mouvement qui a concerné ce secteur depuis la Seconde Guerre mondiale est prodigieux : les progrès de la motorisation, de la mécanisation et de la chimie ont totalement transformé la fonction de production et de consommation des biens végétaux.

Je m'intéresse pour ma part aux conséquences de cette rationalisation, qui s'est faite au profit d'une innovation descendante. Autrement dit, des centres de recherche, des instituts techniques, des entreprises, ont mis au point un certain nombre d'innovations. Ensuite, ces dernières sont redescendues vers les « paysans », lesquels ont été en charge de les mettre en œuvre. Avec une sorte de promesse à la clef : plus l'application sera disciplinée voire disciplinaire, plus l'efficacité sera garantie. En durcissant le trait, on peut dire que le



paysan qui, historiquement, disposait de savoirs acquis par expérience directe et par transmission, a dû plus ou moins volontairement y renoncer en modernisant sa production. Par là même, l'appellation de paysan doit être abandonnée, même si celle-ci redevient « tendance » aujourd'hui pour répondre aux critiques adressées à une agriculture accusée d'être à la solde du marché, pour le dire vite.

C'est ce que Marx décrit comme un processus de prolétarianisation. Le prolétaire, c'est en effet celui qui, rarement de son propre chef, a été contraint de renoncer à une partie de son savoir et savoir-faire. Or, cela remet fondamentalement en cause le projet de la modernité élaboré au siècle des Lumières et posé à la fin du XVIII^e siècle, essentiellement en Allemagne, par le philosophe Emmanuel Kant, dans un texte célèbre, *Was ist Aufklärung ? (Qu'est-ce que les Lumières ?)*

Dans ce sens, je souhaiterais vous montrer que si l'agriculture s'est modernisée, les agriculteurs ont été les laissés pour compte de ce mouvement, précisément parce que l'innovation descendante leur a imposé des progrès auxquels ils ne prenaient pas forcément part.

La modernité, c'est le sens critique, le courage et la co-élaboration

Qu'est-ce que la modernité sous sa forme historique ? Précisons d'emblée qu'elle ne désigne pas une époque. C'est une position et, essentiellement, le fruit d'une attitude. Emmanuel Kant pose qu'elle relève principalement du passage d'un état de minorité à un état de majorité. La minorité désigne le fait qu'un groupe d'individus est incapable de faire le plein usage de son jugement critique. Ce qu'essaient de dessiner les philosophes des Lumières, c'est précisément ce mouvement qui permettrait de s'arracher à la minorité – cela va se traduire politiquement par le passage d'un individu simple sujet, soumis à l'autorité d'une monarchie, à un citoyen qui participe à la souveraineté, c'est-à-dire au pouvoir. Pour accéder à la majorité, qui traduit la modernité, il faut pouvoir exercer son sens critique et son entendement mais aussi, précise E. Kant, c'est savoir faire preuve d'un certain courage. En clair, il ne suffit pas de savoir penser, juger, réfléchir, il faut également avoir un cap et afficher une résolution. Être souverain et capable de délibérer correspond, pour moi, à une autre figure qui incarne la modernité : celle de l'amateuse au sens propre. Celui qui aime un objet, qui est capable de l'évaluer, de le juger et, souvent, de prendre part à son élaboration.

Retenons ainsi que la modernité, c'est une configuration de pensée et d'action. Autrement dit, il se pourrait qu'aujourd'hui, ce projet de modernité n'ait toujours pas été mis en œuvre. Car l'un de ses premiers éléments consiste à se poser la question : qu'est-ce qui nous arrive aujourd'hui ? Qu'est-ce qui est en train de se passer que nous ne voyons peut-être pas ? Cela suppose une attention extrême aux événements, une forme de jugement et de délibération pour être capables en permanence de faire un tri parmi tout ce qui nous arrive.

Des pratiques marginales... mais qui font autorité

De manière plus factuelle, quelles sont autour de nous les formes d'activités dans lesquelles l'agriculteur est en position d'être moderne, c'est-à-dire de juger, critiquer, évaluer, mettre en œuvre ? Ce sont principalement des activités qualifiées de marginales : des pratiques agrobiologiques ou biodynamiques, des productions dites de terroir, des vins dits

(1) La commercialisation des semences potagères et de plants de légumes est réglementée en France et en Europe selon deux directives européennes. Les semences et plants commercialisés doivent ainsi posséder des qualités minimales et appartenir à des variétés distinctes, décrites et inscrites au Catalogue officiel des espèces et variétés. Pour cette inscription, la variété doit actuellement subir une série de tests afin de vérifier son adéquation aux normes de Distinction, d'Homogénéité et de Stabilité (tests DHS) et d'évaluer l'amélioration par rapport aux variétés existantes (test VAT : Valeur Agronomique et Technologique), lorsqu'il s'agit de plantes de grandes cultures.

(2) « L'objectif premier des règles relatives à l'admission des semences de légumes consiste à améliorer la productivité des cultures de légumes dans l'Union. Or, afin d'assurer une productivité accrue des cultures, l'établissement d'un catalogue commun des variétés des espèces de légumes sur la base de catalogues nationaux apparaît de nature à garantir cet objectif. En effet, un tel régime d'admission, qui exige que les semences des variétés de légumes soient distinctes, stables et homogènes, permet l'utilisation de semences appropriées et, par conséquent, une productivité accrue de l'agriculture, fondée sur la fiabilité des caractéristiques de ces semences. »

Source : communiqué de presse de la cour européenne de justice n°97/12.

(3) Cité par J-P Berlan dans *La Guerre au Vivant*, Agone, 2001, p. 47-48.



naturels, ou encore l'usage de machines que l'agriculteur peut modifier lui-même. Ce sont des activités disparates et assez difficiles à ramener à un tout homogène. Ainsi, aux États-Unis, il existe désormais des tracteurs open source⁽⁴⁾, dont le plan est fourni gratuitement en ligne, chacun pouvant construire ainsi sa propre machine selon les fonctions qu'il désire. C'est là une forme remarquable de réappropriation et de mise en partage, à l'instar du logiciel libre.

Vous pourriez m'objecter que toutes ces pratiques sont extrêmement marginales. Ce sont certes des états d'exception. Mais s'ils sont numériquement faibles, ils ont, du point de vue symbolique et donc social, une autorité importante. Prenez le contraste qui existe entre le poids économique de l'agriculture biologique et sa notoriété auprès du public, infiniment supérieure. De ce point de vue, on pourrait dire que ces pratiques génèrent une forme décisive d'attachement, de crédit. Elles génèrent de la confiance et captent chez l'individu un élément fondamental : le désir. En clair, ces productions sont objets de désir et c'est en cela qu'elles dessinent de l'avenir. Ces formes marginales ont une autorité d'autant plus décisive qu'elles poussent les normes industrielles à s'amender régulièrement. Ainsi, depuis quelques années, la diminution des doses d'intrants de synthèse, l'attention extrême à l'environnement, viennent en partie de mouvements marginaux. À l'innovation descendante qui transforme le paysan en un prolétaire, s'oppose donc une innovation ascendante dans laquelle les individus ont des contributions actives. Il s'agit d'une réappropriation déterminante de l'activité qui peut conduire à une pratique amateur, apte à juger et à mettre en œuvre.

Nous voyons bien les points de convergence entre vos deux exposés, notamment sur la question de la dépossession. Hélène, cette autorité symbolique des pratiques marginales qu'évoque Olivier peut-elle se traduire progressivement par une autorité économique ?

Hélène Tordjman. Je ne connaissais pas le tracteur open source mais c'est très intéressant. Tous ces exemples sont certes porteurs d'espoir. Cela dit, revenons au cas des semences de Kokopelli, typique de ces pratiques marginales qui tentent de développer une autre forme d'agriculture et où les amateurs reprennent possession de l'outil. Le problème c'est qu'en face, se mobilisent des forces lourdes du capitalisme contemporain, ici par la voie de la communauté européenne. On peut m'objecter qu'en tant qu'économiste, je porte peut-être un regard biaisé sur ces phénomènes dans la mesure où j'étudie les tendances lourdes depuis deux siècles. Or ce que je repère, c'est le retour d'une idéologie libérale dure, qui va dans le sens inverse d'une réappropriation par les agriculteurs. Par exemple à travers des achats massifs de terres au sud par le biais de fonds souverains ou de fonds de pension. Vue la puissance de ce mouvement, je ne suis pas sûre que les pratiques d'amateurs fassent le poids.

Olivier, vous dites que les pratiques marginales peuvent créer de la désirabilité, mais n'est-ce pas aussi en raison d'une forme de nostalgie à l'égard d'une agriculture et d'une nature d'antan, ce qui ne va pas forcément dans le sens d'une modernité ?

Olivier Assouly. Avant, je souhaite dire que je partage le pessimisme d'Hélène. Mais au-delà de ce constat, les initiatives individuelles qui essaient partout, très fragmentées, sont

extrêmement encourageantes. Et leur caractère disséminé me semble être une forme de modernité.

Pour vous répondre sur la question des terroirs, pour lesquels on assiste ces dernières années à une course effrénée des inventaires, des nomenclatures, des appellations et autres classifications, j'ai essayé de montrer dans le livre mentionné en introduction que cet attachement est la traduction d'un rejet. C'est une réaction, une manière de refuser un certain modèle industriel, alors même que ces produits dits ancestraux sont souvent sujets à caution d'un point de vue sanitaire et gustatif. Notons enfin que certains producteurs qui se rattachent à un certain nombre de traditions – parce qu'ils utilisent une charrue ou des animaux, par exemple –, se réfèrent de manière assez libre à cette tradition qu'ils n'hésitent pas à tordre si nécessaire pour en garder le meilleur, de même qu'ils extraient le meilleur des progrès de l'agronomie et de la viticulture. Cette tradition n'est donc pas une forme statique mais elle est au contraire en voie de réélaboration et d'invention. En ce sens, il y a beaucoup plus de modernité chez tel producteur de pommes en Mayenne qui introduit des moutons venus de Nouvelle-Zélande, car ils ne rognent pas les racines de ses arbres tout en mangeant l'herbe, que dans l'application aveugle de tel intrant de synthèse.

Quelles issues voyez-vous pour que l'agriculteur ne soit plus un simple exécutant ?

Hélène Tordjman. Je verrais deux choses fondamentales, assez faciles à mettre en œuvre s'il y a une volonté politique. Tout d'abord il doit reprendre possession de ses outils. Ensuite, au niveau de l'organisation économique et territoriale, il s'agit de favoriser les circuits courts du producteur au consommateur, qui redonnent une autonomie par rapport à la grande distribution.

Olivier Assouly. En règle générale, lorsqu'un mouvement de standardisation se radicalise et se massifie, il génère dans le même temps des mouvements contraires minoritaires. Ces mouvements ne sont pas simplement en réaction, au sens des mouvements de décroissance, ils cherchent à mettre en place des formes nouvelles d'existence et de production. Nous sommes rarement dans un schéma univoque de destruction absolue. Par ailleurs, par rapport à l'innovation ascendante, la mise en place de structures qui ne sont plus pyramidales mais en réseau, me paraît très importante, notamment à travers des plates-formes d'échanges entre agriculteurs qui peuvent par exemple s'appuyer sur les nouvelles technologies de l'information. C'est l'une des voies de la co-construction d'un projet.

(4) L'initiative semble revenir à l'agriculteur américain Marcin Jakubowski, découragé par le prix et l'obsolescence de son tracteur tombé une fois de plus en panne. Dès lors, il aurait construit en moins d'une semaine sa propre machine pour un coût bien moindre. Depuis, il a fondé Open Source Ecology, un réseau de fermiers, d'ingénieurs et de bricoleurs ainsi qu'une plateforme dédiée à la fabrication de machines agricoles low-cost et open source : le [Global Village Construction Set](http://GlobalVillageConstructionSet.org). Ce réseau travaille désormais sur des prototypes très divers pour l'agriculture, le BTP, l'électroménager, dont les schémas de fabrication sont mis gratuitement en ligne.



L'agriculture et les sciences, un couple inavouable ?

Après des décennies de relations clairement affichées – révolution verte, modernisation des années 60, biotechnologies – certains progrès technoscientifiques semblent avancer masqués dans le champ de l'agriculture et de l'alimentation. Quels sont les fronts bloqués et ceux qui, au contraire, avancent très rapidement ? Telle était la demande adressée à Étienne Hainzelin.



Étienne Hainzelin est agronome et docteur en sciences du végétal, ancien directeur de la recherche et de la stratégie du Cirad, actuellement conseiller du PDG du Cirad et professeur invité à la Faculté des sciences sociales d'Ottawa, au sein de l'École du développement international et de la mondialisation.

Quelques réactions d'abord. À propos du « couple inavouable ». Monsieur Agriculture et Mesdames les Sciences – cela fait déjà un couple suspect de polygamie – se sont longtemps côtoyés et fréquentés. Il y a eu une époque où ils s'affichaient triomphalement en ville (et à la campagne). Aujourd'hui, leur relation s'est un peu tendue... s'agit-il même vraiment d'un couple ? La difficulté ne provient-elle pas justement du fait qu'on avait trop tendance à marier l'agriculture, sur un modèle conceptuel unique, aux sciences, dans une attitude technocratique maintenant largement suspecte ? Ne vaudrait-il pas plutôt parler des multiples unions libres entre l'incroyable diversité des agricultures et la très large palette des connaissances ?

« Certains progrès technoscientifiques... » On appréhende pleinement aujourd'hui la difficulté de mesurer le « progrès ». Mot piégé, un peu à l'instar de la notion de modernité qui fait l'objet de ces controverses. La science agronomique triomphante qui affichait (et affiche encore) de fières courbes d'augmentation des rendements ne fait plus recette. La maximisation des rendements, avec son cortège d'effets induits désormais mieux quantifiés, n'équivalait plus à un progrès. Car un progrès d'aujourd'hui peut signifier un désastre demain ! De fait, de nos jours, tout progrès équivalait bien plutôt à un meilleur compromis entre un faisceau d'effets positifs ou négatifs, à très court terme ou à long terme, pour les uns que nous savons mesurer – rendements, pollution, revenu... – pour d'autres pas encore : perte en biodiversité, bien-être, valeur des paysages, etc.

« ... semblent avancer masqués ». Cette phraséologie donnerait à penser qu'il y a dans l'évolution de l'agriculture des esprits maléfiques décidant des agendas dans des buts inavouables. Je n'y crois pas. En revanche, il est clair que l'agriculture va être de plus en plus le lieu d'affrontements et de rapports de force qui la dépassent, par exemple en matière de luttes pour le foncier, d'enjeux climatiques, de sécurité alimentaire et énergétique, etc.. C'est ainsi largement en dehors de l'agriculture que se forment les agendas et les évolutions de ce secteur. Par ailleurs, il n'y a pas de « bons » et de « méchants » dans l'histoire, il n'y a que des affrontements d'intérêts antagonistes. C'est la même chose dans le cas des progrès « technoscientifiques ». Il convient

alors de s'interroger sur le poids des producteurs et des organisations agricoles dans les dynamiques à l'œuvre ainsi que dans les choix effectués : historiquement, à l'exception des périodes où ils représentaient un groupe puissant d'électeurs, les producteurs ont été très généralement perdants, faute de pouvoir instaurer de véritables rapports de forces. Ainsi est-il rare que les gains de productivité profitent aux producteurs... Ce sont d'autres acteurs qui, pour leur propre intérêt, cherchent à orienter les évolutions de l'agriculture, spécialement au Sud. Et dans ce contexte, la recherche, qui a elle aussi ses intérêts et ses agendas spécifiques, est tiraillée. Ce qui renvoie au retour de la régulation et de l'action publique.

Une exigence : transformer les systèmes de production et de consommation

Comme sur beaucoup de sujets, on ne peut entreprendre de réflexion sans rappeler que l'agriculture n'est pas « une ». De quelles agricultures parle-t-on ? Caricaturalement, veut-on évoquer celles du Nord qui ont avancé en intensification via le pétrole et qui doivent faire machine arrière ? Ou bien celles de certains pays du Sud, issues de la révolution verte⁽⁵⁾, qui ont fortement intensifié mais qui doivent gérer maintenant les limites du modèle ? Ou s'agit-il enfin des agricultures des pays les moins avancés qui n'ont pas réellement commencé à intensifier ?

Une fois cette diversité soulignée, il faut reconnaître que toutes ces agricultures doivent vivre aujourd'hui plus qu'une évolution, mais une exigence de transformation. La seule modernisation est largement insuffisante. L'agriculture étant une des rares activités humaines centrées autour de la production durable de biomasse, il s'agit non pas de moderniser, mais de transformer, c'est-à-dire de revoir en profondeur les bases mêmes de l'activité.

Revenons rapidement sur les termes de l'équation. D'un côté, des ressources : terres cultivées, biodiversité, technologies, pétrole, eau, phosphore, potasse... ; de l'autre, des demandes : croissance démographique, sécurité alimentaire, biomasse, énergie, services écosystémiques et milieux naturels à préserver. Il y a donc à la fois un patrimoine / capital à préserver et une capacité de production menacée par les dégradations de ce capital et par bien d'autres facteurs, tels que le changement climatique. De multiples exercices de prospective montrent que si, aux horizons où la démographie mondiale se stabiliserait (2050-2060), on souhaite réellement nourrir tout le monde, éviter la pauvreté rurale, les tensions géopolitiques, les dégradations irréversibles de l'environnement et de la biodiversité, il y a non seulement des décisions politiques à prendre, notamment en termes de régulation, mais il y a aussi une exigence pressante de transformation des systèmes de consommation et des systèmes de production. Même si ces transformations prendront du temps et généreront des conflits d'intérêts, le sentiment d'urgence est bien là.

Puisqu'il faut produire plus et mieux, la vraie problématique scientifique de l'agronomie, ce sont donc les nouvelles voies d'intensification, qu'elles touchent les aspects biologiques, agronomiques ou organisationnels. Les agricultures du Nord doivent retrouver « la raison écologique » et celles du Sud investir et innover pour augmenter leurs rendements, la productivité du travail et le revenu de leurs producteurs, en évitant les pièges de l'intensification conventionnelle.



Il ne s'agit pas seulement de sciences et de technologies ou de tel ou tel aspect à améliorer : c'est une vision complètement nouvelle de l'agriculture qui se construit aujourd'hui. Après 100 années d'intensification par artificialisation et par forçage des systèmes, on redécouvre l'agriculture dans toutes ses dimensions biologique, écologique et humaine. Cette évolution n'est pas simple, ni pour les producteurs, ni pour les scientifiques, les uns et les autres étant majoritairement issus de l'étape précédente, où la science a été particulièrement triomphante. Ainsi, quand on parle de modernisation aujourd'hui dans les pays du Sud, les dirigeants politiques pensent encore souvent tracteurs, grandes exploitations mécanisées (et donc évictions rurales), biotechnologies, etc.

Quel doit donc être le rôle de la science dans cette transformation ?

Il existe de nombreux travaux et expertises sur la place des sciences et des savoirs dans le futur de l'agriculture, dont les plus importants au niveau mondial sont issus de l'laastd⁽⁶⁾. Résumons les principales pistes.

– La prise en compte renouvelée des « écosystèmes de l'innovation ». Il convient d'intégrer le parcours entier de la connaissance vers l'impact, la décision politique, la dimension technique du producteur, les innovations techniques, sociétales et organisationnelles. Je pense en particulier aux agricultures du Sud qui voient des technologies nouvelles tombées du ciel (du Nord), totalement exogènes et qui ont toutes les chances d'être étrangères aux préoccupations et aux contraintes des producteurs. Ces parcours de la connaissance sont extraordinairement divers – pas toujours déterministes – et cette diversité est une composante à part entière de la biodiversité. Il faut passer du modèle linéaire « paquet technologique » au modèle en boucle « innovations locales complexes sur la base d'ingrédients divers »... Il y a du chemin à faire !

– La nécessité des connaissances contextualisées. Dans l'univers de l'agriculture industrialisée, la plupart des technologies sont génériques. Rien de plus logique puisqu'on tend justement, dans ce cadre, à effacer le contexte local et ses limitations. Ainsi, dans un système artificialisé, les courbes de réponse à un intrant sont-elles les mêmes partout. En revanche, tenter de comprendre les mécanismes à l'œuvre dans la diversité des situations ou de combiner des technologies en tirant parti du contexte, est bien plus malaisé. C'est pourtant ce type de science, décliné en fonction des contextes et des situations, dont nous avons besoin. Une gageure qui exige de redonner largement la main aux agriculteurs pour construire l'innovation ; ce sont eux qui connaissent le mieux leurs milieux, leurs atouts, leurs contraintes et qui capitalisent et transmettent les savoirs au travers de leurs expériences. Dans cette « écologisation » que doivent vivre les agricultures, il est probable que les ruptures viendront tout autant de la meilleure compréhension écosystémique et de la meilleure maîtrise par les acteurs de la complexité des combinatoires que des technologies dites de ruptures. Bien sûr, c'est moins « sexy » que les variétés miracles comportant tel gène de résistance à la sécheresse, mais c'est probablement plus pertinent. Sans oublier que les grandes innovations de ruptures résultant de la manipulation du vivant auront bien plus de chances d'être acceptées par le corps social si elles sont intégrées dans une telle démarche.

(6) International Assessment of Agricultural Science Knowledge and Technology for Development (laastd), c'est-à-dire l'évaluation internationale des sciences et technologies agricoles au service du développement. Cette expertise collective, initiée et animée par la Banque mondiale et plusieurs agences des Nations unies, à partir de 2005, a impliqué 57 gouvernements ainsi que de nombreux acteurs du développement, des représentants des secteurs agricole et agroalimentaire, du monde académique et de la société civile. Elle s'est achevée par la Conférence intergouvernementale de Johannesburg d'avril 2008.

(7) Le phénotypage désigne la caractérisation du comportement des plantes, de leurs performances, de l'expression des gènes d'intérêt.

– La modestie. Par rapport à la transformation de l'agriculture, l'apport de la recherche scientifique est essentiel mais reste limité. D'abord pour des questions de capacité d'investissement scientifique (je parle ici surtout des agricultures du Sud). Prenons les ratios science agronomique / producteur et comparons la France et l'Afrique sub-saharienne. En France, l'Inra, Arvalis, le Cirad, l'Irstea, certaines unités du CNRS, des écoles et des universités, etc. réunissent environ 3 000 chercheurs pour 300 000 exploitations, soit un ratio de 1/1000. Dans les pays d'Afrique Subsaharienne, le ratio n'est au mieux que de 1/20 000. Soit 10 000 chercheurs environ pour 200 millions d'actifs agricoles... L'apport de la recherche scientifique est limité également en raison de la nécessité d'interagir avec les autres acteurs dans les écosystèmes d'innovation. L'agriculture ne peut se transformer que si ses nouvelles modalités s'intègrent dans un véritable projet de développement collectif, territorial, politique. Or si la science peut contribuer au projet, elle ne peut ni le décider, ni le diriger.

Quels sont les fronts scientifiques qui avancent ?

Compte tenu de ce qui vient d'être dit, il va de soi qu'il ne peut y avoir de catalogue triomphant des promesses technologiques aptes à résoudre tous les problèmes. Cependant, beaucoup de choses peuvent « bouger » de façon décisive en termes de science et changer assez radicalement les éléments de l'équation. Je vous propose quelques zooms sur ces champs de recherche en mouvement, sans prétention à l'exhaustivité ni à la priorisation.

Rappelons d'abord que si l'agriculture est ancienne, la biologie est une science jeune à l'échelle de l'histoire des connaissances et que l'écologie est plus jeune encore, mais qu'elles avancent rapidement.

Dans les sciences du végétal, il y a ainsi une compréhension de plus en plus fine du fonctionnement intime du vivant au niveau individuel mais également au plan des peuplements végétaux. Concernant le matériel végétal nécessaire à la production agricole, cela implique une forte accélération de l'amélioration des plantes, avec de nouveaux outils d'une puissance extraordinaire pour explorer, comprendre, brasser, sélectionner la diversité génétique, particulièrement intraspécifique.

Ces outils de biologie moléculaire, dont la puissance augmente au rythme de la capacité des puces informatiques, ouvrent des portes qui étaient inimaginables il y a quelques années, comme la biologie prédictive ou la biologie synthétique, la valorisation des résultats au sein des variétés pouvant s'imaginer soit par transgénèse, soit par sélection assistée par marqueurs.

De même, la sélection génomique déjà opérationnelle permet désormais, en sautant la phase du phénotypage⁽⁷⁾, de lire directement dans le génome de la plante les caractéristiques susceptibles de s'exprimer au champ, ce qui aide considérablement dans la création de nouveaux matériels végétaux. Si on sort du schéma classique des cultures conventionnelles, d'autres ruptures sont possibles au carrefour de la biologie et de l'écologie : on peut ainsi imaginer la mise en place de peuplements complexes, tirant un meilleur profit des ressources disponibles dans l'espace et dans le temps, ou encore l'exploration de nouvelles espèces utiles pour la production ou pour les services. Car sur les milliers d'espèces comestibles, seules une trentaine font l'objet de travaux d'amélioration

importants... Ces nouveaux horizons sont complexes mais prometteurs dans une optique d'intensification écologique. Avec les cultures associées ou l'agroforesterie, nous n'en sommes qu'aux prémices de ces démarches, qui demandent à relever quelques défis méthodologiques forts, en termes de modélisation, de prédiction, d'ingénierie reverse etc. De fait, ces exemples illustrent les questions clés que pose l'évolution des sciences du vivant :

Ainsi, qu'en est-il de la capacité d'intégration des connaissances et des démarches ? Car plus on approfondit la connaissance intime du vivant, plus on risque de perdre de vue la compréhension systémique des phénomènes. Ensuite, *quid* de la définition d'un projet ? Toutes ces approches et ces outils doivent en effet s'insérer dans une vision de l'agriculture. Créer de nouveaux matériels végétaux nécessite par exemple de définir au préalable les critères et les idéotypes en fonction des pratiques, des objectifs et des modèles agricoles visés. On ne peut plus aujourd'hui se cantonner aux quelques performances de rendement.

Enfin, comment ne pas s'interroger sur l'appropriation du vivant ? Si certaines technologies accroissent les performances des variétés, elles peuvent aussi accroître les dépendances des producteurs. Pourquoi pas, si ces derniers exercent une liberté de choix ? Mais ce n'est pas le cas lorsqu'il n'y a plus d'espace pour le bien public. Par ailleurs, plus on s'attache à comprendre finement le fonctionnement des systèmes biologiques et écologiques, moins on peut se contenter de technologies ou de variétés passe-partout. En abordant des concepts tels que des variétés « à finir soi-même », on arrive *in fine* au paysan chercheur, gestionnaire du vivant, ce qui questionne aussi le statut de ces matériels.

Des sols et une faune que nous (re)découvrons

Dans le domaine du vivant encore, notons la redécouverte de la réelle nature des sols. La réflexion sur les nouveaux chemins de l'intensification passe nécessairement par des interrogations sur l'alimentation hydrique et minérale et sur les interactions biologiques des couverts végétaux et donc sur les sols. Or on découvre que ces derniers sont loin d'être des supports inertes qu'il suffit de bourrer de fertilisants pour booster les rendements. Nous commençons tout juste à entrevoir l'écosystème du sol et la manière dont il pourrait être « piloté » au bénéfice de l'agriculture durable.

Il existe d'autres éléments que nous (re)découvrons, émerveillés. Tel est le cas pour la faune du sol, qui représente une biomasse active essentielle : on dénombre environ 250 millions d'organismes de microfaune dans le tiers de 1 m² de prairie, soit plusieurs milliers d'espèces. Cela représente une biomasse de plusieurs tonnes par hectare. À tel point que dans un hectare de prairie, il y a des chances pour que le poids des lombrics dépasse celui des vaches en termes de biomasse. Même chose du côté des champignons et bactéries avec jusqu'à 100 millions de micro-organismes pour un gramme de sol.

Et puis, bien sûr, nous appréhendons désormais que le sol vit au travers de systèmes d'information, de signaux entre espèces, d'interactions entre sphères racinaires et biodiversité du sol, de symbioses, de transferts de matière inattendus, etc. En clair, ces organismes nourrissent un lien étroit avec les ressources fournies par les sols en termes hydriques (rétention de l'eau) et minéraux (cycle du carbone, de l'azote, etc.). En ce sens, nous pouvons faire un parallèle avec la microflore



intestinale des animaux, donc des hommes. Chacun d'entre nous porte dans son intestin des centaines de milliards d'organismes – soit 2 ou 3 kg – essentiels à notre santé, à tel point que l'asepsie conduirait à la maladie et à la mort.

Des avancées essentielles des connaissances agronomiques sont donc probablement à espérer au niveau des sols, pour renforcer la fertilité au sens large, remédier des terres dégradées, créer de la pédogénèse artificielle, etc. Reste aussi des blocages possibles à terme : la société et les agriculteurs accepteront-ils l'idée d'ensemencer des souches bactériennes sélectionnées dans des sols agricoles, de sélectionner des lombrics et des micro-insectes pour améliorer le fonctionnement des sols ?

Dernier front disciplinaire que j'évoquerai : les sciences de l'action et de l'intégration. L'agriculture se retrouve en effet au cœur de multiples enjeux de la société. La parcelle, l'exploitation agricole, ne peuvent pas être raisonnées de façon insulaire. Aussi les sciences agronomiques doivent-elles intégrer de plus en plus de sciences humaines pour être capables de replacer l'activité agricole dans les paysages et les sociétés, en optimisant les interactions nature-agriculture, mais aussi les interfaces avec d'autres activités.

Ainsi, à l'échelle des paysages et des territoires, l'ingénierie écologique doit permettre d'optimiser les compromis entre productions agricoles, services écosystémiques et valorisation des ressources naturelles. Une perspective potentiellement très féconde, faisant appel obligatoirement aux sciences sociales et politiques pour intégrer les jeux d'acteurs, la régulation, l'action publique, le rôle des normes, etc.

La recherche doit changer de posture !

Pour conclure, trois points que je souhaite mettre en exergue. En premier lieu, la recherche doit changer de posture et cultiver les interactions avec les différents acteurs concernés, à commencer par les agriculteurs, ceux-là même qui gèrent le vivant. Changer de posture, c'est adopter plus de modestie, raisonner intégration, penser contextualisation. Quant au contenu de la programmation de la recherche et à ses priorités, je me méfie de la réflexion « hors-sol » des scientifiques : est-ce à eux seuls de définir leurs priorités ? Il me semble plus fécond de construire de plus en plus de lieux d'interactions. Ensuite, j'insiste, la transformation de l'agriculture doit s'inscrire dans un projet. C'est vrai pour les agricultures du Nord comme pour celles du Sud. La science doit être attentive à la construction de ces projets, aider à éclairer ses enjeux, contribuer aux solutions, catalyser des politiques mais en aucun cas elle ne doit se substituer aux autres acteurs pour le construire.

Enfin, n'oublions pas que des blocages réels existent concernant certaines technologies, comme la transgénèse ou les nanotechnologies en biologie. D'autres risquent d'émerger dans le futur. Ils ne pourront être levés qu'en instaurant le débat sur le projet et en restant ouverts aux interactions entre les acteurs.



Peut-il y avoir une modernité raisonnable?

L'agriculture a-t-elle déjà été moderne? Et peut-il y avoir une modernité raisonnable? Ainsi pourraient être résumées les deux interrogations auxquelles le socio-économiste Gilles Allaire se proposait de répondre. D'emblée, ce fidèle de Marciac ne cache pas son malaise face au sujet et à l'éternelle querelle entre les modernes et les anti-modernes.



Gilles Allaire, socio-économiste, docteur ingénieur en agronomie, et directeur de recherche en économie rurale à l'Inra, au département SAE2 (Sciences sociales, agriculture et alimentation).

Je vous propose de réfléchir aux deux questions suivantes: l'agriculture a-t-elle déjà été moderne? Et peut-il y avoir une modernité raisonnable? Je souhaite ici aborder ces deux interrogations au travers d'une fresque historique, en donnant quelques éléments d'analyse sur la naissance des politiques agricoles et la période des années 1960.

D'une certaine manière, je suis mal à l'aise avec cette querelle entre les modernes et les anti-modernes. Comme tout le monde, je perçois dans la modernité un formidable élan économique mais aussi une aspiration à l'égalité et à la démocratie. Parallèlement, on ne peut pas ne pas évoquer les dégâts du progrès ou les laissés pour compte du processus de modernisation. D'ailleurs, Hélène Tordjman a bien insisté sur la dimension philosophique de cette problématique en rappelant que la question des fins n'est pas seulement celle des moyens.

Je tenterai donc de répondre en éclairant aussi bien les enjeux actuels de la modernisation que ses critiques. Trois idées vont structurer mon propos: la modernisation a libéré des énergies formidables; la modernisation a réduit le social à l'économique; pour retrouver le sens de la critique comme le sens de l'action, il faut retrouver le sens du collectif.

Une formidable libération des énergies

Je commencerai tout d'abord par cette question: que désigne, dans l'histoire, le processus de modernisation de l'agriculture? À l'échelle du Monde, si l'on considère la période de la révolution industrielle, ce processus correspond au développement de l'agriculture dans le cadre familial. En effet, la grande gagnante du processus de modernisation n'est pas l'exploitation coloniale, capitaliste ou soviétique – les sovkhozes ou les grandes plantations – mais bien l'exploitation agricole familiale.

Plusieurs conditions historiques y ont contribué. La première d'entre elles est l'abolition de l'esclavage et du travail forcé, tels qu'ils étaient pratiqués dans les colonies. Sans celle-ci, impossible pour le producteur de récolter les fruits de son travail.

La deuxième condition concerne l'accès à la terre opéré, par exemple, par l'instauration du code civil et du cadastre en France, ou par la conquête de l'Ouest et les réformes agraires aux États-Unis et en Amérique du sud. Loin d'appartenir au passé, la question de l'accès à la terre demeure un problème permanent.

Celle de l'accès au marché est toute aussi importante. Elle constitue la troisième condition. Comme les précédentes, elle passe par une longue lutte, contre les intermédiaires, les

usuriers, les monopoles locaux qui font écran au marché. Mais la transparence ainsi acquise génère de la concurrence, qui appelle à son tour des organisations de producteurs et des règles.

Dans cette longue histoire, les structures des marchés se transforment et s'éloignent du producteur. Désormais, des monopoles bien plus vastes dominent sans doute les marchés. Enfin, la quatrième et dernière condition a trait à la circulation des savoirs, de tous les savoirs: ceux des paysans comme l'émergence de l'agronomie.

L'élimination des barrières locales au marché, la circulation des savoirs, l'éducation de masse constituent une dynamique essentielle de la modernisation. À ces éléments, il convient d'ajouter la naissance des organisations professionnelles comme des politiques agricoles, nées au cours du XIX^e siècle. Développement du crédit et des investissements techniques, de la recherche et de la formation, mais aussi du statut de producteur, y compris dans sa composante sociale, tels sont quelques-uns des impacts de ces politiques agricoles. Précisons que celles-ci sont d'abord des politiques nationales, qui avaient pour double objectif d'accompagner la modernisation et d'assurer l'autonomie alimentaire de la nation. Et, que l'on songe aux USA avec la crise de 29 ou à l'Europe avec les décolonisations, ce sont bien les crises et les guerres qui ont conduit les États à mettre en œuvre ces politiques.

En définitive, la suppression même incomplète des entraves que je viens d'évoquer a permis de libérer des énergies considérables. Inutile de rappeler la multiplication des rendements, l'augmentation de la productivité, etc. L'importance de ce bond en avant s'explique par le fait qu'il s'appuie à la fois sur la science, notamment la sélection génétique, et sur des savoirs agronomiques de base, connus depuis des décennies. En outre, grâce à l'élévation du niveau d'éducation et les changements dans les mentalités, ces savoirs se sont largement diffusés. Je préciserai également que les mécanismes de régulation de l'économie représentent l'une des conditions de cette libération des énergies, condition souvent ignorée dans l'analyse économique. Si les États ont alors investi pour faciliter la diffusion des savoirs agronomiques et des techniques modernes, ce sont les politiques nationales⁽⁸⁾ de stabilisation des marchés massifiés (blé, lait, vin, huile d'olive...), qui ont permis aux producteurs de se lancer dans des stratégies d'investissement.

Il y a aujourd'hui un consensus sur lequel j'aimerais attirer votre attention. Il traverse de nombreuses contributions à cette 18^e édition des Controverses comme les propos des responsables politiques, de gauche ou de droite. Chacun voit aujourd'hui la modernisation comme la réussite d'une politique, par exemple celle que nous avons connue en France dans les années soixante. On retrouve ainsi un discours commun centré d'une part sur l'idée que cette politique a réussi sur le plan de la production, qui était un objectif consensuel, et d'autre part sur le fait que le productivisme a induit des dégâts. Avec cette conclusion: il convient désormais de s'engager dans la voie d'une modernisation qui éviterait ces écueils.

Gardons-nous de toute vision idéalisée du passé

Ces remarques m'amènent à mon deuxième point, concernant les glorieuses années soixante et le miracle agricole paysan. Rappelons que, alors, au sortir de la seconde guerre

mondiale, on a considéré qu'il y avait un certain retard de l'agriculture française en comparaison des pays du nord de l'Europe. La politique agricole mise en œuvre était axée, notamment, sur le soutien des prix et le développement des infrastructures rurales, par exemple l'électrification. Et, tout en assurant la stabilité des marchés, cette politique s'est progressivement orientée vers un soutien à l'investissement individuel.

Dans cette évolution, il convient de ne pas oublier le rôle des savoirs et de la formation, cette dernière ayant fait l'objet, dans les années soixante, d'investissements massifs, avec la création d'un lycée agricole par département. Dans ce domaine, je veux souligner à nouveau le rôle des savoirs techniques de base sur le sol, les engrais ou les rations animales, certes simplistes aux yeux de certaines critiques actuelles, mais particulièrement efficaces du fait de leur généralité. Par ailleurs, il me semble important de souligner qu'il ne s'agit pas d'une suite de comportements individuels. À cette époque, il y a eu, à la fois, un engagement dans ce processus et des contestations. L'opposition agrarienne a été forte, y compris sur le plan politique. Ainsi, en 1965, la FNSEA a contribué à la mise en ballottage du Général de Gaulle au premier tour des élections présidentielles. Derrière ces contestations, se dessine aussi une critique du modernisme telle qu'elle a été portée par Bernard Lambert dans son ouvrage « *Les paysans dans la lutte des classes* » et le mouvement qu'il a lancé, les paysans travailleurs. Comment expliquer ceci? Par le fait que la bataille économique a tout autant été livrée à l'échelle nationale que locale. Avec, dans le dernier cas, des prises de pouvoir des modernistes et, par voie de conséquence, des laissés pour compte. C'est un élément que nous devons garder à l'esprit: oui, il y a eu un projet de modernisation. Mais ce dernier a fait l'objet d'oppositions et d'une critique adressée au nom du travail.

Quand le social se trouve réduit à l'économique

Dans son intervention, Hélène Tordjman a insisté sur l'idée que le comportement économique est devenu progressivement la recherche de l'efficacité, caractérisée par la réduction des coûts, la valorisation optimale... Ce comportement implique la compétition. Tout comme il implique de coopérer. Or cet aspect est souvent nié par l'analyse économique. Rien de très grave me direz-vous. Après tout, si les économistes ne voient pas la dimension de coopération, d'autres sciences le relèveront. Sauf que cet oubli est caractéristique d'un élément sur lequel je souhaiterais attirer votre attention: le néolibéralisme, ce n'est pas seulement le credo de l'efficacité du marché, de la concurrence comme juge de l'efficacité. C'est aussi un projet de rationalisation de la construction des politiques publiques, dans lequel il n'y a plus des politiques, ciblant des intérêts sociaux, mais des politiques économiques. Tel est le triomphe de l'économie. Il ne s'agit pas seulement du principe du « laisser faire » comme au XIX^e, mais bien de l'idée que les acteurs peuvent avoir de bons comportements s'ils sont mis en face des bonnes « incitations », pour reprendre le terme employé par les économistes. Les économistes font maintenant leur beurre sur les échecs du marché; ils proposent des dispositifs publics censés y remédier, mais toujours en considérant des agents économiques séparés, ignorants de leurs voisins ou correspondants, et incapables d'agir ensemble. Prenons la PAC. La réflexion sur les objectifs de cette politique a évolué depuis sa genèse. Tout le monde s'accorde sur le fait



qu'un certain nombre de dépenses publiques pour l'agriculture est nécessaire. En contrepartie de celles-ci, on veut que l'agriculture participe à la production de biens publics. C'est tout l'esprit des mesures agroenvironnementales, du verdissement, etc. Question: comment les agriculteurs vont-ils produire ces biens? Réponse: par des incitations financières. Autrement dit, la production de biens publics n'est raisonnée qu'en termes individuels et individualistes, qui plus est dans une logique économique. Rien n'indique pour autant que cela fonctionnera, bien au contraire. Ainsi, j'étais récemment en Italie à la soutenance d'une thèse consacrée à cette question. Celle-ci montre clairement que sans action collective, il ne peut pas y avoir de production agroenvironnementale. Car cette dernière appelle d'autres modes de pensées, une autre maîtrise des outils. Elle appelle de nouveaux savoirs qui ne peuvent germer que de la transformation des pratiques qui résulte de l'action collective. Problème: toute la politique est pensée dans une logique d'incitations individuelles.

J'ai un exemple frappant à ce sujet. Il y a quelques jours, j'ai rencontré un paysan réunionnais, qui souhaite développer l'agriculture biologique dans les agricultures de montagne, par le biais des circuits-courts. Le problème auquel il se heurte n'est pas d'ordre économique car il y a des incitations du marché. Il réside dans la présence de formateurs, de personnes qui ont travaillé sur cette question: comment former des paysans qui ne savent ni lire ni écrire mais qui possèdent les savoirs pour transformer leurs pratiques? J'insiste sur cet exemple. Quand bien même on saurait lire, le cahier des charges ne résume pas à lui seul l'agriculture biologique. Mais a-t-on réfléchi à cette question?

Pour retrouver le sens de l'action, il faut retrouver le sens du collectif

Cette interrogation me conduit à mon dernier point. Pour nous aider à penser la place de l'économie dans la modernité, je commencerai par évoquer quelques aspects des travaux de la philosophe Hannah Arendt, qui a écrit sur la condition de l'homme moderne. D'une part en percevant, sur la longue durée, les changements de la société, et d'autre part en tentant d'intégrer la vision qu'elle avait de la place du totalitarisme dans l'histoire. Dans sa réflexion, Hannah Arendt distingue le travail qui est réalisé pour assurer l'existence domestique; l'œuvre qui relève plutôt de l'engagement individuel; et l'action. Elle associe cette dernière à la quête de l'immortalité. Non pas une quête conduite pour soi, pour l'individu, mais pour l'humanité. Or, dans les temps prémodernes, et c'est le point que je voudrais souligner, le travail appartient à la sphère privée tandis que l'action relève de la sphère publique. À partir des temps modernes, les choses s'inversent: le travail passe dans la sphère publique ou sociale (processus de professionnalisation, droits sociaux des travailleurs), et le rôle de l'action est relégué dans le champ de la sphère privée (celle de l'économie) comme les précédents intervenants l'ont bien expliqué. C'est le triomphe de l'économie, avec ce corollaire bien explicité par certaines contributions: les difficultés apparaissent dès lors comme des problèmes économiques. Il y a un rétrécissement de l'action dans le domaine de la pensée et un abandon de la critique, qui conduisent au conformisme. En définitive, cette transformation, qui s'inscrit dans un long processus historique embrassant une grande variété de contextes culturels et institutionnels, nous amène à subordonner la survie à l'économie. C'est d'autant plus vrai à

(8) Ou la Politique Agricole Commune à ses débuts.



partir du moment historique où les salaires deviennent la source essentielle des revenus des ménages pour vivre. Cette transformation est aussi celle de la disparition des sociétés paysannes. Dans ces sociétés, une part importante des ressources des ménages est liée à l'accès, souvent difficile, à la propriété, plutôt que de la vente de son travail. Autrement dit, un renversement de comportement s'avère nécessaire pour se lancer dans la modernisation – comme les jeunes des Trente Glorieuses – c'est-à-dire miser le revenu sur des investissements dans le matériel ou le cheptel.

Certes, plus globalement, après les grandes guerres du siècle dernier, l'évolution de la place du travail dans l'économie a eu des effets positifs. Et il est exact de parler, pour certains, d'États providentiels, puisqu'ils ont appréhendé comme un problème économique l'assurance, les retraites, la gestion des risques, etc., y compris en stabilisant les prix agricoles. Pour autant, si je fais ici référence à Hannah Arendt, c'est parce que je pense que nous sommes dans une période de fortes tensions et de grandes incertitudes. Ce contexte doit nous convier à interroger ce primat de l'économie et poser la question de savoir qui gouverne aujourd'hui les énergies considérables libérées par la modernisation, dont le noyau dur est toujours le vaste domaine des savoirs. Or ce dernier est à présent menacé par de nouvelles enclosures, telles que les brevets sur le vivant ou encore les normes de référencement par les centrales d'achat de réseaux d'approvisionnement et de distribution gigantesques.

Que faire de la part maudite ?

Il y a trois ans, les Controverses de Marciac avaient pour thème les crises alimentaires ⁽⁹⁾. Alors, j'avais bousculé l'assistance en évoquant « *La part maudite* » de l'écrivain et philosophe Georges Bataille. Dans cet ouvrage (publié en 1947), il développe l'idée que la nature, au fil des âges, comme les sociétés humaines, au fil des siècles, génère un flux croissant d'énergie et que celle-ci se trouve toujours excédentaire, à un moment donné, ce qui pose la question de son utilisation par les sociétés humaines. Je ne peux ici ni exposer complètement ni discuter les arguments de Bataille qui analyse les formes historiques de destruction du surplus, la part maudite, depuis les cérémonies offertes par les chefs de tribus, la construction des cathédrales, les folies des riches ou les guerres. J'en reste à l'idée générale : le système des sociétés humaines tout en se complexifiant génère un flux de richesses excédentaires. Penser ainsi n'est pas nier les déséquilibres, au contraire. La vision économique pure est celle d'une économie tendue vers la satisfaction des besoins humains, fonctionnant sur le fil du rasoir et ne parvenant pas à satisfaire ces besoins, ce qui justifie la tension compétitive. Il faut adopter une autre vision de l'économie pour aboutir à l'idée que les déséquilibres peuvent venir de la part maudite.

Par exemple, on s'inquiète, de nos jours, de la perte de la biodiversité. Pourtant, toute l'histoire de la nature est celle d'une multiplication du nombre d'espèces et ce processus continue : il se crée sans doute plus d'espèces qu'il n'en disparaît. Reste que celles qui disparaissent nous sont plus proches. La question qui se pose est bien celle de la perte d'un patrimoine social, intellectuel et culturel, ainsi que d'un patrimoine productif. Elle ne peut donc pas, de fait, être examinée que du seul point de vue économique et réduite à une question d'incitation économique.

Dans le champ de nos préoccupations d'aujourd'hui, je l'ai dit, la modernisation a libéré de nombreuses énergies. Désormais, nous surproduisons, sans que soit pour autant résolu le problème de la faim dans le monde qui concerne les structures de la société. L'équation que nous devons résoudre est bien celle de cet excès de production – cette part maudite – dont nous ne savons que faire. La surproduction est générée par une économie tendue. Dès lors que l'économie prime, on ne peut pas se libérer du productivisme, puisque toutes les normes nous poussent à l'idée qu'il faut toujours produire plus. Pour justifier ce système, le discours est simple : la grande victoire du productivisme nous a permis de nourrir le monde et, compte-tenu des perspectives démographiques, 9 milliards d'êtres humains à l'horizon 2050, nous devons continuer sur la même voie.

Arrêtons-nous un instant pour regarder ce que l'agriculture produit ici et maintenant. Des produits dits de qualité – cela a été dit – du vin, du champagne, du tabac, des fruits qui, je le rappelle, étaient il n'y a pas si longtemps que cela des produits de luxe pour les citadins qui ne consommaient que des dattes ou des figues séchées. Si nous étions vraiment dans un contexte de famine d'origine agricole ou d'insuffisance de la production, on ne cultiverait que du blé ou du riz ! Mais notre régime alimentaire n'est pas fait de nutriments. Nous vivons constamment dans une tension qui nous pousse au productivisme.

Il y a trois ans, après avoir parlé de la part maudite de Georges Bataille, j'avais également choqué le public en opposant l'attentat du 11 septembre à Jazz In Marciac, comme deux façons radicalement opposées de se libérer de la part maudite. À mon sens, l'alternative est toujours là, entre le terrorisme d'un côté et le développement de l'autre. Le terme de terrorisme doit être entendu au sens où le linguiste et philosophe américain Noam Chomsky l'emploie, en considérant dans ses réflexions sur le 11 septembre, que le principal État terroriste du monde est les USA. Il ne s'agit pas de dénoncer les seuls poseurs de bombe mais ce système qui concourt au fait que le monde est encore et toujours en guerre. De quel côté devons-nous recaser la part maudite ? Du côté du développement, c'est une évidence. À la condition que ce dernier soit source d'autonomie et guidé par d'autres modes de pensée.

En conclusion, nous devons changer d'état d'esprit. D'une certaine manière, ainsi présentés, les faits donnent le sentiment que nous sommes engagés dans une marche en avant face à laquelle on se sent désarmé. Mon objectif aujourd'hui était de tenter de montrer que les politiques ne sont plus que des politiques économiques et qu'on ne regarde les choses que sous l'angle de l'individu et des comportements économiques. Pour tout vous dire, je suis un peu pessimiste. Reste que je suis persuadé que c'est dans la reconnaissance de la dimension collective des problèmes, comme la nécessité d'en délibérer collectivement, que se situe l'issue.



(9) « L'Europe et le Monde : de crises en déprises, l'alimentation à couteaux tirés ».





AGRICULTURE: FOIN DE LA MODERNISATION!



Les droits de l'agriculteur en questions

L'activité de l'agriculteur est l'une des rares qui s'opère au grand jour, sous les yeux de tous, ce qui n'est pas sans conséquences.

À l'heure où 70 % des agriculteurs français vivent désormais à moins d'une heure de route d'un centre-ville, est-ce que les regards portés ont changé ? Comment vivent-ils leur inscription dans la société ? Quels sont les droits qu'ils revendiquent et quelles sont les réelles résistances au changement qu'ils vivent ? Telles sont les questions qu'instruisait le Groupe Local de Réflexion, composé d'acteurs locaux de la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers et des territoires voisins. Les réponses avec trois de ses membres, Gérard Coutant, agriculteur dans le Gers, Jean-Luc Bongiovanni, éleveur dans les Hautes-Pyrénées, et Eliane Crépel, infirmière scolaire.

Gérard Coutant

Un certain nombre d'agriculteurs n'éprouve pas forcément le besoin ou l'envie de prendre des vacances.

Oui, l'agriculteur a droit d'avoir les mêmes aspirations que le reste de la société. Faisant partie de la société, il est normal qu'il aspire à la même qualité de vie que l'ensemble des citoyens. Parfois, c'est l'inverse : les autres citoyens aimeraient bien avoir la qualité de vie des agriculteurs. Cependant, le rapport affectif au métier d'agriculteur implique un rythme de vie particulier. Ce métier étant une passion, l'envie de temps libre n'est pas forcément la même que pour d'autres. Rien n'empêche cependant de se poser la question de la possibilité d'avoir les mêmes aspirations que le reste de la société sur ce point, mais aussi en termes de rémunération. Justement, concernant ce dernier aspect, il y a deux questions en une : celle de la rémunération horaire et celle de la rémunération en général.

La rémunération horaire de la main-d'œuvre salariée est un indicateur, un outil de gestion de l'exploitation. Bien souvent, la main-d'œuvre disponible est un facteur limitant dans le fonctionnement de l'exploitation et dans le revenu qui en est dégagé. La rémunération de l'exploitant, elle, est soumise à un grand nombre de contraintes : les aléas climatiques, le coût de l'assurance, les financements des investissements... Au final, la rémunération dépend du temps disponible pour faire fonctionner tel ou tel atelier. Les agriculteurs doivent prendre en compte ce facteur « main-d'œuvre » dans le choix, par exemple, d'un atelier de diversification. Ainsi, la vente directe est une production à forte valeur ajoutée, mais très chronophage.

Et puis, la question de la rémunération est liée à l'implication des agriculteurs dans les filières économiques aval. Par essence, la valeur ajoutée du secteur agricole est assez faible. Les intervenants multiples exercent une pression forte sur la rémunération de l'agriculteur.

Enfin, la question d'une rémunération suffisante pour l'agriculteur est posée. En 2011, par exemple, 188 agriculteurs du département des Hautes-Pyrénées ont demandé le RSA. Mais combien n'ont pas demandé cette aide ? Les chiffres doivent être à peu près les mêmes pour le Gers. Cela pose bien la question d'une rémunération suffisante par rapport à un travail et à un service rendu à la société.



Concernant le droit aux vacances, nous sommes confrontés à l'image d'Épinal de l'agriculteur au cul des vaches ou sur son tracteur, 365 jours par an. Il existe aussi un atavisme agricole, surtout chez les générations précédentes, sur le mode : « Il ne faut pas rester sans rien faire ; l'agriculteur qui se repose est un fainéant ».

En somme, s'exerce une pression sociale autour du fait qu'il faut prendre des vacances, et une pression sociétale émanant d'un des membres de la famille de l'agriculteur, de son conjoint ou de ses enfants, qui sont en demande. Cependant, un certain nombre d'agriculteurs n'éprouve pas forcément le besoin ou l'envie de prendre des vacances. D'autre part, ce n'est pas toujours possible. Les éleveurs, notamment, doivent s'organiser, se faire remplacer, ce qui est un coût supplémentaire. Les céréaliers, eux, peuvent plus facilement libérer du temps. Tous les producteurs ne peuvent pas prendre de congés de la même manière et au même prix.

Finissons par la question du droit à la vie sociale et au temps libre. Vous l'aurez compris, libérer du temps est souvent lié au revenu. Des outils existent, mais encore faut-il dégager suffisamment de valeur ajoutée afin de rémunérer le travail de l'agriculteur et financer soit un équipement, soit de la main-d'œuvre supplémentaire, soit un remplaçant. À la question de la vie sociale, la réponse tient donc en trois points : c'est un besoin, une nécessité plus ou moins forte d'échanger. Il faut le vouloir et le lien social est souvent porté par le reste de la famille. Sauf que l'image de « l'agriculteur » peut mettre de la distance. Enfin, il faut pouvoir, or les contacts et les possibilités d'échanger restent de plus en plus limités au sein des territoires ruraux qui se vident...

Jean-Luc Bongiovanni

De véritables controverses pour faire émerger une modernité au sens large.

Un céréalier, qui est souvent conspué comme pollueur, a-t-il le droit de dire qu'il peut être efficace en termes environnementaux ? Cette question qui nous était posée a provoqué de vifs débats au sein du Groupe de réflexion. Depuis quelques années, l'homogénéisation des pratiques environnementales a été imposée par la PAC. Cela permet de dire, à juste titre, que les céréaliers ont une certaine efficacité en terme environnemental, dans la mesure où ils appliquent dans leur activité professionnelle la réglementation environnementale définie par le législateur. Mais ont-ils pour autant le droit de l'exprimer à haute voix ? Ce n'est pas la même chose que la conviction d'avoir agi efficacement. En effet, au-delà de la réglementation, les pratiques agricoles qui se veulent de plus en plus respectueuses de l'environnement sont souvent réalisées par choix professionnel. Ce choix, en général, a pour cause des convictions diverses : santé humaine, préservation des sols et, aussi, intérêt économique.

L'environnement, quésaco ? Aux côtés des ressources naturelles diverses (eau, sol, air, biodiversité), dont on cherche à profiter durablement tout en limitant leur dégradation, n'y aurait-il pas d'autres éléments à ajouter ? Des éléments naturels déjà façonnés par l'homme (forêts, terres cultivables, estives, cours d'eau, paysages...), des éléments encore plus proches des sociétés liés à l'aménagement du territoire et chers aux citoyens.

Quelle que soit la définition de l'environnement retenue, le fait de privilégier un élément, à un moment donné, peut aboutir à des contradictions qu'il sera ensuite nécessaire de résoudre. Un exemple : en agriculture biologique, la pratique de multiples binages pour désherber apporte un plus environnemental du fait de la non-utilisation de produits phytosanitaires. Mais cette pratique accroît aussi l'érosion des sols en coteaux. Autre exemple : retarder de trois semaines le broyage des chaumes pour permettre aux caillies de se multiplier est-il vraiment une avancée pour l'environnement et la biodiversité, quand on sait que cela va se traduire par un accroissement de prédateurs, notamment des renards qui auront vite fait de les « liquider » ?

Prix, coût, revenu et environnement... Dans une société de marché comme la nôtre, les éléments économiques n'ont-ils pas, souvent, un poids plus fort sur le revenu et l'avenir des producteurs agricoles que les contraintes ou les objectifs environnementaux ? Et la volatilité des prix agricoles n'arrange en rien la chose. C'est bien pour cette raison qu'il paraît impératif que la société puisse se fixer des règles environnementales. Mais attention, ces réglementations semblent imposer trop souvent des mesures ou investissements qui conduisent à des handicaps économiques supplémentaires pour les exploitations agricoles déjà en difficulté. Pourquoi, depuis longtemps, les éleveurs ont-ils tendance à privilégier, pour l'apport protéique de leurs ruminants, les tourteaux de soja ⁽¹⁰⁾ achetés plutôt que la luzerne ⁽¹¹⁾ cultivée sur leur exploitation ? Pourquoi, en cette année 2012, assiste-t-on à une accélération des arrêts d'ateliers laitiers dans le Sud-Ouest pyrénéen ? Ce recul ne met-il pas en péril l'avenir de la filière laitière dans le Sud-Ouest ?

Le bon niveau du curseur. En fait, dans la plupart des cas, l'optimum économique est rattrapé par l'optimum écologique, qui dépasse nos espérances en termes de quantités et de qualité des produits. Comprenez : quand nous travaillons de façon écologique, les résultats peuvent parfois être meilleurs. Et ce qui pouvait nous paraître comme une contrainte devient un avantage économique et écologique. Mieux comprendre le fonctionnement des sols, des haies, etc., nous permet d'utiliser moins d'engrais (on utilise mieux la photosynthèse) et de machiner (grâce à des techniques culturales simplifiées), donc de gagner en autonomie.

Controverse environnement et modernité. Le fait que de véritables controverses puissent exister – au travers de confrontations de points de vue, de retours d'expériences et de résultats concrets obtenus par les producteurs agricoles eux-mêmes – n'est-il pas une condition nécessaire pour faire émerger une modernité au sens large ? Une modernité qui ne se limiterait pas au seul aspect quantitatif et technologique, mais qui intégrerait aussi des aspects environnementaux et sociaux. Par exemple, les bandes enherbées au bord des ruisseaux font aujourd'hui le bonheur des promeneurs et des pêcheurs.



Eliane Crépel

Les conflits individuels ne sont pas spécifiques au monde rural.

Concernant l'agriculteur et le droit, nous avons axé notre réflexion sur les conflits d'usage et de voisinage ainsi que la judiciarisation de la société.

Sur l'appropriation du territoire rural. Les agriculteurs, minoritaires démographiquement dans la plupart des villages, ont souvent un ancrage familial ancien sur le territoire local. En outre, ils connaissent bien ce territoire car leur travail les conduit à le parcourir. De plus, ils l'entretienement et l'aménagent régulièrement pour leurs activités (chemins d'accès aux parcelles, haies, bordures...). Les autres résidents ruraux ne mettent pas en valeur, n'aménagent pas le territoire et n'entretienement, le plus souvent, que les abords immédiats de leur résidence. La plupart du temps, leur connaissance du territoire local reste approximative. De fait, il peut sembler aux uns comme aux autres, et même aux urbains de passage, que les producteurs agricoles sont les maîtres du territoire, d'autant qu'ils en sont souvent propriétaires.

Deux visions différentes des territoires ruraux. Pour les agriculteurs, le territoire agricole et rural est avant tout la terre, considérée comme la ressource productive de base qu'il convient de travailler et d'entretenir pour réaliser au mieux leurs activités professionnelles. Pour les résidents ruraux non agriculteurs, ainsi que pour les urbains, le territoire rural est plus souvent considéré comme un bien collectif de consommation à caractère écologique – la nature, la campagne – qu'ils utilisent pour leurs loisirs. Ils souhaitent que son aménagement réponde à leurs attentes, notamment en termes de paysages.

Ces visions très différentes peuvent être sources d'incompréhension, voire de conflits, malgré les efforts effectués de part et d'autre pour renforcer les liens sociaux. Exemple : un agriculteur, croyant bien faire, prévient un voisin qu'il va traiter une parcelle proche de son habitation. Au lieu de le rassurer et de lui permettre de prendre les mesures nécessaires, il constate qu'il provoque incompréhension et angoisse : les agriculteurs habillés comme des cosmonautes, ce n'est pas très rassurant (pour les autres).

Développement des conflits individuels et judiciarisation.

Même si des médias ont monté en épingle certains conflits de voisinage ruraux pour leur caractère pittoresques (le coq qui chante, les cloches de l'église qui sonnent...), les conflits d'usage et de voisinage ne datent pas d'hier, que ce soit entre agriculteurs dans l'espace rural ou entre citadins en zone urbaine. Quant à la progression actuelle des conflits individuels – et leur judiciarisation – elle ne semble en rien spécifique aux territoires ruraux. N'est-ce pas davantage les modalités du développement de notre société qui accentuent les comportements individualistes au détriment de l'entraide et de la coopération ?

Prenons un exemple. Si une commune rurale limite à trois tonnes la circulation sur ses chemins communaux, c'est à la fois pour se prémunir contre d'éventuelles indemnités à verser à des propriétaires d'engins lourds, dont le matériel aurait subi des dégâts, et pour se couvrir par rapport aux dégâts occasionnés à ces chemins par le même type d'engins.

(10) Nutrition du bétail : faut-il envoyer tout paître ? http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3322

(11) La luzerne : une nouvelle chimie en herbe : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1221

**Gérard Coutant****Retour vers le futur.**

Concernant la question plus large, « *L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ?* », je vous avoue qu'au début, nous nous sommes dit qu'il fallait être gonflé pour la poser au pays de d'Artagnan. Et puis, cela ressemble à un sujet de bac philo, où l'on aurait tout le loisir de raisonner par l'absurde. Car pour nous, la question ne se pose même pas, c'est une évidence. Concilier tradition et modernité, dans le Sud-Ouest, on sait faire : 120 labels, auxquels s'ajoutent les IGP. Rien que le canton de Marciac compte plus de 10 labels en production. Les paysans sont des acteurs du vivant et ils en sont responsables.

Il convient également de faire la distinction entre les agricultures, plus ou moins complémentaires entre elles, et l'agriculteur. Enfin, n'oublions pas que nous avons d'abord et aussi des droits guidés par des devoirs et des missions. Quelles sont-elles ?

- 1) Manger. La production d'une nourriture saine et abondante.
- 2) Boire. Le lait, le vin, la bière, les jus de fruits et l'eau de qualité.
- 3) Respirer. Le rôle de l'agriculture dans la fixation du carbone (les prés, les forêts, les cultures, les haies, etc.).
- 4) Se soigner. Par les plantes, les alicaments.
- 5) Se vêtir et se chauffer. Le coton, le lin, la laine, le bois, la paille, le méthane, le photovoltaïque.
- 6) Se déplacer. L'éthanol, le diester, le photovoltaïque, le méthane.
- 7) Accueillir. « Vacancer », regarder, admirer, comprendre, échanger.
- 8) Il en découle le maintien des équilibres sociaux qui nous est cher et de la biodiversité au sein de la ruralité.

Cette liste n'est pas exhaustive, bien sûr. La recherche nous pousse à innover, notamment dans les matériaux de construction, et à répondre à tous ces enjeux. Mais répondre aux attentes de la société a également un coût. Et quand on sait que le budget de la PAC est égal au revenu de la ferme France, je vous laisse méditer. C'est là qu'interviennent les politiques qui choisissent de mettre en avant ou en retrait telle ou telle fonction de l'agriculture. Ces choix sont lourds de conséquences, mais les paysans et leur bon sens répondront présents.

Aujourd'hui, grâce au modernisme, les adaptations sont beaucoup plus rapides. Mais dans le Sud-Ouest, le facteur limitant reste l'eau, qu'elle soit en excès ou qu'elle manque. Là aussi, les mauvais choix politiques sont déterminants. L'agronomie nouvelle, qui s'intéresse enfin à ce qu'il se passe dans nos sols, va nous aider à économiser l'eau sans pénaliser les plantes. La recherche a donc, elle aussi, un rôle à jouer dans cette problématique. Toutefois, sans réserve à la hauteur des enjeux de demain, nous n'aurons pas de solution. Peut-on parler de modernité, en matière d'approvisionnement en eau pour favoriser la vie dans nos sols, alors que le climat nous fait défaut ? Depuis 5000 ans, l'irrigation se pratique sur le Nil... En matière d'eau, d'irrigation, où est donc la modernité ?

Enfin il faut selon nous remettre le paysan au centre du jeu et lui faire confiance. Le bon sens paysan – qui ne prend jamais de vacances – va le faire revenir aux fondamentaux de

l'agronomie et de l'agrologie. Les pratiques agréables remplaceront très vite les dégradantes. L'agriculture du III^e millénaire, soyez-en sûrs, n'en est qu'à ses balbutiements. Le gisement renouvelable du sol va nous permettre de nourrir 9 milliards d'êtres humains sans souci. Il nous reste encore à trouver quelques nouveaux équilibres ou plutôt à en retrouver quelques anciens, à revenir par exemple vers une complémentarité entre élevage et polyculture. Mais le retour vers le futur qui va en découler n'emportera l'adhésion de masse des agriculteurs que s'il est vécu comme un progrès économique et environnemental à la fois. Et c'est le cas.

C'est un boulevard qui s'ouvre devant nous. Nous pouvons être optimistes et enthousiastes à la fois. C'est peut-être là que se cache notre modernité.



La stratégie des Indiens...

1^{er} août, début d'après-midi. Tout autour du chapiteau, les participants aux Controverses se répartissent entre les différents groupes de chaises disposés sous les platanes. Le rituel des cercles d'échanges peut commencer, pour une heure et demie de réflexion collective autour du sujet de cette 18^e édition. Finie la distinction entre intervenant et simple auditeur, chercheur et agriculteur, « sachant » et simple amateur : ici, pas une parole ne compte plus qu'une autre. Reste ensuite à restituer le plus fidèlement possible ce temps d'échanges. En tant que rapporteurs, six personnalités du monde politique et scientifique ont accepté, en séance plénière et en un temps bref, de se prêter à l'exercice, pointant les éléments saillants des propos qu'ils ont entendus au sein de leurs cercles respectifs.



Marie-Hélène Aubert, ancienne députée européenne, conseillère auprès du Président de la République pour les questions environnementales.



Tomas Garcia-Azcarate, fonctionnaire à la Commission européenne.



Jean-Luc Bennahmias, député européen.



Michèle Marin, présidente du Centre Inra de Toulouse.



Eric Andrieu, député européen, membre de la commission agriculture du Parlement européen.



Jacques Loyau, attaché parlementaire au Parlement européen et agriculteur.

« En 1960, un emploi agricole nourrissait à peu près cinq personnes, puis dix dans les années quatre-vingt et, aujourd'hui, pas moins de cent... Il y a là une modification très profonde de la société ». C'est en rappelant ces chiffres que le chercheur François Colson, qui animait la séquence, a souhaité introduire ces restitutions, histoire d'illustrer la rapidité des transformations spécifiques à l'agriculture, dues à des avancées techniques, économiques et sociales. Non seulement cette modernité doit aujourd'hui être environnementale, mais elle doit surtout, conformément à l'esprit des Lumières évoqué le matin même, « *conduire au projet d'une égale dignité de toutes les personnes... dont les agriculteurs.* »

Des entendements communs et des points de divergence

Première étape : s'entendre sur le sens des mots. En la matière, chaque cercle d'échanges s'est mis d'accord. L'un a distingué d'un côté une modernité synonyme de contemporanéité de l'agriculture, de l'autre sa *modernisation* unanimement critiquée sous l'angle de la libéralisation des marchés et de la faiblesse grandissante des politiques publiques. D'où ce paradoxe : une intervention de l'État considérée désormais comme moderne...

Pour d'autres, la modernité réside avant tout dans l'exercice de la raison, la capacité d'adaptation et de réflexion et l'aptitude à se remettre en question, qui suppose que l'agriculteur ne soit pas seul : « *sa place et son rôle doivent être pensés dans un système social, avec une foule d'acteurs qui consomment des ressources et vivent sur un territoire* », ainsi que l'a souligné Michèle Marin (cercle 4). Une importance de la dimension sociale que relève également Jacques Loyau (cercle 6) : « *La modernité serait d'abord un changement de statut* ». Revers de la médaille, ce type de situation peut être vécu par les agriculteurs comme imposé de l'extérieur et

facteur de dépossession de leurs outils, telles les structures qu'ils ont créées (coopératives, GDA, Cita, gaec...) et dont ils sont désormais écartés.

Mais, passée cette belle unanimité, les points de vue ont laissé apparaître au sein de plusieurs cercles des « divorces », selon le mot de Tomas Garcia-Azcarate (cercle 2). Sur la responsabilité du monde agricole quand, surfant sur le marketing, il « vend » l'agriculteur traditionnel et masque le caractère industriel de certaines productions. Sur le rôle de l'agriculture vis-à-vis de l'environnement, perçu comme nuisible par les uns et bénéfique par les autres. Sur la manière dont le syndicalisme traduit la question de la modernité, un point de conflit que restitue E. Andrieu (cercle 5) en avançant, pour solution, « *la stratégie des Indiens : il faut que les syndicats minoritaires encerclent les majoritaires pour instaurer un vrai débat.* » Ou encore sur l'inertie supposée de l'enseignement agricole et des organisations professionnelles en général.

Avancer par la parole et des projets territorialisés

Comment avancer ? Là, les pistes avancées par les différents cercles se rejoignent : il y a, bien sûr, les propositions les plus courantes, telles que la régulation des marchés, le réengagement de l'État et la coexistence des différents modèles agricoles. De même, tous insistent sur un préalable : renouer avec la parole et multiplier les lieux de confrontation entre tous les acteurs, ce qui permettrait notamment de mettre en lumière les contradictions et les représentations parfois idéalisées de l'agriculture et de l'alimentation au sein de notre société (Marie-Hélène Aubert, cercle 1). Mais c'est surtout autour du projet et du territoire que résident les réflexions les plus convaincantes. Un projet collectif qui doit sortir de la logique unique de la production pour répondre aux grands défis de la santé publique, ce qui permet de réinterroger la consommation, l'environnement, l'emploi, faisant entrer l'agriculture



dans le débat public (Jacques Loyau, cercle 6). Un dessein qui permette à l'agriculteur de passer du repli sur soi à un rôle actif, qui donne du sens et fédère les énergies. De ce point de vue, la pertinence de la dimension territoriale a été largement soulignée. C'est là que les différents intérêts en jeu peuvent se confronter et s'intégrer dans une co-décision ; que s'enracinent la réflexion et les apprentissages collectifs pour une nouvelle gouvernance. Car François Colson lui-même le souligne : « *L'un des points qui paraît le plus crucial, et sur lequel nous avons beaucoup de mal à progresser, c'est que nous sommes dans une phase de désengagement des institutions publiques. Quelles sont alors les formes de coopération à imaginer entre agriculteurs au sein d'une filière, ou entre agriculteurs et consommateurs dans un territoire, pour se substituer à une régulation jusque-là essentiellement conçue comme une régulation publique ?* ».

Reste que les rapporteurs ont également relevé les grands absents des échanges menés dans les cercles. Absente la notion de changement climatique, qui n'a pas semble-t-il « impacté la notion de modernité », pour Michèle Marin. Impensée également la situation des jeunes, à l'exception d'un cercle ou deux : quelles préoccupations devons-nous avoir pour les accompagner, quand ils ne sont pas issus de familles agricoles, sachant que la transmission et l'accès au foncier constituent des obstacles majeurs (Jean-Luc Bennahmias, cercle 1) ?

Des rapporteurs mis à la question...

Si les rapporteurs ont bel et bien respecté la consigne – restituer les points saillants des échanges – quel est leur regard plus personnel et quel retentissement comptent-ils donner à cette réflexion collective dans leur fonction respective ? Tomas Garcia-Azcarate se lance : « *À chaque fois, je repars des Controverses de Marciac avec une conviction et un engagement renforcés, celui de l'importance de l'écoute. C'est fou ce qu'on apprend quand on écoute les autres. Surtout si, parmi ces autres, il y a des gens aussi variés que dans le cercle dans lequel j'étais... Si nous sortions tous de Marciac avec ce bagage, nous aurions déjà fait un beau travail pour l'avenir* ». En écho, Michèle Marin, qui venait pour la première fois, confirme : « *Ma principale leçon, c'est que je reviendrai l'année prochaine, pour écouter, apprendre et si possible participer* ».

Les députés européens, quant à eux, mettent en avant les retombées directes sur leur pratique de législateur. L'actualité s'y prête. Éric Andrieu : « *Pour aborder les débats sur la réforme de la PAC, je retiens ce lien étroit entre l'agriculture et les territoires et je serai très vigilant à le mettre en perspective dans nos débats et nos amendements. Ce n'est pas rien de pouvoir échanger avec une multiplicité d'acteurs et cela me conforte dans l'idée qu'on ne parle pas que de sa place quand on porte une parole politique* ». Vous avez dit politique ? Véhément, Jean-Luc Bennahmias souligne de son côté le sens qu'il accorde à ce mode d'action : « *En faisant de la politique, je m'emploie à tenter de redonner à l'économie réelle le primat sur l'économie irréaliste. Beaucoup de choses sont faisables : augmenter le budget de l'Europe, mutualiser la dette, financer des plans de relance structurelle pour l'agroalimentaire et l'énergie* ».

Majorités larges, certes, à condition que les corps intermédiaires jouent leur rôle et que la parole des acteurs de terrain soit relayée, précise Jacques Loyau, « *Il est toujours*

revitalisant de venir à Marciac où je rencontre des acteurs et des organisations qui ont des projets. La réforme de la PAC est déterminante car elle porte en son cœur la modernité, puisqu'il s'agit de proposer à l'agriculture des outils pour appréhender les prochaines mutations. Or j'observe que sur le plan démocratique, la voix des paysans est très faible. C'est dramatique. Par les parlementaires européens, on peut faire arriver la modernité ascendante. »

Quant à Marie-Hélène Aubert, c'est la notion d'exception agricole qui l'aura emportée dans tous les propos entendus, « *parce que la sécurité alimentaire est un bien essentiel, public, incontournable. Peut-être l'UE est-elle parfois exagérément optimiste à cet égard. Mais 45 % environ du budget de l'Europe consacré à la PAC, cela constitue bel et bien une exception par rapport à d'autres domaines. Reste que les 10 milliards d'euros que la France reçoit méritent d'être réinterrogés quant aux critères. Sur mon engagement particulier, puisque je suis chargée auprès du Président de la République des négociations internationales Climat et Environnement, je ferai le maximum pour favoriser l'adaptation de l'agriculture à ces réalités déjà prégnantes* ».





OÙ SONT LES VRAIS ARCHAÏSMES?



Globe-Terroir

Non, le produit de terroir n'est pas systématiquement synonyme de repli identitaire. Il peut aussi être un atout pour partir à la conquête de nouveaux marchés, y compris les plus lointains. Démonstration avec les Producteurs Plaimont, ce groupement de vignerons créé en 1979 qui exporte en Europe, en Chine, en Malaisie, ou encore au Canada. Explications de Olivier Bourdet Pees, directeur général, et Jean-Pierre Grangé, chargé des relations avec l'Asie et ancien directeur.

L'une des spécificités des vins de Plaimont est de jouer la carte du terroir et de l'authenticité. Pourriez-vous nous présenter cette coopérative viticole ?

Olivier Bourdet Pees. Plaimont est une union de coopératives chargée de piloter la production de trois caves : la section viticole de Terre de Gascogne (cave de Condom qui produit les IGP ⁽¹²⁾ Gascogne), les vigneron de Saint-Mont qui produisent notamment les AOC Saint-Mont et l'IGP Comté Tolosan, et la cave du Madiran pour ce qui concerne le vin du même nom et le Pacherenc du Vic-Bilh. Comme vous le voyez, nombreux sont nos vins sous signes officiels de qualité. Depuis notre création, nous avons en effet la volonté de mettre en avant des productions signées par leur origine. C'est là que réside notre plus-value.

La viticulture est un monde particulier. Dans les années 1970, nous avons eu le sentiment que la course à la productivité menait à une impasse. Le vin devenait moins un aliment consommé en quantité, qu'une boisson plaisir. Il fallait se donner les moyens de produire mieux. En 1979, alors que le festival de Jazz faisait ses tout premiers pas, nous avons pris une décision un peu folle : mettre nos vins d'origine en bouteille pour les commercialiser dans toute la France. Amère expérience. Comme l'a souvent raconté Jean-Luc Garnier, qui était alors le responsable commercial des réseaux traditionnels, les retours furent nombreux les premières années. Sur 200 000 bouteilles commercialisées, près de la moitié lui était retournée l'année suivante, les vins étant tantôt piqués, tantôt moisies.

Améliorer la qualité pour conquérir de nouveaux marchés

Il fallait amener les vignerons à privilégier la qualité au rendement. Ce vaste chantier, conduit dans les années quatre-vingt, ne fut pas une mince affaire. Nous avons dû convaincre nos vignerons que nous étions capables, dans cette région, de produire des vins qualitativement plus ambitieux sans que cela remette en cause notre identité. En effet, il n'était nullement question de délaisser les cépages autochtones, d'abandonner les savoir-faire ou encore de s'affranchir des conditions climatiques, qui sont autant de spécificités locales. D'importants investissements ont été réalisés, pour restructurer le vignoble, moderniser les chais, optimiser les procédés de vinification puis de conservation... Parallèlement, nous avons développé la commercialisation de nos vins en bouteille.

De 200 000 cols en 1979, nous sommes passés à la fin des années 1980 à 2 millions. Nous avons très vite pris conscience que notre avenir se trouvait hors de nos frontières ; le marché français ne pouvait suffire. Notre première mission a consisté à nouer des relations commerciales



avec les pays d'Europe du Nord, en adaptant quelque peu nos produits pour qu'ils soient au goût des consommateurs. Pari gagnant : nous avons continué à développer la vente de vin en bouteilles pour atteindre 10 millions de cols dans les années quatre-vingt-dix, puis 30 millions en 2000. Cette expérience nous a montré qu'avec une bonne structuration, des moyens, de l'organisation, il était possible de développer l'export. Pourquoi, dès lors, ne pas partir à la conquête des marchés nord américains voire même asiatiques ? Nous nous sommes donnés les moyens de tenter l'expérience, Jean-Pierre Grangé en témoignera. Aujourd'hui, nous produisons 40 millions de bouteilles ; 55 % de la production est destinée à l'export, principalement aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne ou en Belgique. Mais d'autres marchés progressent fortement à l'instar du marché chinois.

Plaimont a été la première coopérative viticole française à se lancer à la conquête des marchés asiatiques, non sans prises de risque. Comment cela s'est-il passé ?

Jean-Pierre Grangé. Olivier Bourdet Pees l'a expliqué : élargir notre champ d'action commercial était une nécessité. Historiquement, le premier périmètre de vente se situait entre Bordeaux, Toulouse et la chaîne des Pyrénées. Pour répondre aux besoins des producteurs qui consacraient une part croissante de leur production à la mise en bouteille, avec une hausse du nombre de cols produits de l'ordre de 20% par an, nous avons dû agrandir notre espace de vente. Les premiers voyages vers l'Asie ont commencé dès 1987. Thaïlande, Cambodge, Vietnam, Malaisie, Singapour, Hong-Kong, Japon, Taiwan et les Philippines ont constitué nos premières destinations. Lors d'un second déplacement en 1989, nous opérons un crochet par la Chine. Les événements de la place Tian'anmen surviendront deux mois plus tard. En 1991, lors d'un nouveau séjour en Asie, nous décidons d'y retourner. Un souffle nouveau anime le pays : c'est le déclin.

Investir l'argent... que l'on est susceptible de perdre

Le conseil d'administration de Plaimont choisit de tenter l'expérience mais d'y investir l'argent que l'on est susceptible de perdre. Sage décision ! Nous avons effectivement perdu cet argent même si l'expérience fut riche d'enseignements. À l'époque, nous allions trois à quatre fois par an en Chine et le pays n'avait pas le même degré d'ouverture qu'aujourd'hui. Néanmoins, en 1994, nous inaugurons notre première *joint-venture*, société mixte franco-chinoise, avec Miyun, un groupe situé au nord-est de Pékin. Nous leur envoyons le vin, ils le commercialisent. Mais ce partenariat ne comble pas complètement nos attentes. Nous poursuivons nos prospections pour faire la connaissance en 1997 de *Wuliangye*, un opérateur très influent. Fort de ses 10 000 points de vente, il est l'un des deux leaders du vaste marché de l'alcool de céréales, avec 150 millions de bouteilles vendues par an. Le contrat est co-signé entre Marc Censi, alors président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées, et le gouverneur de la province du Sichuan. *Wuliangye* est un colosse, son entreprise s'étale sur plus de 5 km². La différence de poids entre nos deux structures est conséquente. Il s'avère difficile dans ce cas de nouer des relations durables avec un partenaire

(12) Indication
Géographique
de Provenance



capable d'écouler à lui seul la totalité de notre production. Nous tentons, avec le ministère de l'agriculture, de regrouper plusieurs opérateurs viticoles afin d'accroître les volumes. Tout le monde est intéressé mais personne n'est véritablement moteur. Chacun attend qu'on le porte, qu'on joue le rôle de tracteur. Dans ces conditions, le projet échoue.

Un pays à fort potentiel de consommation

Nous n'en restons pas là. L'expérience *Wuliangye* montre clairement que la Chine constitue un marché porteur. D'autres facteurs nous conduisent à cette même conclusion. J'en citerai deux. Tout d'abord le fait que de grands opérateurs français, spécialistes des spiritueux, ne cherchent pas à développer la vente de ces produits sur le marché chinois mais celle de vin. Ensuite, dans les pays qui sont traditionnellement de gros buveurs d'alcool de céréales, les consommateurs se sont progressivement tournés vers des boissons moins fortes, classiquement la bière. Même chose en Chine qui est devenu le premier pays consommateur de bière au monde. Tous les brasseurs (Heineken, Calsberg, Budweiser, Tiger, etc.) se disputent le marché. Or le gouvernement chinois souhaite restreindre le volume de céréales distillées afin de réserver celles-ci à l'alimentation humaine et animale. Son credo : encourager la consommation de vin et la plantation de vignes. À ce jour la Chine se hisse au 7^e rang mondial des producteurs de vin. La consommation se développe tout autant que la production.

L'effet d'Artagnan

Nous étions donc à la recherche d'un opérateur spécialiste du marché de la bière, de l'alcool de céréales voire de l'alimentation. En 2004, nous trouvons le partenaire idéal, taillé à notre dimension : l'entreprise *Langyatai*, un opérateur en alcool de céréales situé dans la province du *Shandong* à *Qingdao*, une ville réputée pour sa bière. En 2004, une nouvelle *joint-venture* voit le jour entre nos deux structures : la *Qingdao-Gascogne Wine Compagny*. Pourquoi ce nom ? Lorsque vous demandez à un Chinois quels sont les symboles de la France, il vous répond dans l'ordre : le Général De Gaulle, la tour Eiffel et les films de cape et d'épée. Il était évident qu'on ne pourrait utiliser ni le premier, ni le deuxième symbole. Par contre, pour ce qui est du troisième, nous avions une belle carte à jouer, avec notre d'Artagnan national. Ce dernier est venu orner les étiquettes des bouteilles destinées au marché chinois et nous avons opté pour le terme Gascogne. Nous avons formé les 200 agents commerciaux de notre partenaire à la dégustation de nos vins et défini avec eux quels étaient les meilleurs accords avec les mets chinois. Aujourd'hui, nous faisons route commune.

Patience et engagement

Commercialiser ses produits en Chine n'est pas chose facile. Cela demande de la patience et une connaissance de la culture chinoise, riche de nombreux symboles. Négocier est tout un art qu'on ne maîtrise pas en quelques jours. Par ailleurs, nos viticulteurs sont très investis dans la vie de leurs produits. Chacun d'eux doit une journée d'animation à Plaimont par hectare de vignes cultivé. L'objectif : permettre au producteur d'être en contact avec le consommateur, de voir sa réaction lors des dégustations, d'avoir des retours directs sur son produit. Une manière aussi de mieux connaître le marché, y compris la concurrence. Les viticulteurs sillonnent

la France mais aussi la Belgique, l'Allemagne ou l'Angleterre. Depuis deux ans, ils vont en Chine.

Je rentre à peine d'un voyage dans ce pays avec dix viticulteurs. Nous avons organisé trois animations, dans trois provinces différentes. À chaque étape, nos partenaires nous ont réservé un accueil royal. Chaque soirée repas-dégustation regroupait 150 convives comprenant des distributeurs alcools et vins, des journalistes, des personnalités administratives et politiques. À peine rentrés, les viticulteurs qui m'accompagnaient souhaitent déjà repartir... Voilà qui illustre bien, je crois, notre démarche et notre expérience.



L'agriculture de conservation, une technicité désavouée

Confidentielle en France, l'agriculture de conservation est identifiée par la FAO⁽¹³⁾ comme l'un des modèles d'avenir, en ce sens qu'elle répond aussi bien aux enjeux de production qu'aux défis environnementaux. Quels sont ses fondements ? Et comment expliquer qu'elle soit aussi méconnue, dans l'hexagone tout du moins ? Questions posées à Gérard Rass, de l'APAD.



Gérard Rass, ingénieur agronome de formation, et Secrétaire général de l'APAD, l'Association pour la Promotion d'une Agriculture Durable. Créée en 1998, cette association, qui regroupe des acteurs divers – agriculteurs, chercheurs, ingénieurs d'instituts techniques, d'agences de l'eau et de firmes privées – a pour objectif principal de promouvoir l'agriculture de conservation.

Quels sont les grands principes de l'agriculture de conservation ?

Gérard Rass. Que cherche-t-on donc à « conserver » en pratiquant l'agriculture de conservation ? Son objectif premier est de préserver, sur le long terme, la fertilité des sols, voire même de l'améliorer, au regard de l'actuelle dégradation qu'ils connaissent.

Il existe plusieurs définitions de l'agriculture de conservation, qui se traduisent par des pratiques quelque peu différentes. À l'APAD, nous nous inscrivons dans la définition portée par la FAO, qui considère que l'agriculture de conservation se caractérise par l'application simultanée de trois pratiques. Tout d'abord, la présence, permanente, d'un couvert végétal (avec des couverts d'interculture) afin que les sols ne soient jamais nus. Ensuite, la gestion des rotations avec des rotations longues et des cultures ou des couverts aussi diversifiés que possible. Enfin, l'absence de perturbation du sol, c'est-à-dire la suppression si possible complète du travail du sol. Cette pratique, qui vise à favoriser la vie de tous les organismes vivants du sol tels que les bactéries, les champignons, les protozoaires ou des macro-organismes comme les lombrics ou les micro-arthropodes, est également appelée « semis direct ». Tous ces principes sont décrits dans une brochure de la FAO, « Produire plus avec moins. Guide à l'usage des politiques publiques pour l'intensification durable de la production des agricultures paysannes », nourrie de références scientifiques⁽¹⁴⁾. Plus généralement, cette organisation met actuellement en place une stratégie « d'intensification durable » de la production agricole et de « développement de l'agriculture ».

Quels sont les résultats obtenus ?

G. R. J'évoquerais les résultats observés chez les agriculteurs français ou européens pratiquant l'agriculture de conservation telle que je viens de la présenter. Lors de la première journée des Controverses européennes de Marciac, il a été dit qu'il nous faudrait choisir entre production et environnement. L'agriculture de conservation a l'énorme avantage de concilier les deux.

D'un côté, couvrir les sols en permanence permet de réintégrer en leur sein du carbone et, ainsi, d'accroître la fertilité. En

moyenne, nous avons constaté que le taux de matière organique augmente d'1 % en dix ans. De l'autre, ne plus travailler la terre préserve les écosystèmes des sols. Par exemple, l'absence de perturbation du milieu associée à la présence de couverts végétaux permet d'augmenter de 5 à 10 fois le nombre de vers de terre. Il en va de même pour toute la biodiversité à laquelle Étienne Hainzelin⁽¹⁵⁾ faisait référence hier – bactéries, champignons, etc. Ces écosystèmes sont d'autant plus stimulés que les sols sont riches en carbone. On se trouve d'une certaine manière dans un cercle vertueux. Outre favoriser la fertilité et la vie des sols, l'agriculture de conservation présente également des atouts en termes de gestion de l'eau. Le premier d'entre eux porte sur la réduction de la consommation. Par exemple, dans un département comme le Gers, où l'on cultive le maïs sous forme irriguée, l'agriculture de conservation permet de gagner un ou deux tours d'eau. Le second élément notable concerne la propreté de l'eau. Les sols étant couverts, ceux-ci sont moins vulnérables à l'érosion et au ruissellement des eaux de pluies. Conséquence : en sortie de parcelles, les eaux sont exemptes de matières en suspension, ou encore d'excédents de nitrates, de phosphore ou de pesticides. Ceci s'explique, d'une part, par le fait que la couverture végétale supprime le ruissellement et, d'autre part, par le rôle d'éponge et de filtre biologique joué par les sols : les nutriments comme les molécules sont recyclés et biodégradés.

Parallèlement, ce mode d'agriculture a un bilan carbone positif. Deux raisons à cela. Le poste « travail du sol » étant le plus gourmand en énergie fossile, sa suppression permet de faire des économies importantes. Ensuite, l'accroissement de la matière organique va permettre de séquestrer du carbone dans le sol et, donc, de le soustraire à l'atmosphère. En outre, l'activité biologique, intense, va recycler les éléments nutritifs. Des mécanismes biologiques qui vont accroître la fertilité des sols et réduire la quantité d'engrais nécessaire. En définitive, on produit mieux avec moins d'énergie, moins d'engrais, moins d'intrants.

Les coûts sont réduits et les revenus d'autant plus augmentés, ce qui s'avère être un élément important pour les agriculteurs. Par ailleurs, les sociologues qui se sont penchés sur l'agriculture de conservation ont montré que les agriculteurs qui la pratiquaient en retiraient une certaine fierté. Ils se sentaient plus concernés, plus impliqués dans leur métier. L'ensemble de ces résultats, et d'autres, ont été décrits et documentés par deux références : l'étude SoCo⁽¹⁶⁾ et le rapport parlementaire « Agriculture de l'UE et changement climatique »⁽¹⁷⁾ dont le rapporteur était Stéphane Le Foll.

À vous entendre, on se dit qu'il s'agit d'une pratique pleine de promesses. Et pourtant, l'agriculture de conservation reste bien confidentielle... Comment l'expliquer ? Quels sont les freins, les difficultés que vous rencontrez ?

G. R. À l'échelle mondiale, l'agriculture de conservation représente 120 millions d'hectares, chiffre non négligeable. La situation française et européenne est particulière. C'est une tâche blanche dans le monde, comme le sont pour d'autres raisons certains pays africains. Nous avons tenté, à l'APAD, avec l'appui d'experts de la communauté internationale de l'Agriculture de Conservation, d'analyser les raisons de ce blocage en Europe. Plusieurs éléments peuvent être avancés. Citons, en premier lieu, le savoir. La plupart des agriculteurs et

des techniciens agricoles ne savent pas ce qu'est l'agriculture de conservation. Elle est souvent assimilée à la pratique du non labour, à la technique du semis direct⁽¹⁸⁾ et aux techniques culturales simplifiées⁽¹⁹⁾. Or, pour obtenir les résultats détaillés plus haut, il faut respecter les trois principes de l'agriculture de conservation. En outre, de nombreux acteurs associatifs, institutionnels, privés, communiquent autour de ce type d'agriculture, chacun prônant sa méthode. Des querelles de chapelle qui ne font qu'alimenter les confusions. On peut mentionner ensuite le problème des outils. Que l'on songe aux semences, aux engrais, aux machines, tous sont pensés et conçus pour les systèmes conventionnels. Dans ce contexte, l'agriculture de conservation avec son faible pourcentage de surfaces cultivées ne constitue pas un marché suffisamment conséquent pour que les fournisseurs s'y intéressent.

Dans la même veine, on peut revenir sur le rôle des experts et des savoirs scientifiques. Ceux qui pratiquent l'agriculture de conservation ont besoin de la science pour comprendre les interactions à l'œuvre dans le sol, saisir les relations de cause à effet, etc. Or les données disponibles ne sont pas accessibles aux agriculteurs, ou alors très difficilement. De notre point de vue, les chercheurs passent énormément de temps à juger de la pertinence des modèles, et trop peu à écouter les paysans pour les aider à perfectionner leurs systèmes. Dès lors, ces chercheurs qui sont également les experts sollicités par les pouvoirs publics, n'ont pas véritablement de données de référence sur l'agriculture de conservation. Leurs recommandations se résument à ceci : « on ne sait pas ; on ne connaît pas les effets que pourraient générer ces pratiques. Il faut être prudent ». Pourtant, notre référence, notre point de départ est le système conventionnel, système largement majoritaire, mais qu'il est impératif d'améliorer, puisqu'il ne répond pas plus aux besoins actuels de préservation de l'environnement, d'autonomie énergétique, ou même simplement d'équilibre économique.

En outre, toutes les normes de bonnes pratiques adoptées, les règlements et directives votés sont pensés pour les systèmes conventionnels. Conçus pour les corriger, ils sont totalement inadaptés à l'agriculture de conservation. Un exemple parmi d'autres. Bien des espèces de couverts végétaux que nous souhaiterions utiliser, ou que certains utilisent en dépit des risques, ne sont pas autorisées pour la simple raison qu'elles ne sont pas référencées... D'autres sont prohibées, à l'instar des légumineuses. Dans le cadre de la Directive Nitrates⁽²⁰⁾, la culture de ces végétaux est interdite puisqu'ils fournissent de l'azote. Reste ce paradoxe : cette même directive recommande de labourer les couverts, alimentant ainsi le phénomène d'érosion et de lessivage des sols, qui accroît le relargage de nitrates dans l'environnement. Depuis la mise en place de cette directive censée réduire les taux de nitrates dans l'eau, leur proportion s'est accrue.

Bonnes pratiques, directives et règlements... Globalement, les politiques publiques sont pensées à l'attention du modèle dominant. Les aides de la PAC comme les mesures agro-environnementales (MAE) sont formatés pour des systèmes normés, connus, standardisés, certifiés, qui sont privilégiés. Dans ce contexte, l'agriculture de conservation n'existe pas ; elle n'a droit à rien. De ce point de vue, elle partage le sort de l'agroforesterie, dont les principes convergent en partie avec les nôtres. Le système actuel a ce redoutable écueil : il engendre des agricultures orphelines.



Comment améliorer le sort de ces agricultures orphelines, dont fait partie l'agriculture de conservation ? Quels sont les leviers pour, finalement, faire exister une diversité des pratiques agricoles ?

G. R. La question posée nous convie finalement à aborder celle des conservatismes. Où se nichent-ils ? Lorsque nous rencontrons des individus qui ne sont pas européens, ceux-ci insistent souvent sur le rôle pionnier joué par les agriculteurs. Ce sont ces derniers qui innove, qui avancent. Ce ne sont pas les agriculteurs qui sont réfractaires à l'innovation mais le cadre dans lequel ils évoluent qui est contraignant. Soyons clairs : la norme bloque le changement ; elle n'est pas compatible avec l'innovation. Les conservatismes ne situent pas du côté de la profession, mais des institutions.

Pour libérer l'innovation, nous suggérons d'explorer les deux pistes suivantes.

Tout d'abord, il nous semble important de faire exister un droit à l'expérimentation, afin que les agriculteurs puissent tester les innovations in situ, sur leurs fermes, et non sur des parcelles expérimentales. Ce droit à l'expérimentation comprend une évaluation a posteriori des résultats et, selon ces derniers, l'autorisation finale. Actuellement, on interdit certaines pratiques utiles ou indispensables à ces systèmes, au motif qu'on ne les connaît pas. Mais, paradoxalement, on ne peut pas les expérimenter ! Citons comme exemples les limitations d'usage de l'azote, celle de certaines espèces ou variétés de couverts soumises à autorisation, ou l'obligation de destruction mécanique des couverts.

La deuxième piste porte sur la constitution de groupes de travail sur le terrain, à l'image des Centres d'Études Techniques Agricoles (CETA), une formule efficace. Ces associations, gérées par des exploitants permettent aux agriculteurs, moyennant une cotisation, de bénéficier des conseils d'un technicien et d'un ingénieur. Ainsi, ils gardent la main sur l'orientation comme le fonctionnement de leurs exploitations. Pour conclure, je dirai ceci. Il y a, dans cette assemblée, des agriculteurs qui pratiquent l'agriculture de conservation. Si cette dernière vous intéresse, prenez contact avec eux pour visiter leur ferme. Voir et toucher la réalité remplace toujours les longs discours.

(17) <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A7-2010-060+0+DOC+XML+V0/FR>

(18) Le « semis direct » est un système de culture dans lequel les semences sont déposées directement dans le sol non travaillé, recouvert de végétaux ou de résidus végétaux. Seule une fente est pratiquée par des socs spéciaux, le temps d'y déposer la semence. Des engrais peuvent être placés dans le sol en même temps.

Source : www.agridea.ch

(19) Plusieurs définitions des « techniques culturales simplifiées (TCS) » existent, celles-ci étant tantôt assimilées à la réduction du travail du sol, au non-labour, et à l'implantation de couverts végétaux.

(20) Cette directive européenne de 1991 (91/676/CEE) « vise à protéger les eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole grâce à plusieurs mesures dont la mise en œuvre incombe aux États membres. Ces mesures concernent la surveillance des eaux superficielles et souterraines, la désignation de zones vulnérables, l'élaboration de codes de bonnes pratiques agricoles, l'adoption de programmes d'action et l'évaluation des actions mises en œuvre. » Source Europa : http://europa.eu/legislation_summaries/agriculture/environment/128013_fr.htm

(13) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

(14) En savoir plus : <http://www.fao.org/ag/save-and-grow/fr/index.html>

(15) « L'agriculture et les sciences, un couple inavouable ? » Exposé d'Étienne Hainzelin p.13.

(16) Pour « Sustainable Agriculture and Soil Conservation ». Publiée par le centre commun de recherche de la Commission européenne, cette étude conduite de 2007 à 2009 avait été commandée par la Commission agricole du Parlement. En savoir plus : <http://eusolis.jrc.ec.europa.eu/projects/SOCO/>



Qui sont les nouveaux conservateurs ?

Il y a belle lurette que l'agriculture est porteuse d'une image conservatrice, au sens premier du terme qui désigne « *le gardien des droits et des privilèges* ». À tort ou à raison, elle est pensée comme la gardienne d'une tradition, d'une ruralité menacée.

Reste que depuis quelques années, au « conservatisme » agricole se substitue progressivement « l'agriculture de conservation », à même de préserver la biodiversité et de respecter les savoir-faire locaux. Des considérations qui invitent à explorer toutes les facettes de cette notion et à dessiner les figures des nouveaux conservateurs. Finalement, ces derniers sont-ils bien ceux que l'on croit ?



Jean-Jacques Delmas. Agriculteur depuis les années 70, après avoir été professeur d'éducation physique, Jean-Jacques Delmas dirige avec son épouse, dans le Gers, une exploitation en pluriactivité (vaches laitières, moutons, céréales...) en agriculture biologique.



François Purseigle. Maître de conférences en sociologie à l'École Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse (INP-ENSAT) et chercheur associé au Centre de recherches politiques de Sciences Po-Paris, François Purseigle s'intéresse aux formes d'exercice, d'organisation et de gestion du métier d'agriculteur mais aussi à l'engagement et au comportement politique et syndical de la profession. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Les Mondes agricoles en politique: de la fin des paysans au retour de la question agricole* (Presses de Sciences Po, juin 2010) dirigé avec Bertrand Hervieu, Nonna Mayer, Pierre Muller, et Jacques Rémy.



Jean-Louis Rastoin. Agronome et économiste, professeur émérite à Montpellier SupAgro, Jean-Louis Rastoin est le directeur et l'initiateur de la Chaire Unesco et du réseau Unitwin en Alimentations du monde. Parmi les ouvrages qu'il a publiés ou dirigés, citons, avec Gérard Ghersi, *Le système alimentaire mondial: concept, méthodes, analyses et dynamiques* publié aux éditions Quae, en novembre 2010.



Arie Van den Brand. Néerlandais, ancien député écologiste (Green left), Arie Van den Brand est le président du groupe de Bruges. Fondé en 1995 suite à la dissolution du groupe de Seillac, ce think tank européen est dédié à l'agriculture et aux politiques agricoles et de développement rural européennes.

Dans le domaine de l'agriculture, que vous évoquent spontanément les termes de conservatisme et de conservateur ?

Jean-Jacques Delmas. Ces termes peuvent être entendus de bien des manières. Tout d'abord, j'ai beaucoup apprécié le témoignage de l'APAD sur l'agriculture de conservation ⁽²¹⁾, démarche à laquelle j'adhère en grande partie. Elle indique de nouvelles voies à explorer pour bon nombre d'agriculteurs. Lorsque nous nous sommes installés mon épouse et moi-même dans le Gers, nous avons rapidement compris que la nature des sols de notre exploitation appelait d'autres modes de gestion. Alors que bon nombre d'agriculteurs gersois cultivent du maïs et l'irriguent, nous avons opté pour d'autres cultures et d'autres pratiques, avec des systèmes mobilisant des légumineuses telles que la luzerne, etc. Ces systèmes ne sont pas nouveaux; ils sont hérités du passé. Sommes-nous pour autant des conservateurs ? Oui si l'on considère les choses sous l'angle de la conservation d'un patrimoine biologique et humain. D'un autre point de vue, on peut penser que le conservatisme se trouve plutôt du côté de

l'agriculture conventionnelle. Face aux tensions croissantes sur la gestion des ressources en eau comme aux dégâts engendrés par l'agriculture conventionnelle, ne devons-nous pas rompre avec les modèles établis et nous engager dans une autre voie ? En posant ces questions, j'ouvre le champ à plusieurs possibilités...

La pire et la meilleure des choses

Jean-Louis Rastoin. C'est, pour moi, un grand plaisir de participer à ces Controverses, qu'on qualifie souvent de laboratoire de pensées utopiques mâtinées de pragmatisme rural. Pour répondre à votre question, je ferai appel à la mythologie romaine et à la figure, bien connue, de Janus ⁽²²⁾. De mon point de vue, tout comme Janus, le conservatisme revêt deux faces opposées. La première, sombre, serait, en forçant un peu le trait, le conservatisme politique marqué par la préservation des droits et des privilèges. Or ces derniers résultent souvent d'inégalités ou de rapports de force. De nombreux exemples d'inégalités existent en agriculture, tels que la répartition du droit foncier qui engendre d'énormes disparités dans le monde paysan ou encore la privatisation, croissante, des ressources génétiques et de leur exploitation. En tant qu'économiste, je citerai également le paradigme des marchés qui constitue un autre exemple, peut-être plus subtil, de conservatisme. En effet, cela a été dit dans l'un des cercles d'échange, ce paradigme ne s'applique que très imparfaitement aux produits agricoles et alimentaires.

Venons-en à la face claire, celle qui est éclairée par les Lumières comme l'a signalé Olivier Assouly ⁽²³⁾. Aussi surprenant que cela puisse paraître, cette face, tournée vers l'avenir, correspond bien à la définition donnée de la modernité, c'est-à-dire la capacité à évaluer les risques d'une situation et à amorcer les changements nécessaires pour limiter lesdits risques. Je songe au conservatisme entendu comme une gestion patrimoniale des ressources naturelles (la terre, le sol, l'eau, la biodiversité) pour contribuer à prévenir les crises. Cette acceptation peut être étendue à l'alimentation. Dans ce cadre, il s'agit de préserver la qualité et la diversité des productions ancrées dans les territoires et à fort contenu social. Nous avons la chance de posséder, en Europe, un dispositif institutionnel qui autorise cette préservation: les indications géographiques. En définitive, le conservatisme, c'est comme la langue d'Esope: ce peut être la pire ou la meilleure des choses.

Génération décomplexée

François Purseigle, vous vous intéressez, entre autres choses, à l'engagement politique et syndical des agriculteurs. Que vous évoque, dans cette perspective, cette notion de conservatisme, y compris sous ses accents électoralistes ? À l'occasion des dernières élections présidentielles, on a beaucoup parlé du vote des agriculteurs en faveur de l'extrême droite...

François Purseigle. C'est, finalement, une question nouvelle en agriculture. Si l'on perçoit aujourd'hui les agriculteurs comme conservateurs et résistants au changement, peut-être est-ce parce qu'ils ont pensé ce changement. N'oublions pas que l'histoire de la profession est marquée par la rupture qu'elle a opérée avec les conservatismes ambiants de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e. Cette rupture s'articule autour de trois composantes. La première, souvent évoquée, est d'ordre technique: l'agriculteur était moderne car techni-

cien. Cette technicité passait par la construction et la diffusion de modèles de production mais aussi sociaux. Il s'agissait en effet avec ce projet de modernisation, de conquérir la parité sociale, de se mettre au diapason des sociétés industrielles qui se sont développées après la Seconde Guerre mondiale. Cette quête sociale constitue la deuxième composante. Enfin, ce projet modernisateur s'est incarné dans la mise en place d'une multitude d'organisations professionnelles. L'agriculteur était d'autant plus moderne qu'il participait à des actions collectives de groupe. Telle est d'ailleurs la source de la légitimité politique – inégalée – de cette profession. On pense souvent que la modernité est l'accès à l'individualité, mais cette dernière n'a de poids que parce qu'elle est portée par un groupe. C'est bien lui qui garantit la liberté individuelle. Cette dimension collective est l'une des pierres angulaires du processus de modernisation et de rupture avec les conservatismes.

Aujourd'hui, on se trouve dans une situation différente. Si l'on regarde, comme vous le suggérez, le comportement électoral de ce groupe, on remarque une forme de basculement. Alors que les agriculteurs se distinguaient par leur grande réticence à l'égard des conservatismes contre lesquels ils se sont battus, comme des thèmes portés par la droite ultra-conservatrice et l'extrême droite, 22 % d'entre eux ont voté pour Jean-Marie Le Pen en 2002. Auparavant, ce pourcentage n'excédait pas 10 %. Comment l'expliquer ? D'un côté, on peut souligner l'érosion des liens qui structuraient ce groupe social. Mais on peut également mentionner ce paradoxe: chez les agriculteurs de plus de 40 ans, les thèses de l'extrême droite ont du mal à percer. Ce sont surtout les jeunes générations qui sont décomplexées à l'égard des positions des mouvements ultra-conservateurs. D'une certaine manière, ils ont conquis la parité sociale avec tout ce que cela comporte.

La modernisation écologique est en marche

Comment est entendue cette notion aux Pays-Bas ?

Arie Van den Brand. C'est une question compliquée. Précisons d'emblée que les Pays-Bas sont un pays très urbanisé, à forte densité de population, et que ce sont les modèles très intensifs qui prévalent en agriculture et en horticulture. Autre singularité notable: 35 % de la population urbaine est membre d'une association ou d'une ONG environnementale, ce qui vous donne une idée du poids politique des mouvements écologistes.

Où en sommes-nous sur cette question de la modernité et du conservatisme ? La première chose importante est que nous nous situons dans une période de transition de nos modèles agricoles et agroalimentaires. Depuis 20 ans, ceux-ci s'articulaient autour de deux notions, d'un double P: people and profit. Désormais, une autre dimension s'impose: the planet. Aux Pays-Bas, la modernisation écologique est en marche. Peut-être ce mouvement est-il facilité par notre bain culturel et historique, plus enclin à favoriser les démarches entrepreneuriales que la culture française. Quoi qu'il en soit, la transition est amorcée. Un exemple parmi d'autres. Vous connaissez tous le groupe Heineken. Récemment, ce célèbre brasseur s'est engagé, avec une quarantaine d'agriculteurs néerlandais, à mettre en place une filière de production d'orge durable ⁽²⁴⁾. Dans les années 60-70, les paysans suivaient un plan de développement; maintenant, ils respectent des plans de développement durable.

Il faut dire que l'influence de la société civile est très importante aux Pays-Bas. Il s'agit du second élément notable: le



modernisme, en agriculture, n'est plus défini par le monde agricole mais par le monde urbain. Le droit des paysans à produire est un droit octroyé par la société! Cela transparaît notamment autour des débats sur le bien-être des animaux, question primordiale aux Pays-Bas. Comme au Danemark, celle-ci figure en tête de l'agenda politique et influence considérablement l'orientation de l'agriculture. Elle supprime même certains « clivages »: il existe ainsi des groupes d'agriculteurs bio et conventionnels qui réfléchissent à l'élaboration de nouvelles étables plus respectueuses du bien-être des animaux. À l'inverse, la construction de méga-étables dans les secteurs bovin et porcin, avec des capacités pouvant aller jusqu'à 1000 bêtes, a fait l'objet de vifs débats parlementaires quant à l'acceptabilité de ce type d'élevage.

Je terminerai avec un dernier exemple. Vous connaissez tous les paysages des Pays-Bas, ces vastes prairies où paissent de paisibles vaches, ainsi que l'illustrent les peintures du XVII^e siècle. Avec l'industrialisation des pratiques d'élevages, les animaux sont de plus en plus souvent à l'étable, et de plus en plus rarement dans les champs. Conséquence: les paysages s'en trouvent modifiés, ce qui n'est pas du tout du goût des citoyens. Pour contrebalancer le phénomène, deux coopératives ont créé un système de bonus financier pour les éleveurs qui conduisent régulièrement leurs troupeaux aux prés. C'est dire tout le poids de la société civile...

Jean-Jacques Delmas. Je voudrais réagir en partageant une expérience de terrain. Je me suis retrouvé en conflit sur diverses positions notamment en ce qui concerne l'agriculture biologique. Il y a de cela quelques années, plusieurs ouvrages ou documentaires ont avancé l'idée que l'agriculture biologique pouvait nourrir la planète entière et se substituer à l'agriculture conventionnelle. En tant que producteur bio, ce type de discours a commencé à me poser des problèmes de crédibilité vis-à-vis de la population, des commissions... Car, on le sait, les niveaux de rendement entre l'AB et l'agriculture conventionnelle ne sont pas équivalents. On ne peut donc pas prétendre nourrir tout le monde. Entendons-nous bien: je ne dis pas que l'agriculture conventionnelle est la solution, loin de là. Ce que je déplore, c'est l'utilisation de pseudo-vérités qui, finalement, desservent une idée plus qu'elles ne la portent.

Nous sommes tous formatés

Fort de ces analyses, où se nichent les conservatismes ?

Par quoi sont-ils alimentés ?

Jean-Jacques Delmas. Je pense que notre éducation, notre bain culturel quel qu'il soit, entretient les conservatismes. Tel un moule duquel il est difficile de s'extraire sans se faire des ennemis ou s'isoler. De manière plus générale, la société, de par son fonctionnement, le poids des normes, favorise ce formatage. Dans nos sociétés occidentales, toutes dédiées au confort et à la défense d'un certain style de vie, la prise de risque ou le changement ne sont guère valorisés.

Sur cette question du formatage, Gérard Rass, de l'APAD, évoquait précédemment le cas des Mesures agro-environnementales (MAE) en disant que celles-ci étaient pensées « pour des systèmes normés, connus, standardisés ». Je rejoins son point de vue: ces mesures existent en agriculture biologique et elles posent de réels problèmes. Elles nous inscrivent dans un cadre rigide qui contraint la conduite des exploitations. Pire, elles ont été imposées à tous par

(21) « L'agriculture de conservation, une technicité désavouée », témoignage de Gérard Rass, Secrétaire général de l'Association pour la Promotion d'une Agriculture Durable (APAD). http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3447

(22) Dieu de la mythologie romaine, représenté par deux faces opposées.

(23) « L'agriculteur moderne doit passer de la figure du prolétaire à celle de l'"amateur" », dialogue entre le philosophe Olivier Assouly et l'économiste Hélène Tordjman, p. 10.

(24) Le groupe a par exemple lancé un programme « Skylark », défini comme « une approche partenariale avec des agriculteurs néerlandais, reposant sur la recherche d'une agriculture durable à partir de dix indicateurs et d'un plan d'actions ». Rapport Développement Durable de Heineken France, 2009. <http://www.developpementdurable.heineken-france.fr/donnees/pdf/rapportDD2009.pdf>



l'agriculture conventionnelle, au nom de la fuite des nitrates, de la réduction des pesticides, etc., alors que l'agriculture biologique n'y est pour rien ! On se retrouve dans une situation totalement paradoxale...

Enfin, on peut poser la question des relations intersyndicales. J'ai connu plusieurs organisations – les CNJA ⁽²⁵⁾, la confédération paysanne – mais aussi les GAB, les groupements d'agriculteurs biologiques. Partout, on rencontre le même conformisme comme si le changement risquait de mettre à mal le dénominateur commun nécessaire à toute entente et de faire voler en éclat le groupe. Conséquence : chacun reste sur ses positions ; rien ne bouge...

Minoritaires et isolés

François Purseigle, vous nous avez expliqué que le monde agricole a été en rupture avec les conservatismes de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e. Quelles sont, dès lors, les sources du conservatisme actuel ?

François Purseigle. J'aimerais vous faire part d'une réflexion que nous menons avec Bertrand Hervieu, dont l'essence tiendrait dans ce terme : basculement. En l'espace d'une cinquantaine d'années, le monde agricole a profondément changé. Sans entrer dans le détail, on peut souligner ceci : si hier les agriculteurs constituaient la majorité du corps social, ils sont désormais minoritaires. On pourrait croire qu'en s'amenuisant, ce corps social allait s'homogénéiser. Fait paradoxal, loin d'être uniforme, le monde agricole est pluriel. Éclaté, segmenté, clivé sont quelques-uns des termes utilisés pour qualifier ce dernier, face à l'élargissement des modes de vie comme des revenus.

Pour autant, des points de convergence existent. Ainsi, ce passage d'une majorité à une minorité, ce basculement complètement atypique dans la société française est à l'origine du sentiment d'isolement qui traverse aujourd'hui la profession. Il n'est pas étranger non plus à la crainte de l'amenuisement, de la disparition des agriculteurs, ou encore à la peur du déclassement. Cette dernière est réelle : les agriculteurs redoutent de perdre la position sociale acquise pendant la modernisation, alors même qu'il n'y a pas nécessairement de déclassement en agriculture, du moins pas dans tous les secteurs.

Tout ceci contribue à consolider un ancrage du monde agricole à droite, de même qu'il explique la forte pénétration des thèses de l'extrême droite au sein des jeunes générations.

Je terminerai par cette remarque. Nous l'avons dit, les mondes agricoles sont pluriels dans leurs pratiques, leurs attentes, leurs modes de vie... Dans cette perspective, ne doit-on pas inventer de nouveaux dispositifs pour penser la co-existence de tous ces modèles ? Jusqu'à présent, il est clair que les organisations comme les décideurs publics ont montré leur incapacité à penser cette co-existence.

L'agro-industrie ? Un modèle conservateur

Poursuivons avec Jean-Louis Rastoin, spécialiste des questions alimentaires et de gouvernance des filières.

On parle beaucoup depuis tout à l'heure des agriculteurs eux-mêmes. Finalement sur cette question des conservatismes, ne faudrait-il pas un peu élargir notre horizon ?

Jean-Louis Rastoin. Effectivement. Pour vous répondre, je ferai appel aux propos de Louis Malassis, économiste et fondateur d'Agropolis. Ce dernier disait deux choses, toujours d'actua-

(25) Centre national des jeunes agriculteurs.

lité. Tout d'abord, l'agriculture reste et restera la racine du système alimentaire quels que soient les modes de production choisis, aussi futuristes soient-ils que les fermes verticales. La seconde chose que l'on peut rappeler est qu'il n'y a pas d'explication agricole à l'agriculture. Comprenez : la société dans son ensemble oriente l'activité agricole, en ce sens que cette dernière est insérée entre, en amont, l'agrofour-niture et en aval, l'industrie alimentaire, la distribution et le consommateur. Prenons le cas de la sécurité alimentaire qui agit grandement les milieux intellectuels et politiques. Cette problématique ne pourra être résolue que par une approche systémique, impliquant un décloisonnement sectoriel ; une approche strictement agricole est, d'avance, condamnée à l'échec. À la lumière de ces considérations, la réponse à votre question est très claire : les conservatismes se nichent tout autant dans le monde agricole que dans son environnement. Quel est-il, cet environnement ? Si l'on se penche sur l'histoire récente du système alimentaire, on constate que, depuis un peu moins d'un siècle en Amérique du Nord, soixante ans en Europe ou au Japon, et dix ans dans les pays émergents, le modèle agro-industriel tend à devenir hégémonique, à se diffuser et à s'implanter un peu partout à la surface du globe. Du côté de la production, Hélène Tordjman a montré combien ce modèle est non seulement normalisé et standardisé mais concentré, spécialisé, financiarisé et mondialisé. Pour ce qui concerne la consommation, on peut dire que ce modèle est à la fois massifié et individualisé. Bien qu'il soit, selon certains, à la pointe du modernisme contemporain, ce modèle agro-industriel est de mon point de vue porteur d'un grand conservatisme. Ceci, aussi bien du côté du producteur, de la filière productive dans son ensemble, que du côté du consommateur. Ainsi dans le premier cas, le producteur est engagé dans une course à la taille critique pour acquérir ce que l'on nomme le pouvoir de marché. Conséquence : les leaders de ces filières sont toujours plus gros. Ils fonctionnent comme un club fermé dont l'unique but est la conservation des parts de marché. Quant aux consommateurs, ceux-ci sont pressés par le mode de vie du salarié urbain. Ils sont également formatés, pour reprendre le terme de Jean-Jacques Delmas, tant par des campagnes publicitaires aux budgets mirobolants que par des institutions telles que l'école. Partout où le modèle agro-industriel se développe, les consommateurs présentent des comportements mimétiques. D'après mes estimations, près de la moitié de la population de la planète, soit 3 milliards et demi d'individus, baigne dans ce modèle.

Nous devons imaginer un modèle alternatif

Je l'ai dit, ce dernier est profondément conservateur, parce qu'il est notamment fondé sur un processus de standardisation et d'industrialisation. Par exemple, il ne repose que sur une dizaine de grandes plantes comestibles et quelques espèces animales dont la production peut être aisément industrialisée. Cependant de lourdes externalités négatives pèsent sur ce modèle en termes de santé publique, d'environnement, de délocalisation et de chômage. Dès lors, ce contexte négatif devrait inciter les acteurs – entrepreneurs et consommateurs – à modifier leurs pratiques, leurs stratégies. S'il est conservateur dans ses caractéristiques, le modèle agro-industriel n'en dispose pas moins d'une faculté d'adaptation, inhérente au capitalisme. Le cas des Pays-Bas, détaillé par Arie Van den Brand en est la parfaite illustration.

Les lignes bougent, le modèle évolue. Ce constat ne prévaut cependant pas pour tous les pays. Je serais ainsi bien plus pessimiste sur les capacités d'adaptation de ce modèle dans les pays du Sud. De même on peut craindre que ces changements se heurtent à la résistance des marchés financiers dont la logique est par essence court-termiste et spéculative. Nous devons donc imaginer un modèle alternatif, qui rompt avec les mouvements néo-conservateurs que j'évoquais précédemment. Ce modèle existe. Il repose sur des innovations telles que l'organisation en réseaux, le partage des ressources, la proximité, la solidarité. Reste que, pour pouvoir prospérer, il va nécessiter de nouveaux modes de gouvernance, plus équilibrés. Au cours de ces journées, nous avons évoqué le poids et le pouvoir considérables des lobbys, notamment financiers. A contrario, certaines initiatives ou démarches restent méconnues faute de « porte-voix ». Ainsi en va-t-il, par exemple, de l'APAD dont nous venons d'entendre le témoignage. Cette association propose des solutions originales, mais si on ne lui donne pas la parole, ces initiatives resteront lettre morte... En définitive, la question fondamentale est bien celle du changement de valeurs et de paradigmes auxquels nous sommes appelés en ce début de XXI^e siècle.

Food is sexy

Arie Van den Brand, une réaction vue des pays d'Europe du Nord ? Quels sont les points de convergence, de divergence ?

Arie Van den Brand. Il est vrai que les pays du Nord sont plus sensibles aux questions environnementales et écologiques que leurs voisins du Sud, quoique ces questions émergent aussi fortement dans ces contrées.

J'aimerais évoquer quatre tendances qui fleurissent aux Pays-Bas. Tout d'abord, depuis 3 ou 4 ans, le regard posé par les urbains sur l'alimentation change : s'alimenter et cuisiner est désormais « sexy ». L'association Slow Food, bien implantée aux Pays-Bas, mène plusieurs actions de communication en ce sens, pour que les questions alimentaires occupent le devant de la scène. Elle a ainsi collaboré avec l'équivalent hollandais du CNJA à l'occasion d'une campagne de communication vidéo à destination du grand public. Certes, le CNJA ne partage pas toutes les convictions de Carlo Petrini, le fondateur de Slow Food. Mais ce rapprochement constitue une nouvelle forme de dialogue entre les mondes urbains et ruraux, autour des enjeux agricoles et alimentaires et de la nécessité de maintenir vivant le tissu agricole.

De manière plus générale, le regard sur l'agriculture a lui aussi changé – ce sera mon deuxième point. Il y a de cela cinq ans, les ONG – Greenpeace, les Amis de la Terre et Bird life international – qui ont un poids considérable aux Pays-Bas et auprès des verts européens, étaient très critiques vis-à-vis de l'agriculture et de la PAC. Elles n'en voulaient pas. Désormais, leur discours a changé : il ne s'agit plus de supprimer la PAC et le budget alloué à l'agriculture mais de l'orienter différemment, en mettant l'accent sur la durabilité, l'environnement. Voilà un changement de taille.

Troisièmement, il y a le rapport à la profession elle-même, l'image de l'agriculture et des agriculteurs. Actuellement, le programme télévisé le plus populaire aux Pays-Bas n'est autre que la déclinaison hollandaise de *L'amour est dans le pré*. Dans le casting de l'année 2012, l'un des 8 candidats est homosexuel. On peut sourire à l'évocation de ce programme. Reste que, désormais, des agriculteurs homosexuels peuvent

chercher des compagnons sur la télé publique là où, auparavant, c'était une chose taboue, cachée. Pour terminer, j'aimerais aborder la question de la préservation de la biodiversité, et avec elle, celle des biens communs. C'est, je crois, un élément important de ce débat entre modernité et conservatisme. Dans le cadre de la réforme de la PAC et de son verdissement, l'Union européenne réfléchit à la mise en place d'« Ecological Focus Area », des zones de préservation de la biodiversité ⁽²⁶⁾. Mais, comme souvent, ceci passerait par un contrat individuel entre l'UE et l'agriculteur, et non pas par des mécanismes collectifs. Or, aux Pays-Bas, cette question de la préservation de la biodiversité est gérée de manière collective, entre les collectivités locales, la société civile, les agriculteurs ou les coopératives. Un très grand nombre de surfaces cultivées sont impliquées dans ce mode de co-gestion, dont l'objectif n'est pas seulement de maintenir mais d'accroître la biodiversité des plantes, des animaux, des sols. Dans ce contexte, l'agriculture bio n'est plus aussi marginale que par le passé. Hier, la profession agricole considérait que les agriculteurs bio étaient des gnomes barbus et chevelus. À présent, l'équivalent des CNJA et de la FNSEA regarde cette agriculture comme un laboratoire intéressant. Les savoirs circulent entre les conventionnels et les bio. C'est un élément important.

(26) Il s'agit d'une mesure agro-environnementale alors en discussion au Parlement européen, en juillet 2012. Concrètement elle obligerait les agriculteurs à consacrer 7 % de leurs terres agricoles à la préservation de haies, de bocages, de petites mares ou de zones tampons.





On peut être novateur professionnellement et conservateur politiquement !

débat

Jacques Berthelot, économiste. Arie Van den Brand a montré que les agriculteurs néerlandais avaient élargi leur horizon, en intégrant notamment les questions environnementales et de bien-être animal. Ont-ils également étendu aux pays du Sud ? Je songe notamment aux pays d'Afrique subsaharienne, comme le Kenya, où sont cultivées des fleurs à destination du marché européen. Ces fleurs sont très majoritairement commercialisées par les Pays-Bas, qui détiennent quasiment le monopole de distribution... Dans quelle mesure ces cultures s'inscrivent-elles dans un processus de développement respectueux de l'environnement et des paysans ? Je cite cet exemple mais il en existe d'autres.

Arie Van den Brand. On pourrait citer le cas du vin français en Chine... Il existe une foule d'exemples similaires à celui des fleurs. Personnellement, je ne suis pas contre le commerce. De mon point de vue, le cœur du problème n'est pas là : il réside dans notre capacité à changer de paradigme et à entrer dans l'ère de l'agroécologie. Ceci, aussi bien au Nord qu'au Sud, les sols s'érodant ici comme ailleurs. Au Costa Rica, la culture intensive de l'ananas est responsable de la disparition de 4 % de la surface agricole par an ! D'où l'urgence de préserver les écosystèmes et de modifier nos modes de production. C'est un vaste chantier qui nous attend, car d'un point de vue scientifique, nous ne savons pas grand-chose de la dynamique des sols. Pour les chercheurs, la tâche est énorme. Une dernière chose. Nous n'avons pas parlé du gaspillage alimentaire : une botte de conserve sur cinq finit à la poubelle. Les consommateurs ont aussi une responsabilité.

Tomas Garcia Azcarate, fonctionnaire à la Commission européenne. Permettez-moi une remarque. Ce matin, j'ai vu la salle enthousiasmée par le témoignage des Producteurs Plaimont partis à la conquête du marché chinois ; hier, j'ai vu la même salle emballée par les circuits courts...

Un participant. J'aimerais réagir suite au témoignage de l'APAD, concernant ses difficultés d'extension. « La norme est l'ennemi de l'innovation » nous a dit en substance son représentant. J'ai vécu au Brésil au moment où l'agriculture de conservation a littéralement explosé. Dans ce cadre, je me demande s'il ne serait pas judicieux de revoir cette question des normes environnementales, obligatoires dans le régime de subvention de la PAC. Ceci pour permettre la diversité des expériences et la coexistence de différents systèmes agricoles. Actuellement, on a l'impression que l'Europe est bloquée, qu'on ne sait pas appréhender cette question de la diversité.

Jean-Jacques Delmas. Ces normes se sont mises en place avec les premiers CTE – les Contrats Territoriaux d'Exploitation – initiés par Jean Glavany ⁽²⁷⁾. Selon les termes du ministre

lui-même, il s'agissait d'une première approche d'une certaine révolution agricole et rurale. Aux CTE, balayés pour x raisons, ont succédé les CAD – les Contrats d'agriculture durable – puis, après quelques années de vacuité, les MAE. On peut comprendre que l'État ait mis en place un système de normes standardisées, applicables à tous et en tout lieu, pour simplifier les choses. Reste que celles-ci sont inapplicables. Pour s'en convaincre, il suffit d'aller sur le terrain. Prenons par exemple les inscriptions. Chaque agriculteur est censé noter dans un cahier ce qu'il fait, la date à laquelle il a réalisé ses épandages, etc. Tout le monde ment ! Les normes sont balayées car trop étroites, trop difficiles à respecter. Il faut introduire de la souplesse, revenir à l'échelle régionale ou départementale, pour que chaque territoire puisse définir ses normes en fonction des types de sols, des cultures... C'est à cette condition que l'on empêchera les dérives comme les excès. Certes, cela suppose du travail et de la discipline, mais j'y crois.

Un participant. Je suis conseiller agricole. Cette fonction a été la grande absente de nos débats alors même qu'elle est à l'interface des différents acteurs. Arie Van den Brand évoquait la co-construction, les actions menées collectivement par les agriculteurs et la société civile. Des professionnels sont dans cet espace de dialogue.

François Colson, économiste. Plusieurs expériences sur des approches écologiques de sciences participatives se développent en ville ⁽²⁸⁾. Les agriculteurs ne pourraient-ils pas être associés à ce type de dynamique ?

Léonard Cordier, étudiant à VetAgroSup. Deux remarques et une question. François Purseigle a expliqué que le vote des agriculteurs en faveur de l'extrême droite trouvait son origine dans la peur du déclassement. Au risque d'avancer un argument un peu philistin, je voudrais dire qu'il s'agit peut-être tout simplement d'une méconnaissance des programmes. Les agriculteurs qui ont voté pour le Front National ont-ils bien vu que ce dernier proposait d'abandonner la politique agricole européenne au profit d'une politique nationale ? Et, le cas échéant, ont-ils envisagé les conséquences économiques d'un tel choix ? Ma seconde remarque s'adresse à Jean-Jacques Delmas. Je ne suis pas partisan de ceux qui prétendent que l'agriculture biologique peut nourrir l'humanité. Cependant, je serais plus prudent sur la question de la baisse des rendements observée en agriculture biologique, en ce sens que cela dépend grandement des types de cultures. Certains maraichers montpelliérains cultivent des salades en agriculture biologique avec des rendements à l'hectare comparables à ceux obtenus en conventionnel... Enfin, il me semble que la question de la pluriactivité n'a pas été abordée. Qu'en pensez-vous ? Est-elle moderne ou non ? La précédente commissaire européenne à l'agriculture, Mariann Fischer Boel, avait déclaré de façon un peu péremptoire qu'il fallait que les agriculteurs européens s'engagent dans la pluriactivité, car l'activité agricole seule n'était plus rentable. Comment la considérer ? Comme la conséquence, en quelque sorte naturelle, d'une agriculture qui n'est plus rémunératrice, ou comme une pratique innovante ?

François Purseigle. De mon point de vue, l'explication ne tient pas dans le fait que les agriculteurs n'aient pas lu les pro-

grammes, mais bien dans cette réalité : l'Europe ne fait plus valeur chez eux. Ils ont peur du monde, peur de cette Europe qui, hier, les a pourtant portés. On peut en penser ce que l'on veut, mais c'est ainsi.

Jean-Jacques Delmas. Je partage votre remarque concernant les rendements en agriculture biologique et les types de culture. Ceci étant, ce qui abaisse les rendements, c'est l'obligation de conduire des assolements très longs. Sur une parcelle donnée, on ne peut cultiver du blé qu'une année sur six, afin de préserver la matière organique et de limiter le développement des adventices. Il n'en va pas de même en conventionnel, où l'on peut semer du blé plusieurs années de suite.

Jean-Louis Rastoin. La remarque de François Colson est tout à fait pertinente. Nous devons passer des « 3P » aux « 5P ». Comme l'expliquait Arie Van den Brand tout à l'heure, le développement durable repose sur trois piliers : la planète, le peuple, le profit. Il faut en ajouter deux autres : la participation et la pluriactivité. Concernant le premier, on ne peut plus gérer les entreprises et diriger les citoyens comme on le faisait par le passé ; nous devons nous engager dans la voie d'une gouvernance participative. Quant au second, il est effectivement l'avenir de l'agriculture. La revitalisation et le développement rural local passent nécessairement par la pluriactivité.

Dominique Pélissier, ministre de l'Agriculture, ancien DRAAF de Midi-Pyrénées. Les agriculteurs vivent une situation particulière. D'un côté, leurs revenus dépendent des primes qui leur sont accordées dans le cadre de la PAC ; de l'autre, avec ce système de prime, nous sommes passés d'une logique d'obligation de résultats à une logique d'obligations de moyens. Autrement dit, nous sommes entrés dans un système extrêmement normatif qui est tout à la fois moderne et conservateur. Par exemple, la mise en place des bandes enherbées dans le cadre de la conditionnalité des aides de la PAC est un véritable progrès. Mais quid de l'innovation ? La question a été maintes fois soulevée au fil des échanges. Tant que l'on persistera à concevoir des politiques publiques centralisées, qui laissent peu de place aux dynamiques collectives, qui ne favorisent pas l'adaptation aux réalités locales, on bloquera l'innovation.

François Durand, agriculteur. Au bout d'une journée et demie de débat, j'avoue être encore perplexe sur ce qu'est être conservateur ou moderne. Tout d'abord, François Purseigle a associé conservatisme et vote en faveur de l'extrême droite, mais il me semble qu'il existe aussi un conservatisme de gauche. Ainsi, dans les ex-pays du bloc de l'Est, certains regrettent l'époque communiste. Si l'on prend le courant écologiste, on peut opérer le même constat, celui de la co-existence de deux courants, l'un moderniste, l'autre conservateur. Deux tendances qui expliquent le fait que les écologistes aient tant de mal à accorder leurs violons. Finalement, qu'est-ce que cela signifie être conservateur ? Revenons aux agriculteurs. Il est vrai que le vote des agriculteurs en faveur du Front National a pu paraître paradoxal, ceux-ci n'étant pas concernés par les problèmes de sécurité par exemple. Pour autant, ceux qui votent à l'extrême-droite sont-ils nécessairement des conservateurs ? Comprenons : ne peut-on être moderne dans son métier, novateur, et conser-

vateur dans ses idées politiques ? Je ne crois pas qu'être moderne ou conservateur soit une attitude fondamentale de l'être.

François Purseigle. Vous avez parfaitement raison : il existe des conservatismes de gauche. Pour autant, je n'ai jamais dit que tous les agriculteurs avaient voté pour le Front National ; ce vote concerne 22 % d'entre eux. Or ce chiffre est plus important que par le passé et c'est bien cet accroissement qui interroge, car il révèle un basculement. Jadis, au moment même où les agriculteurs portaient le projet modernisateur, les idées de la Jeunesse agricole catholique, ou pour le dire autrement, les représentations sociales portées par le catholicisme social progressiste, faisaient rempart aux conservateurs et aux idées d'extrême droite. Ce verrou a sauté.

Jean-Pierre Tillon, directeur scientifique des coopératives In Vivo. Quelle est la part de la science dans cette modernité agricole ? Je suis très impressionné par les dernières découvertes, qu'elles aient trait à la technologie ou à la matière « intelligente ». Nous sommes véritablement à l'orée d'un monde nouveau, dans lequel les lois de la biologie et de la physique se rejoignent. Par exemple, j'ai récemment visité des serres entièrement automatisées où l'on produit 500 tonnes de tomates par hectare, sans aucun impact sur l'environnement. Y a-t-il de la place pour l'artificialisation dans l'agriculture moderne ?

Jean-Louis Rastoin. Je répondrai par la négative. Certes, la science, la technologie et le marché nous proposent des modèles très séduisants sur les plans technique et économique. Néanmoins, ils ne répondent nullement aux enjeux sociaux, alors que ces derniers sont considérables. Le premier défi qui se présente à notre porte n'est pas le réchauffement climatique mais l'emploi. Dans le cadre de l'élaboration de plusieurs scénarios prospectifs sur les modèles alimentaires à l'horizon 2050, j'ai réalisé un calcul très simple. Techniquement et économiquement, 500 000 exploitations agricoles suffisent pour nourrir les 9 milliards d'êtres humains que comptera alors la Terre. Imaginez : 500 000 exploitations à l'échelle du globe. On en recense aujourd'hui 500 millions, ce qui signifie qu'il faudrait diviser leur nombre par 1 000 ! Pour transformer la production de ces exploitations, 100 firmes agroalimentaires suffisent. Nous n'en sommes pas loin. Si des points de vue technique et économique, ce monde est possible, est-il pour autant souhaitable socialement ? Espérons que le devenir agricole et alimentaire suscite la même prise de conscience citoyenne et politique qu'aux Pays-Bas. Qui sait, le salut viendra peut-être des Vikings ?

(27) Ministre de l'Agriculture d'octobre 1998 à février 2002, dans le gouvernement Jospin.

(28) On peut citer par exemple les ateliers conduits par certains Centres Permanents d'Initiatives pour l'Environnement.





SURVIVRE AU PRÉSENT



La modernité, c'est la coopération !

On ne naît pas coopérateur, on le devient. Non pas au nom d'une bonne moralité, mais bien parce que ce modèle permet de soulever des montagnes. Ainsi pourrait être résumée la philosophie qui anime Dominique Olivier, directeur de la Sicaseli, invité à témoigner de son expérience.



Dominique Olivier : Je le dis sans détour, je suis coopérateur dans l'âme. Non pas pour des raisons morales mais bien parce que, de mon point de vue, ce système permet de relever de nombreux défis. La Sicaseli est une coopérative créée en 1985, dans le pays de Figeac (Lot). Initialement, c'était une coopérative classique d'approvisionnement agricole employant 8 salariés; elle en compte 128 aujourd'hui. Pour survivre dans ce territoire situé en zone défavorisée, nous avons expérimenté un certain nombre de choses. Celles-ci sont de natures diverses; elles concernent l'environnement, le développement territorial ou encore l'alimentation.

Photovoltaïque, soirées débats et charte paysagère

Pour en parler, je commencerai par ce rappel. Les crises sanitaires de la fin des années 90 au premier rang desquelles la crise de l'ESB ont profondément entaillé la confiance des consommateurs dans l'alimentation. Pour renouer ce lien, nous avons créé, il y a de cela dix ans, des boucheries commercialisant de la viande de bœuf du Lot ainsi qu'une marque : Les Sens du Terroir. Cette dernière est désormais distribuée par Gamme Vert et la coopérative In Vivo. Parallèlement, nous avons eu l'intuition qu'il fallait renforcer le dialogue avec toutes les parties prenantes du territoire. De là, la genèse d'un club d'entreprises, regroupant différents secteurs (artisanat, agriculture) et des soirées débats, pour discuter avec la société civile de problèmes transversaux tels que l'eau, le logement... Jean-Claude Flamant avait d'ailleurs donné un coup de pouce à cette initiative en nous aidant à trouver les premiers intervenants.

Sur un versant plus environnemental, le système coopératif a permis de financer l'équipement photovoltaïque de nombreuses exploitations, 190 toits exactement, pour un investissement de 36 millions d'euros. Il s'agit du plus gros projet photovoltaïque collectif de France réalisé par ce biais. Actuellement, nous réfléchissons à la création d'une ferme éolienne avec les habitants, ou encore à la structuration d'une filière bois avec une Cuma⁽²⁹⁾. Nous collaborons avec de multiples partenaires associatifs, coopératifs ou institutionnels à l'instar de l'Agence de l'eau et du Museum d'Histoire Naturelle.

Enfin, nous n'oublions pas que nous sommes un acteur d'un territoire. Ainsi, lorsque le Pays de Figeac décide de créer une charte paysagère, nous nous engageons à ses côtés, apportant notre contribution financière. Nous n'avons aucun intérêt, en tant qu'agriculteurs, à laisser le paysage se banaliser. Au contraire, conserver l'authenticité de ce dernier, c'est apporter une identité, et potentiellement une nouvelle valeur à notre production.

Si j'évoque par le menu quelques-unes des initiatives que nous avons conduites, c'est bien parce que la modernité est

en crise. Et que, de mon point de vue, le système coopératif offre de nouvelles perspectives pour en sortir.

Morale et technique : les deux crises de la modernité

Selon nous, la modernité traverse deux crises : l'une est d'ordre technique, l'autre d'ordre moral. Dans le premier cas, les progrès de la science et de la technique, tout particulièrement en agriculture, suscitent peurs et inquiétudes. Ils sont accusés d'être à l'origine de tous les maux, des dérives végétales avec les OGM aux dérives animales avec la crise de la vache folle, sans oublier d'autres dossiers tout aussi brûlants – pollution des eaux, surmortalité des abeilles... La modernité a été dévoyée parce qu'elle est devenue tautologique : on a fait de la technique pour la technique, de la performance pour la performance, tant et si bien que l'on a perdu de vue le sens du progrès. Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de nier l'intérêt de la technoscience mais d'en retrouver le sens. Pour construire ce dernier, nous avons besoin d'outils et d'interfaces entre les agriculteurs, le monde de la recherche publique et privée, et la société civile. La coopération agricole peut jouer ce rôle et rendre possibles et opérationnelles ces liaisons; elle peut être un lieu de co-construction de sens. L'enjeu est de taille. Car l'agriculture aura besoin de science et de technique pour relever les défis alimentaires, sociaux et environnementaux qui se posent à l'horizon 2050.

La seconde crise est une crise de la liberté. Malgré l'acquisition de nouvelles libertés dans la sphère privée, notre société se méfie de plus en plus de l'individu dans la sphère publique. Nous sommes entrés dans une société de la défiance qui se protège en normalisant, en réglementant, en contraignant toutes les activités humaines. L'agriculture n'y échappe pas. Il faut inverser la tendance, permettre à chacun d'être pleinement libre, affranchi de toutes ces pesanteurs. Les coopératives ont toute leur place dans ce cadre. Loin de porter des projets standards de type « approvisionnement-collecte », elles peuvent être des outils pour accompagner les agriculteurs dans des démarches d'innovation. Lorsque vous les écoutez, ceux-ci vous expliquent clairement qu'ils ne se considèrent pas uniquement comme des producteurs. Ils se voient aussi comme des gestionnaires du vivant, des acteurs de l'énergie, de la qualité de l'air, des sols, de l'eau, des acteurs du patrimoine et d'un territoire. On retrouve ici le besoin de disposer d'interfaces pour créer du lien entre les agriculteurs, les élus, les chercheurs, les acteurs du territoire, etc. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'individualisme, symbole de notre modernité, ne conduit pas nécessairement à une plus grande liberté individuelle. Alors que le système coopératif permet de mon point de vue de garantir ou en tout cas de faciliter l'émergence et la réalisation de projets individuels. Il réconcilie individu et collectif.

À la question posée par ces controverses – *l'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne?* – je répondrai qu'elle en a non seulement le droit mais le devoir. Et que pour surmonter les crises actuelles, elle peut s'appuyer sur des outils d'intermédiation, aptes à conduire des projets mués par des ambitions d'intérêt général.

La coopération comme solution

Les coopératives peuvent être au service de cette ambition. Investies dans leur territoire, elles sont soucieuses de la performance économique tout en étant attentives à des dimen-

sions non marchandes qui fondent leur raison d'être. Elles peuvent jouer le rôle de promoteur ou être parties prenantes de domaines qui a priori ne les concernent pas. Aussi surprenant que cela puisse paraître, la Sicaseli est engagée dans une démarche de réflexion sur le devenir de notre territoire qui porte aussi bien sur les problèmes de mobilité que ceux des crèches parentales. Il faut bien comprendre que les territoires ruraux ne vivront que s'ils sont attractifs. Leur devenir doit donc être pensé de concert avec tous les acteurs, des pouvoirs publics aux industriels, en passant par l'artisanat. En 2008, nous avons mené, sur notre territoire, une étude prospective consacrée au devenir de l'agriculture à l'horizon 2020. Agriculteurs, administrateurs de la coopérative, élus, représentants de la société civile ont participé à cette réflexion. Au final, nous avons identifié trois scénarios possibles. Sans entrer dans les détails, celui que nous avons retenu est en rupture avec le modèle actuel et vise à croiser territoires et filières pour générer de la valeur ajoutée. Un changement de cap qui appelle en outre de nouvelles manières de travailler. Pour tout ce qui a trait à la gestion du vivant, nous collaborons avec l'association Sol et Civilisations, et cet échange nous apporte beaucoup. Relation au vivant et gestion de biens communs sont des questions qui ne peuvent être traitées avec des méthodes classiques, binaires. Elles appellent des formes particulières de facilitation et l'intégration dans le dialogue de tiers acteurs.

Pour une agriculture post-moderne

Je conclurai en disant que l'agriculture doit être post-moderne. La modernité se traduit souvent par une forme de cartésianisme, c'est-à-dire le découpage de problèmes étiés en éléments simples autorisant leur résolution. Reste que cette méthode fragmente plus qu'elle ne relie. Être post-moderne consisterait à accepter la complexité et ne plus tenter de segmenter ainsi les choses. Cela signifie qu'il nous faut intégrer l'idée qu'il n'existe pas de solution simple et pré-établie. Dans cette perspective, une agriculture post-moderne ferait le choix stratégique de relier environnement et économie, social et efficacité, individu et collectif, local et global. Telle est la problématique que nous devons résoudre. La coopérative peut être un acteur essentiel de ce débat.



La modernité, c'est la rénovation des institutions !

Si le modèle agro-industriel est mis à mal en France et dans d'autres pays d'Europe occidentale, qu'en est-il dans les pays d'Europe centrale et orientale ?

Pour le savoir, nous avons sollicité le témoignage d'István Fehér, ancien secrétaire d'Etat à l'agriculture et au développement rural de Hongrie, professeur d'économie agricole et de marketing à l'Université de Gödöllő.



István Fehér : Il y a une chose que je dis souvent à mes étudiants : le seul élément stable de notre existence, c'est le changement. Or, selon moi, la modernité est une sorte de changement permanent.

Dans le domaine agricole et rural, cette modernité repose sur quatre piliers : le premier est d'ordre économique, c'est le marché. Le deuxième concerne l'écologie, avec la problématique dite du « verdissement ». Le troisième est social – c'est la question de l'emploi – et le quatrième a trait aux politiques agricoles et rurales et à ses institutions. C'est plus précisément sur ce dernier point que je voudrais intervenir.

Ces propositions que l'on ne peut pas refuser

Permettez-moi de débiter par une anecdote personnelle. Celle-ci concerne mon expérience de ce que l'on a appelé les « économies planifiées ».

Mon grand-père était paysan. Dans les années 50, il cultivait 7 hectares de terre avec l'aide de ma mère. Nous vivions tous, ces trois générations, sous le même toit. Alors, l'agriculture hongroise s'apparentait à une structure agraire post-féodale; les exploitations étaient de surface réduite, de l'ordre de quelques hectares. Pour moderniser ce système et s'orienter vers des unités de production de plus grande taille, l'État s'est engagé dans la création de coopératives. En la matière, j'ai compris plus tard qu'il y avait deux manières de procéder : le volontariat et la marche forcée.

Voici comment ma famille est entrée dans la coopérative locale dans mon village natal. Le secrétaire du Parti a demandé à ma mère si elle souhaitait que son fils poursuive ses études dans le secondaire, puis à l'université. À l'époque, j'avais quatorze ans et effectivement je désirais entrer dans le secondaire. Ma mère a répondu par l'affirmative, j'étais bon élève. Il lui a alors indiqué à quel endroit elle devait signer pour adhérer à la coopérative.

Collectivisation et modernisation

Après mes études universitaires, je suis devenu vice-président d'une grande coopérative agroalimentaire. J'ai appris que la collectivisation avait fait beaucoup pour la modernisation de l'agriculture hongroise. Du temps de mon grand-père, faire pousser un hectare de céréales demandait 50 heures de travail là où, désormais, 5 heures suffisent. Chaque vache produisait en moyenne 2000 litres de lait par an contre 6000 litres à l'issue de la collectivisation. Aujourd'hui, en 2012, les rendements peuvent même atteindre 10 000 litres dans

(29) Coopérative d'utilisation de matériel agricole



certaines élevages. Bien sûr, ces progrès techniques se sont accompagnés, comme ici, d'une réduction importante du nombre d'actifs agricoles. Ils représentaient 30 % de la population active dans les années 50; seulement 3 % à présent. Du point de vue de la structure agraire elle-même, le processus de collectivisation opéré en Hongrie est singulier en ce sens que les grandes exploitations ne se sont pas développées au détriment des petites. Au contraire, les unes étaient complémentaires des autres à tel point que l'on parle, à propos de ce modèle hongrois, de « symbiose de la grande et de la petite exploitation ». Par ailleurs, ce processus a également eu pour effet de stimuler la genèse d'activités non agricoles dans les campagnes hongroises.

D'une certaine manière, au regard de ces résultats, on peut dire que la collectivisation forcée a eu des effets positifs. En outre, grâce aux deux grandes lignes de crédits octroyées par la Banque mondiale en 1988⁽³⁰⁾, à la veille du changement de régime, nous avons pu accéder par la suite aux technologies : semences sélectionnées, pesticides, tracteurs high-tech...

Où en sommes-nous aujourd'hui? L'agriculture hongroise est riche de 5 millions d'hectares, répartis entre les mains de 2 millions de propriétaires. Avec ce paradoxe : celui qui utilise la terre n'en est pas nécessairement le propriétaire.

Le contexte actuel pourrait être résumé par cette discussion que j'ai eue avec l'économiste Louis Malassis qui fut mon professeur à Montpellier. Je lui ai rendu visite au lendemain du changement de régime et, alors que nous déjeunions ensemble, il m'a dit ceci : « *J'ai beaucoup pensé à vous M. Fehér. J'espère que vous n'allez pas fragmenter vos grandes structures. Depuis 100 ans, la France essaie d'atteindre cette situation de manière différente* ». Ce à quoi j'ai répondu : « *C'est déjà fait...* »⁽³¹⁾.

Moderniser les institutions

La modernité agricole appelle une modernisation des institutions. Qu'est-ce que cela signifie concrètement vu de Hongrie?

Ceci suppose tout d'abord que le ministère de l'Agriculture fonctionne bien et soit doté de représentants locaux. Je pense qu'il faut introduire une séparation dans le fonctionnement des institutions entre ceux qui pensent les politiques agricoles et ceux qui veillent à leur mise en œuvre sur le terrain.

Les institutions ont aussi pour rôle d'améliorer le transfert des connaissances et de stimuler l'innovation. Là aussi, des choses doivent être pensées. Nous avons besoin d'une recherche vigoureuse et de systèmes de conseil performants à même d'aider les États à moderniser leurs agricultures et à changer les mentalités des producteurs, plutôt conservateurs par nature. Il y a nécessairement des résistances. Mais celles-ci s'effacent à mesure que les avantages sont perçus. J'aimerais ici souligner le rôle, important, du système de conseil agricole⁽³²⁾. L'institution de ce système est indispensable pour la formation et l'accompagnement des agriculteurs, ces derniers n'étant, a priori, pas formés pour faire face à chacune des nouvelles exigences de la modernité. Leur instauration, dans le cadre de la PAC, a largement été saluée. Ceci étant, les États membres devront les mettre en place au niveau local.

Dans ce paysage, d'autres éléments doivent être pris en considération. Celui de la disponibilité en terre, en main-d'œuvre, en capital. Ou encore celui de l'accessibilité au

marché. Comment accéder à ce dernier? C'est une question dont nous avons beaucoup parlé au fil de cette 18^e édition. Enfin, j'aimerais attirer votre attention sur deux institutions françaises, qui n'existent pas en Hongrie et qui nous font défaut : les Safer⁽³³⁾ et les centres de gestion⁽³⁴⁾. Que l'on songe à la question du remembrement ou des économies souterraines, ces deux outils manquent cruellement en Hongrie. Nous devons les introduire.

(30) Deux références pour en savoir plus. « *Dynamique des structures agraires hongroises. Quels profils d'exploitation se dessinent?* » István Fehér et Perrine Vandembroucke, Revue Économie Rurale 325-326 septembre-novembre, 100-113. pp., 2011. <http://economie.rurale.revues.org/3279>

Et la revue Précis de l'OED « *L'agriculture hongroise : un modèle de développement institutionnel* ». [http://lnweb90.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/DocUNIDViewForJavaSearch/83F9076582D032018525683B007A88CF/\\$File/158prefr.pdf](http://lnweb90.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/DocUNIDViewForJavaSearch/83F9076582D032018525683B007A88CF/$File/158prefr.pdf)

(31) Au lendemain de la chute du régime, et de la privatisation qui l'a suivie, les terres des grandes structures agricoles ont été restituées aux descendants des anciens propriétaires terriens expropriés, à l'aide de titres fonciers portant généralement sur des surfaces de l'ordre de un à trois hectares. Pour en savoir plus, consulter le cahier du café-débat de Marciac avec l'économiste Alain Pouliquen « *Intégration des Pays de l'Est, faut-il redouter l'impact de leur dynamique agricole?* » publié en 2002. (http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=0257)

(32) « Prévu par la réforme de la PAC de 2003, le système de conseil agricole (SCA) est un dispositif facultatif proposé aux agriculteurs. Il leur permet de bénéficier de conseils et d'expertises pour répondre aux exigences de la conditionnalité des aides. Ces conseils ont pour objectif de les conforter ou de les encourager à développer des démarches de bonnes pratiques agricoles en matière de protection de l'environnement, de santé des animaux et des végétaux et de bien-être animal. » Source : Ministère de l'Agriculture. <http://agriculture.gouv.fr/le-systeme-de-conseil-agricole>

(33) Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural. Créées en 1960 dans le cadre de la loi d'orientation agricole, ces sociétés disposaient historiquement d'un droit de préemption sur l'achat de terres agricoles. Elles devaient ainsi faciliter l'installation des jeunes. En savoir plus sur les Safer : <http://www.safer.fr/index.asp>

(34) Créés en 1985, les centres de gestion ont pour objectif « d'assister les entreprises individuelles dans leur gestion et de leur délivrer une "attestation" de sincérité fiscale de leurs comptes. » Source Fédération des Centres de Gestion Agréés Agricoles (FCGAA) : <http://www.fcga.fr/>



Quelles sont les nouvelles figures de l'agriculteur moderne en Europe?

Des plaines de Hongrie à celles de l'Andalousie, des vertes prairies du Royaume-Uni aux vergers du Sud-Ouest de la France, cette table ronde propose un tour d'horizon, en quatre étapes, des nouvelles figures de la modernité agricole.



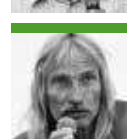
Raúl Compés López est professeur en économie et sciences sociales à l'Université de Valence, en Espagne. Ingénieur agronome de formation, il travaille notamment sur les réformes de la PAC et ses impacts pour les agricultures régionales.



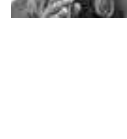
Tom Lines est économiste et consultant britannique. Présent pour la troisième année consécutive à Marciac, il s'est orienté vers l'expertise indépendante sur la pauvreté et la sécurité alimentaire.



Csaba Sandor Tabajdi est député européen depuis 2004, membre de la Commission européenne « Agriculture et développement rural ». Il est venu à plusieurs reprises à Marciac et a fondé, à l'issue de sa première participation, l'équivalent hongrois des Controverses : la Magyar Agrarakademia.



Bart Verhoef est hollandais, agriculteur dans le Tarn, à Rabastens, depuis 1984. Il a créé une exploitation familiale le Verger de Foncoussières, axée sur la production de fruits, de miel, de jus de...



Après avoir beaucoup parlé du concept de modernité, intéressons-nous aux hommes et aux femmes. Quel est le visage des agricultrices et des agriculteurs contemporains? Commençons par le statut de l'agriculteur moderne du point de vue de la Hongrie et des pays d'Europe centrale. Est-il toujours un exploitant familial ou est-il devenu un chef d'entreprise, voire le salarié d'un grand groupe?

Csaba Sandor Tabajdi. C'est la quatrième fois que je participe aux Controverses européennes de Marciac que je me plais à nommer La Mecque de l'agriculture européenne. Cette fois encore, j'ai été assez déconcerté par le sujet proposé, sujet assez abstrait, « descartien », à la tonalité philosophique, bref, typiquement français.

Moderniser les têtes avant les technologies

Qu'est-ce que la modernité? Pour moi, Marciac est une figure de la modernité. De même que l'agriculture française en est une autre. Pour nous, les nouveaux États membres d'Europe centrale, l'agriculture française est un point de référence de la modernité, de par notamment la diversité de ses structures. En Hongrie, comme en Bulgarie ou en République Tchèque, deux types de structures co-existent : les grandes exploitations héritées de l'époque de la collectivisation, et les petites exploitations. Voilà pourquoi, de mon point de vue, le débat sur les notions de compétitivité et de modernité comme les discussions qui visent à identifier ceux qui sont modernes et ceux qui ne le sont pas, sont trop sophistiqués. Car, pour les pays d'Europe centrale, l'enjeu est d'abord d'adopter l'état d'esprit de nos collègues agri-

culteurs d'Europe occidentale. Ceci représente une tâche énorme. Nous devons moderniser avant tout les têtes, et après les technologies.

Ainsi, je serais très heureux si les paysannes hongroises de la grande plaine avaient le même degré de culture que la personne chez qui je suis actuellement hébergé. Je suis issu d'une famille paysanne. De notre point de vue, la modernité revêt un sens différent. Par exemple, la mondialisation, le marché global représentent, pour nous, un défi.

Finalement, j'ai été étonné que ne soit pas discutée à Marciac la proposition législative de la Commission européenne sur le budget de la PAC, alors que nous sommes dans la phase finale des débats au Parlement européen. Quelle va être la position de la France et de son nouveau président François Hollande? Celle-ci va-t-elle s'engager pour que le budget agricole européen conserve son niveau actuel?

Un agriculteur peut se sentir marginalisé dans son village

Tom Lines, l'Angleterre a-t-elle encore des agriculteurs? Sont-ils modernes?

Tom Lines. Il y a de moins en moins d'agriculteurs. Quant à savoir s'ils sont modernes ou pas, cela dépend du sens que l'on attribue au terme de modernité.

Historiquement, les exploitants agricoles faisaient partie de l'élite de la société villageoise. Ils en étaient les employeurs principaux. Ainsi, dans les villages, on était ouvrier ou employé agricole mais pas paysan. En 2006, il y avait 300 000 fermes actives au Royaume-Uni pour une population active agricole atteignant 534 000 individus. Parmi eux, 184 000 employés. Ceci signifie qu'actuellement, le secteur agricole ne génère que très peu d'emplois puisque l'on ne dénombre qu'un employé pour deux exploitants. Un individu travaillant seul sur une exploitation de 50 hectares environ (la moyenne étant de 57 ha) n'est plus une exception, bien au contraire. Or ce dernier se trouve souvent isolé, voire quelque peu marginalisé même dans son village. De nombreux citoyens s'y sont installés, se plaignant de la moindre petite odeur, de la bouse sur la route, etc.

À cela s'ajoute la forte perte de revenus. Dans le milieu des années 70, le revenu total de l'agriculture de l'Angleterre était de 7 milliards de livres. En 2004, en valeur constante, il ne dépassait pas les 3 milliards de livres. Depuis, les revenus ont augmenté pour atteindre 4 à 5 milliards. Le contexte est gravissime.

L'agriculteur moderne est un survivant, dans une course « darwinienne »

Continuons notre petit tour d'Europe. Que peut-on dire de tout ceci, vu d'Espagne, Raúl Compés?

Raúl Compés López. De mon point de vue, la modernité, c'est le changement, la transformation, l'adaptation à des conditions externes de plus en plus difficiles. Je ne sais si l'agriculteur moderne est un homme en costard-cravate greffé à son ordinateur, car à mes yeux, il est avant tout un survivant. Être un homme moderne, c'est être en capacité de s'adapter sans cesse aux contraintes et aux nouvelles difficultés, tous les jours plus importantes. Dans cette interminable course darwinienne, l'agriculteur capable de surmonter cet état de changement permanent est un héros de l'agriculture.

Ceci étant dit, il s'avère difficile de dresser un portrait type de l'agriculteur moderne. D'abord, l'agriculture espagnole



comme l'agriculture européenne est non seulement très diverse mais en constante mutation. Sans entrer dans le détail, elle a profondément changé de visage dans la seconde moitié du siècle dernier. Plus près de nous, en l'espace de dix ans, près d'un quart des exploitations a disparu; parallèlement, on observe une diminution de 20 % du nombre d'actifs agricoles. Imaginez la vitesse du changement! Faites une photographie du monde agricole, comparez-la à d'autres réalisées cinq ans plus tôt et vous verrez combien les choses ont changé.

Quelles sont les grandes tendances? L'exploitation familiale reste la structure majoritaire. Néanmoins, elle s'efface progressivement au profit des entrepreneurs et des salariés agricoles qui sont principalement des immigrés. Toujours sur ces aspects sociologiques, l'agriculture reste un milieu fortement masculin: ¾ d'hommes pour ¼ de femmes. Cette proportion demeure relativement stable.

Ensuite, il existe une forte hétérogénéité des exploitations. D'un côté, on trouve des agricultures très spécialisées. Ainsi, par exemple, 20 % des exploitations espagnoles sont spécialisées dans la culture de l'olivier, 20 % dans celle des agrumes; 10 % sont consacrées à la viticulture. De l'autre, il est de plus en plus difficile de ne vivre que de l'agriculture en Espagne. Aussi, certaines exploitations diversifient leurs activités et leurs sources de revenus pour assurer leur survie, en investissant le marché de l'énergie (photovoltaïque, éolien), ou celui des cultures de niches telles que l'agriculture biologique. Aujourd'hui, avec son million d'hectares, l'Espagne est le pays de l'UE qui possède la plus grande surface agricole dédiée à l'agriculture biologique.

Enfin, la crise que connaît depuis longtemps l'agriculture se double d'une crise économique espagnole, dont vous connaissez tous l'ampleur.

Une perte d'estime professionnelle, doublée d'un sentiment d'abandon

Un dernier point qui a son importance: quel regard portent les agriculteurs sur eux-mêmes? Comment se perçoivent-ils? À l'occasion d'une enquête, on leur a demandé de se situer dans l'échelle sociale par rapport aux autres professions. Ils se sont attribué la note de 6/10. Il s'agit de l'auto-évaluation la plus faible de toutes les catégories professionnelles enquêtées. Il y a une importante perte d'estime professionnelle. Par ailleurs, la profession agricole se sent particulièrement délaissée par son administration. Celle-ci gère surtout de l'argent à l'image de la politique agricole qui est devenue une politique agro-budgétaire. Désormais, les discussions portent sur la répartition budgétaire de la PAC et non plus sur ses orientations agricoles. Il n'y a plus d'accompagnement, d'assistance, de soutien pour que les agriculteurs s'adaptent aux changements, répondent aux nouveaux besoins de la société. Finalement, seul un tiers des agriculteurs désirent que leur fils s'oriente vers ce métier.

Poursuivons avec Bart Verhoef, d'origine hollandaise et qui a monté son exploitation en France. Quand vous êtes arrivé dans l'hexagone, quelles différences majeures avez-vous perçues dans la manière de conduire l'exploitation, d'être agriculteur? Dans le regard que porte la société sur ce métier?

Bart Verhoef. Il y a une grande différence entre aujourd'hui et les années 80. En Hollande, la pression sur le foncier a tou-

jours été forte. Il y a peu de terres disponibles et des besoins multiples – pour l'agriculture, l'urbanisation, la construction des routes, etc. Les prix sont donc très élevés. Conséquence: l'agriculture est une activité bien moins rentable que la spéculation sur les prix du foncier. En France, la problématique diffère quelque peu. Ensuite, en Hollande, de nombreux exploitants agricoles possèdent leur propre société dont ils sont salariés. Ceci présente un énorme avantage: en cas d'arrêt de l'activité, la vente des biens couvre largement les frais liés à celle-ci. La suspension des activités prend donc une tournure moins dramatique qu'en France. Ici, généralement, les agriculteurs qui cessent de travailler sont ceux qui, au bout de trois voire quatre ans, n'arrivent plus à faire face à leurs obligations bancaires et économiques.

Une entreprise de plus de 1 million de poulets et 35000 cochons...

En dehors de l'accès au foncier, auriez-vous pu créer, en Hollande, la même exploitation que celle que vous avez dans le Tarn? Avec ce verger, ce système de la vente directe et de la cueillette...

Bart Verhoef. Si j'en avais eu les moyens financiers, oui. J'aurais pu créer la même chose. Mais à l'époque, j'avais 22 ans et je ne disposais pas des fonds nécessaires. Or la France offrait bien des possibilités. Il y avait des terres arables disponibles, ce qui nous a permis de nous installer. Désormais, en Hollande comme dans le reste de l'Europe, il existe une agriculture à deux vitesses, avec d'un côté, les petites exploitations familiales, qui développent la vente locale, et de l'autre, l'agriculture industrielle qui progresse à grands pas. Un exemple parmi d'autres de cette dernière: L'un des derniers projets en cours en Hollande est une exploitation de 1,2 millions de poulets et de 35000 cochons. Et ce projet « d'agriculture durable » est subventionné par l'Europe! Parallèlement, on dit qu'il faut maintenir le tissu rural. C'est à n'y rien comprendre.

Plaidoyer pour les coopératives

À vous écouter tous, on a le sentiment que la question n'est pas tant d'être moderne que de survivre...

Csaba Sandor Tabajdi. Comme l'a très bien rappelé István Fehér, le contexte historique de la Hongrie est singulier. À l'époque de l'économie planifiée, il y avait d'un côté des grandes exploitations collectives d'État et, de l'autre, de petites exploitations individuelles. Et ces formes collectives et individuelles se complétaient. Suite à la transition économique, ce système a été complètement déconstruit. S'il est vrai que, István en a fait état, la création des formes coopératives s'est opérée par la force, leur démantèlement a été conduit par la nouvelle classe politique avec la même dureté. C'est pourquoi je crois que le message que doivent adresser la France et les pays d'Europe occidentale à leurs voisins d'Europe centrale est le suivant: unissez-vous! Créez des coopératives! Ces dernières sont le seul moyen de survivre dans une économie de marché.

C'est une question très importante qui fait l'objet d'un débat idéologique en Hongrie, entre la gauche et la droite. Les premiers défendent le modèle de la coopération et invitent les agriculteurs à se regrouper. Les seconds souhaitent poursuivre le démantèlement des grandes exploitations et promouvoir l'exploitation familiale à l'instar de ce qui existe en France. Ce débat concerne les coopératives comme la

modernisation. Reste qu'il n'y a pas de modernisation de gauche ou de droite, mais une modernisation efficace.

Des agriculteurs invisibles dans la société britannique

Quelle est la place des agriculteurs en Angleterre ou au Royaume-Uni?

Tom Lines. Je dirais qu'ils sont presque invisibles. Les agriculteurs représentent 1,3 % de la population active, et le secteur pèse pour 0,5 % du PIB du pays. Le Royaume-Uni est une nation fortement urbanisée, et ce, depuis très longtemps. Dès lors, tant du point de vue économique que social, les agriculteurs sont quasiment invisibles. Quant à la question de savoir quelle image les citoyens en ont, aucune, me semble-t-il. Certains enfants ne savent même pas que le lait vient de la vache, et ce n'est pas une blague.

Cependant, on assiste à une rupture. Il y a de cela trente ans, l'image des agriculteurs était détestable. À l'époque, le gouvernement britannique défendait l'économie de marché et dans ce contexte, il a supprimé de nombreuses subventions. Le taux de chômage a fortement augmenté. Or les agriculteurs britanniques ont continué à percevoir des aides de la PAC: ils s'enrichissaient, roulaient en berline. Même si cet enrichissement était exagéré et fortement inégal d'un exploitant à l'autre, pour la société, cette situation était injuste. À ses yeux, les agriculteurs recevaient des subventions alors même qu'ils étaient relativement aisés. En 1985, la part de ces subventions dans le revenu moyen d'une exploitation familiale, modèle dominant en Grande-Bretagne, était de 23 %. En 2003, le pourcentage atteignait 65 %. Les subventions n'ont pas augmenté pour autant: ce sont les prix qui ont chuté. Depuis lors, l'image des agriculteurs a changé. Je me souviens, petit, que les journaux s'offusquaient régulièrement des manifestations des agriculteurs français jugés irresponsables. Le contexte est désormais différent. Récemment, en Angleterre, les centrales d'achat des grandes surfaces ont voulu réduire encore un peu plus le prix du lait alors que le nombre de fermes laitières diminuait depuis longtemps. D'après mes calculs, le prix d'achat du lait au producteur a baissé de 36 % en trente ans par rapport à l'indice des prix à la consommation. Les producteurs de lait ont bloqué pendant quelques jours les principales laiteries du pays pour faire pression et les pouvoirs publics les ont entendus. C'est une première! Jamais les agriculteurs britanniques n'avaient agi ainsi. Je pense qu'il faut y voir un signe de la faiblesse, croissante, de leur position dans la société. Ils ont matière à se plaindre mais ne disposent plus d'autres moyens pour manifester leur colère. Une dernière précision: jusqu'aux années 90 et les réformes Mac Sharry⁽³⁵⁾, la part d'auto-production avait considérablement augmentée: elle était de l'ordre de 80 %. Depuis lors, elle a chuté de près de 15 %.

Raül Compés, vous avez dit que les agriculteurs espagnols ont une mauvaise image d'eux-mêmes, à la fois de leur statut et de leur fonction. Mais comment sont-ils considérés par la société? Les enfants espagnols savent-ils que le lait vient des vaches au contraire des petits Anglais? Par ailleurs, nous parlons beaucoup, depuis le début de ces Controverses, de coopération. De quoi l'agriculture espagnole a-t-elle besoin pour retrouver un nouveau souffle?



Raül Compés López. À la différence de l'Angleterre, l'Espagne a fait sa révolution industrielle plus récemment – il y a une quarantaine d'années. À moins qu'elle n'ait pas encore eu lieu... Blague à part, jusqu'au milieu du XX^e siècle, la moitié de la population espagnole vivait en milieu rural. Bien des enfants Espagnols ont des grands-parents agriculteurs; ils savent très bien d'où vient le lait.

Venons-en aux faiblesses de notre agriculture. J'en citerai deux. Premier écueil: les agriculteurs ont un niveau d'étude et de formation très bas. 85 % d'entre eux n'ont pas poursuivi leurs études secondaires⁽³⁶⁾, ce qui signifie qu'ils ont appris leur métier sur le tas. Il y a dix ans, 95 % des agriculteurs se trouvaient dans ce cas. Si la route est longue, la situation s'améliore.

La deuxième faiblesse est d'ordre structurel. L'agriculture espagnole est variée, c'est un atout. Mais elle est fragmentée. Ainsi, dans le top 20 des industries agroalimentaires européennes, il n'y a qu'une seule entreprise espagnole, ce qui ne reflète absolument pas le poids de l'agriculture espagnole dans l'UE. C'est un problème d'organisation, un manque d'intégration verticale.

Voilà pourquoi je pense que notre principal défi n'est pas de défendre les intérêts espagnols dans le cadre de la réforme de la PAC, mais de résoudre ses problèmes internes. Nous devons améliorer la formation des agriculteurs et l'organisation de nos filières, pour être plus forts dans ce monde de plus en plus concurrentiel.

Bart Verhoef. Quelques remarques par rapport à tout ce qui vient d'être dit. Tout d'abord, les coopératives sont une bonne chose. Mais combien d'entre elles fonctionnent pour le système lui-même et non plus pour leurs adhérents? L'intérêt que peuvent y trouver les institutions, la direction, les salariés, les banques, des fournisseurs, n'est, hélas, pas souvent le même que celui des adhérents à la coopérative.

Ensuite, on entend ça et là qu'il faut agrandir la taille des exploitations, comme s'il s'agissait d'un gage de viabilité de celles-ci. Dans le secteur du fruit, on ne compte plus le nombre d'exploitations de 200 à 300 hectares en situation de faillite. Ce n'est donc pas en agrandissant à outrance les exploitations que l'on va garantir la survie de l'agriculture, sécuriser nos approvisionnements ou encore maintenir vivant le tissu rural. Je n'en suis pas convaincu.

Reste enfin la question des modèles. 2014: fin des quotas laitiers. 90 % des producteurs de lait français vont stopper leur activité: avec des exploitations de 100 à 120 vaches laitières, comment voulez-vous qu'ils fassent le poids face aux gigantesques exploitations allemandes ou hollandaises, qui ont entre 6000 et 10000 bêtes, nourries avec du soja importé à bas coût?

Si l'on continue sur la même voie, les fermes familiales vont s'effacer progressivement pour laisser la place à des fermes industrielles. Alimentées par des capitaux extérieurs, avec l'impact catastrophique pour les pays du tiers-monde (destruction des agricultures vivrières, déforestation...), ces structures seront à même de proposer une alimentation très bon marché. Derrière ces perspectives, se dessine une vraie question de société: quelle agriculture voulons-nous? Et sommes-nous prêts à payer notre nourriture?

(35) Au début des années 1990, alors que les négociations agricoles multilatérales dans le cadre du cycle de l'Uruguay étaient dans l'impasse, certains dysfonctionnements de la PAC ont conduit la Commission européenne à proposer la première réforme d'envergure de cette politique, dite « réforme Mac Sharry », du nom du Commissaire européen qui en a proposé les principales innovations. Ces dernières portent plus précisément sur: une baisse importante des prix des produits agricoles afin de les rendre plus compétitifs sur les marchés intérieurs et extérieurs; une compensation intégrale et durable des effets de cette baisse par des montants compensatoires ou des primes non liées aux quantités produites; une maîtrise de la production par le recours à des mesures limitant l'utilisation des moyens de production (gel des terres arables, charge des animaux à l'hectare de surface fourragère...) à côté du maintien de réglementations plus drastiques, telles que les quotas. Source Site du Sénat: Réformer la Pac, une nécessité.

(36) En Espagne, les études secondaires se composent de deux cycles: l'un obligatoire, de 12 à 16 ans; l'autre non obligatoire (16 à 18 ans) composé de deux filières, générale et professionnelle.



Le foncier, le chômage et les aides

débat

(37) Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural. Créées en 1960 dans le cadre de la loi d'orientation agricole, ces sociétés disposaient historiquement d'un droit de préemption sur l'achat de terres agricoles. Elles devaient ainsi faciliter l'installation des jeunes. En savoir plus sur les Safer : <http://www.safer.fr/index.asp>

(38) UE des 12 : désigne les pays qui ont adhéré à l'Union européenne, en 2004 - Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Slovincie, Lituanie, Lettonie, Estonie, Chypre, Malte - puis en 2007, avec la Bulgarie et la Roumanie.

(39) UE des 15 : désigne les pays membres de l'Union européenne avant l'élargissement de 2004. A savoir : la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, l'Irlande, le Royaume-Uni, le Danemark, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, la Finlande, la Suède, l'Autriche.

(40) Groupe espagnol connu pour ses compléments alimentaires et qui a, au milieu des années 2000, développé le créneau des produits biologiques à destination notamment du marché français. On peut se reporter à l'article publié à ce sujet par LSA : <http://www.lsa-conso.fr/soria-natural-veut-se-décliner-la-france-47768>

Michel Baylac, agriculteur à Roquelaure et président de la Safer. István Fehér a mis l'accent, dans son intervention, sur des outils parfois décriés dont les centres de gestion et les Safer⁽³⁷⁾. Celles-ci ont été créées en France en 1960 dans le cadre de la loi de modernisation, fruit d'un travail minutieux et de longue haleine conduit par les Jeunes Agriculteurs et leur représentant Michel Debattiste, le président de la FNSEA, Eugène Forget, le ministre de l'Agriculture Edgar Pisani et le président de la République, le Général de Gaulle. Cinquante ans plus tard, nous avons modernisé cet outil. Certes, tout n'est pas parfait. Il y a maintes astuces pour détourner la réglementation. Ceci étant, les Safer ont permis à la France d'avoir un foncier encore accessible. Et nous nous battons, à l'échelle européenne, pour garder et améliorer cet outil de régulation. D'ailleurs, nous sommes heureux qu'il y ait, à l'échelle communautaire, cette volonté de régulation. Ainsi, il existe désormais une structure qui s'appelle l'AEIAR, l'association européenne des instituts d'aménagement rural, dont la Fédération Nationale des Safer est membre et à laquelle le « Hungarian Rural Network » (le réseau rural hongrois) vient d'adhérer. Les Hongrois ont réalisé le même constat que celui opéré par István Fehér sur la nécessité de disposer de tels outils. Je crois que ces derniers doivent être maintenus si l'on souhaite préserver notre modèle européen, ses exploitations « transmissibles » et familiales dont nous avons parlé. Ceci d'autant plus que le coût de la Fédération Nationale Safer et des Safer pour l'État français est raisonnable, 4 millions d'euros ; les établissements publics fonciers pèsent pour 280 millions. Je ne veux pas opposer les outils, seulement rappeler l'intérêt des Safer et la nécessité d'améliorer et de préserver celles-ci.

Jacques Berthelot, économiste. J'aimerais souligner deux choses. La première est que le taux de chômage a explosé en Europe et qu'il a augmenté deux fois plus vite dans les nouveaux États membres, dans l'UE des 12⁽³⁸⁾ que dans l'UE des 15⁽³⁹⁾. Or on sait que la Commission européenne a prévu de poursuivre la réduction de l'emploi agricole à hauteur de 3 % par an pour les nouveaux États membres et de 1 % par an pour ceux de l'ex-UE des 15. Objectif : accroître la compétitivité des exploitations restantes. Ensuite, j'aimerais réagir sur cette question du foncier qui rejoint, selon moi, celle des aides, le montant de ces dernières étant fonction de la surface. Ne pensez-vous pas qu'il serait préférable que les aides soient dégressives, moins importantes à mesure que le nombre d'hectares augmente ? Et que, à l'inverse, sur les premiers hectares, elles soient plus importantes ? Ce n'est pas le cas actuellement et la nouvelle PAC devrait maintenir ce système. Pour sauvegarder l'emploi en Espagne ou encore en Hongrie, pays où près de 20 % de la population active est au chômage, ne faudrait-il pas faire pression sur le Parlement européen et les États membres pour changer le système actuel de calcul du montant des aides ?

Catherine Morzelle, ARAMIP. Ma question s'adresse à Raül Compés et porte sur l'agriculture biologique. L'Espagne est

bien plus en avance que la France dans ce domaine, comme le montre par exemple le cas de l'entreprise Soria Natural⁽⁴⁰⁾, implantée en Castille et León. J'aimerais en savoir plus sur la manière dont ce créneau se développe. Finalement, ceci pose la question du développement économique des territoires comme des choix de sociétés qui s'offrent à nous. Y a-t-il une opportunité pour développer une agriculture non plus quantitative mais qualitative ?

Éliane Crepel, infirmière scolaire. Dominique Olivier a insisté sur les notions de valeur ajoutée et de stratégie. De mon côté, je me demande s'il ne faudrait pas chercher aussi la valeur retranchée. Je m'explique. Dans l'industrie, par exemple, lorsque l'on permet aux mères de garder leurs enfants sur place, certes elles quittent parfois leur travail pour aller voir leurs enfants et en ce sens, c'est une valeur retranchée. Mais, au final, elles sont en bien meilleure situation psychologique pour faire leur boulot. En définitive, on crée de la valeur ajoutée.

Claude Laborde, président de la Fédération régionale des coopératives agricoles Midi-Pyrénées. Au risque de vous surprendre, je rejoins ce qui a été dit à la tribune. Il est temps que les grandes organisations agricoles nationales entrent dans le vrai débat : celui du partage des enveloppes. On ne peut pas continuer avec un tel déséquilibre entre les agriculteurs d'un côté et entre les Régions de l'autre. Plus la surface est élevée, plus les aides de la PAC sont élevées ! De même, il convient de plafonner le montant des aides de la PAC.

Un mot sur la coopération. Il faut faire attention à ce que l'on dit. Les problèmes de coopération sont d'abord le problème des coopératives. Et s'il y a des difficultés au sein de la coopérative, vous disposez d'un bulletin de vote pour changer les administrateurs. Il est vrai que ceci s'avère plus compliqué au sein des grosses structures où l'on ne renouvelle qu'un tiers des postes d'administrateurs tous les trois ans. Pour autant, selon moi, le vrai problème de gouvernance dans les coopératives se situe ailleurs. Il s'agit d'avoir des dirigeants à la hauteur de leurs responsabilités. Aujourd'hui, nous sommes souvent noyés par nos propres systèmes de direction. Sur un plan professionnel, on n'arrive pas forcément à suivre. À titre personnel, je n'ai pas réussi à être à la fois agriculteur et responsable de coopérative. Il est très difficile, dans ce cadre, de conserver son exploitation.

István Fehér⁽⁴¹⁾. Pour ce qui concerne les Safer, j'ai réalisé une étude à Montauban et en Normandie, pour la Pologne et la Hongrie, avec pour objectif d'adapter ces systèmes. Tous les ministres de l'agriculture étaient d'accord. Seul un point posait problème : la transparence... Sur la coopération, on se trouve dans un domaine surpolitisé. Le contexte hongrois est tel qu'il est financièrement plus intéressant d'être une SARL qu'une coopérative. De fait, de nombreuses coopératives ont adopté ce statut. De ce côté-ci de l'Europe, il me semble que les coopératives évoluent également dans cette voie et s'apparentent plutôt à de grandes sociétés capitalistes. Je pense que le système coopératif doit se métamorphoser et adopter les mêmes méthodes de gestion que celles des grandes sociétés pour pouvoir être plus compétitif.

Csaba Tabajdi. J'aimerais apporter une nuance concernant le chômage dans les nouveaux États membres. En Hongrie,

le taux de chômeurs s'élève à 11 %. Ensuite, il y a un aspect dont nous n'avons pas parlé : le social. Dans les pays d'Europe centrale, exception faite de la Slovincie, nous avons connu une modernisation néolibérale basée sur les principes du consensus de Washington⁽⁴²⁾. Dans nos esprits, entrer dans la modernité signifiait rattraper l'Europe occidentale et adopter ses modes de vie.

Hervé Le Stum, qui a proposé une contribution, dit que l'agriculture française ne sera jamais moderne. Plus précisément, dénonçant le fait qu'en France l'agriculture n'est pas une activité mais un état, il écrit : « connaissez-vous beaucoup de pays [...] où un préfet peut interdire à un fermier de prendre de nouvelles terres à bail sous prétexte qu'il en a déjà suffisamment, et les attribuer à quelqu'un de moins compétent ? »⁽⁴³⁾. Comme le gouvernement hongrois actuel fait la même chose, je me dis que, dans ce cas, nous sommes déjà assez modernes et assez français...

Raül Compés López. Je souhaiterais revenir sur quelques paradoxes espagnols. Le premier est que nous avons l'un des taux de chômage le plus élevé d'Europe puisqu'il atteint 24 % de la population active. Pour autant, si vous allez faire un tour dans les campagnes espagnoles, vous pourrez constater que ce sont principalement des immigrés qui travaillent dans les champs. Deuxième paradoxe. L'Espagne est en train de découvrir que l'agroalimentaire est un des secteurs les plus importants de son économie. Les citoyens commencent à s'en rendre compte, peut-être plus que les politiques. La crise a fait voler en éclat la bulle immobilière ; le marché de la construction s'est effondré. Ce n'est pas le cas du tourisme, de la construction automobile ou encore de l'agroalimentaire. Dans ce dernier secteur, la destruction d'emplois est relativement basse ; le solde du commerce extérieur, positif. István Fehér disait que les politiques hongrois parlent souvent d'agriculture avant les élections et bien peu après. En Espagne, je n'ai jamais entendu un premier ministre discuter d'agriculture et d'agroalimentaire avec un candidat. Il n'y a pas de débat politique sur ces questions et, ce, depuis longtemps. Malheureusement.

Le troisième paradoxe concerne l'agriculture biologique. Certes, ce secteur se déploie fortement, à ce détail près : la production n'est pas destinée au marché espagnol. Ainsi, 90 % de celle-ci est exportée. C'est à la fois un atout et une faiblesse. Plusieurs stratégies sont mobilisées par les acteurs de ce secteur. Citons le label européen, les marques propres comme Soria Natural, les circuits courts, qui misent sur la proximité au sens du contact humain et de la confiance entre les personnes, ou encore, pour le marché extérieur, les cahiers des charges des clients. Cela fonctionne plutôt bien. J'ajouterais une dernière remarque sur la PAC. Je ne crois pas du tout à l'idée de plafonner les aides. Pour ma part, je suis plutôt favorable au principe d'attribuer celles-ci selon des objectifs précis et une conditionnalité complète. Il faut donner des subventions aux agriculteurs en fonction des services qu'ils rendent à la société. À mes yeux, le système des droits à paiement unique (DPU), aides qui sont fonction de la surface, a été très délétère tant du point de vue de la considération sociale des agriculteurs que de la visibilité. Ce système est incompréhensible.

Bart Verhoef. Sur l'agriculture biologique : Cette dernière est une chose formidable. Mais n'oublions pas qu'elle est plus onéreuse. Elle implique donc un pouvoir d'achat plus grand.

(41) Professeur d'économie agricole et de marketing à l'Université de Gödöllő (Hongrie). Lire son intervention p. 43.

(42) Le « consensus de Washington » désigne un ensemble de dix recommandations défini par l'économiste John Williamson en 1989. Parmi elles, la libéralisation financière, la libéralisation des échanges, l'élimination des barrières à l'investissement direct étranger, la privatisation des entreprises publiques, la dérégulation des marchés et la prise en compte des droits de propriété. Par la suite, la Banque mondiale comme le Fonds monétaire international (FMI) ont subordonné leurs prêts à l'adoption de politiques inspirées de ces thèses. Voir le détail dans le glossaire : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/banque-mondiale-fmi/glossaire.shtml>

(43) « L'Agriculture sera moderne dans le monde entier, sauf en France où elle restera bloquée par la société » http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3400



La coopération européenne Nord/Sud : des modèles de développement archaïques ?

Posons donc cette question de la modernité à l'aune de la coopération entre le Nord et le Sud. On l'a vu, à cet égard, les pays du Nord ont eu tendance à exporter leurs modèles et à vouloir les transposer dans les pays du Sud. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Sur quelles bases se développent les projets de coopération ? On peut le dire : c'est un regard critique que posent Jacques Prade et Omar Bessaoud sur le sujet. Car en dépit de leurs sensibilités différentes, tous deux s'accordent sur le constat suivant : la coopération et les projets de développement se déploient autour d'un seul et même paradigme, le paradigme libéral.



Fidèle des Controverses européennes de Marciac, **Omar Bessaoud** est agronomiste au CIHEAM-IAMM, l'Institut agronomique méditerranéen. Il est spécialiste des politiques agricoles et rurales en Méditerranée, de l'histoire des agricultures et des paysanneries au Maghreb, des institutions et des organisations du développement rural. Il est également membre du Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle à Oran.



Jacques Prade est responsable de la coopération dans les domaines de l'aide alimentaire et de l'alimentation au sein de la DG Echo « Aide humanitaire & Protection civile » de la Commission européenne. Fonctionnaire à la Commission depuis plus de vingt ans, il est spécialiste des problématiques agricoles et de sécurité alimentaire.

Commençons avec Omar Bessaoud. Vous êtes d'origine algérienne et vous revenez tout juste d'un séjour en Algérie où vous avez célébré le cinquantenaire de l'indépendance algérienne. Quel regard portez-vous sur l'héritage colonial dans le domaine agricole ? Et plus largement sur le rôle de la coopération étrangère dans les pays du Maghreb ?

Omar Bessaoud. Évoquer l'héritage colonial agraire de l'Algérie, c'est revenir sur 132 années de colonisations, qu'elles aient été officielles ou privées, y compris celle conduite avec l'appui de grandes sociétés financières comme ce fut le cas au XIX^e siècle. Quel en a été l'impact en Algérie ? Premier élément notable, la colonisation agraire, et la modernité agricole qu'on lui associe, s'est faite au prix d'une dépossession massive des terres agricoles. Ainsi, plus de 30 % de la Surface Agricole Utile (SAU) a été accaparée par quelques milliers de colons. Pour autant, ceux-ci ne vivaient pas nécessairement à la campagne. Sur 800 000 Européens installés en Algérie, ils étaient moins de 20 000 à vivre en milieu rural au début des années 1950. On peut ainsi parler d'échec d'installation d'un modèle paysan en Algérie. Ensuite, sur un versant économique, l'agriculture a évolué vers une agriculture dite de cadre pour reprendre l'expression de Jacques Berque⁽⁴⁴⁾. Elle s'est en effet fortement spécialisée, absorbant les derniers cris et outillages agricoles, produisant

(44) Sociologue et anthropologue orientaliste français.

dans le secteur de la viticulture notamment l'essentiel des richesses et des exportations. Reste que cette agriculture a également généré une paysannerie complètement déracinée. Comme le détaillent d'ailleurs Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad dans leur ouvrage *Le déracinement*, la modernité et les politiques coloniales ont induit un certain nombre de glissements et de transformations. La condition d'exploitant-paysan a ainsi laissé place à celle de salarié agricole. Une dernière chose que l'on a souvent tendance à négliger. Parallèlement à la mise en place de ces exploitations modernes coloniales, se développe, en Algérie, un mouvement de propriété privée foncière indigène, le melk. Minoritaire par rapport à la propriété collective communautaire (la propriété « arch ») au début de la colonisation, cette forme de propriété va croître à la faveur de la politique coloniale et connaître une forte expansion après l'indépendance.

Venons-en aux modèles de coopération et aux politiques conduites dans ce domaine par l'Union européenne, avec Jacques Prade. Sur quels paradigmes et concepts se fondent-elles ? Sommes-nous encore dans la transposition d'un modèle propre au Nord ? Et, finalement, la coopération, telle qu'elle est pensée aujourd'hui, n'a-t-elle pas pour défaut d'apporter une réponse technique à des problèmes qui seraient politiques ?

Jacques Prade. En préambule, j'aimerais donner quelques informations de cadrage. Je travaille à la DG Echo « Aide humanitaire & Protection civile » sur les crises humanitaires liées à l'alimentation, autrement dit les crises alimentaires. Ces crises, dont on parle parfois dans les médias, sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus fortes. Il s'agit d'un mal chronique. À l'échelle du globe, 1 milliard de personnes est en situation d'insécurité alimentaire. Chaque année, deux millions cinq cent mille enfants de moins de 5 ans en meurent.

Pour tenter d'endiguer ce fléau, il existe tout un dispositif de coopération au développement. Quelques chiffres pour que vous puissiez juger des enjeux financiers. On estime que l'ensemble des budgets publics alloués à la coopération au développement s'élève environ à 100 milliards de dollars par an, tous bailleurs confondus. Ce budget paraît important. Pourtant, il ne représente que le tiers de la somme totale envoyée chaque année par les immigrés dans leurs pays d'origine et le septième des investissements directs opérés par des firmes étrangères dans les « Pays en Développement ».

Seuls 4 % des aides sont alloués à l'agriculture

Venons-en à présent à votre question : sommes-nous en train de transposer nos modèles de développement dans le Sud ? Ma réponse est double.

Non, d'un certain point de vue, nous n'exportons pas nos modèles. Si tel était le cas, on conseillera à ces pays de mettre en place des politiques identiques à celles que nous avons appliquées, avec un accent prononcé sur l'agriculture. N'oublions pas en effet que l'Europe s'est construite autour d'une politique agricole. Or, lorsque l'on détaille les politiques de développement soutenues par les bailleurs, on remarque que seuls 4 % des aides sont alloués à l'agriculture. Cette dernière ne constitue pas une priorité. Nous n'avons donc pas, jusqu'à maintenant, encouragé les pays du Sud à mettre en œuvre des politiques agricoles conçues dans un cadre régional.

Si tel avait été le cas, on les aurait incités, par exemple, à concevoir des systèmes de protection tarifaire et douanière, ou encore des politiques foncières, comme nous l'avons fait nous-mêmes. Nous savons tous ici que, bien au contraire, on demande à ces pays d'entrer de plain-pied dans l'économie mondiale et que, sur la question foncière, il se produit l'inverse. De grandes surfaces de terres agricoles ont été acquises par des sociétés privées étrangères. Pour vous donner une idée de l'ampleur du phénomène, on estime que la surface des terres cédées par les pays du Sud à ces sociétés avoisine la surface agricole française. Quant à leur vocation, elle est rarement tournée vers la satisfaction des besoins alimentaires de ces pays. Autant d'arguments qui nous incitent à considérer que, non, nous n'avons surtout pas encouragé nos partenaires du Sud à protéger leur secteur agricole comme nous avons su protéger le nôtre.

Des stratégies basées sur l'ouverture des marchés

Cependant, d'un autre point de vue, il est exact de dire que l'on impose aux pays du Sud des modèles pensés au Nord. Ceux-ci reposent sur un paradigme simple, connu de tous, qui considère que c'est par la libération des forces du marché, et non par une intervention directe de l'État dans l'économie, que l'on peut garantir le développement économique. Le temps où l'on encourageait les États à se lancer dans de grands investissements, à constituer des filières, à créer des offices et des systèmes de régulation des marchés est révolu. C'est pour cette raison que le pourcentage d'aides attribué à l'agriculture est devenu si faible, 4 %.

De même, les pays du Sud sont clairement encouragés à se spécialiser sur leurs soi-disant avantages comparatifs. À croire que, pour ces pays, il n'y a de salut que dans l'intégration à l'économie mondiale. Il s'agit du second paradigme qui structure nos sociétés, lequel prône l'ouverture aux investissements directs étrangers, censés relancer la croissance, tels que ceux évoqués plus haut. Ouverture aux marchés, élimination des freins à l'initiative privée et contraction de l'État sur des tâches régaliennes, ainsi pourraient être résumées les lignes qui sous-tendent cette transposition de nos modèles. D'un côté, les stratégies de coopération incitent les pays à s'ouvrir, particulièrement d'un point de vue économique ; de l'autre, on va concentrer l'effort public sur des fonctions essentielles – l'éducation, la santé... Dans ce cadre, la coopération technique n'a pas grand rôle à remplir sauf si elle vise à la mise en place d'un cadre macro-économique sain. Dès lors, plutôt que le financement de programmes et de projets, on va apporter de l'argent aux pays du Sud sous forme d'appui budgétaire et d'assistance technique pour qu'ils gèrent au mieux leur budget.

Omar Bessaoud, vous êtes assez critique sur les modèles de coopération. À vos yeux, les actions de coopération conduites aujourd'hui ne font que réparer les dégâts causés par celles d'hier...

Omar Bessaoud. Je commencerais, si vous le voulez bien, par souligner les réussites de ces projets. De nouveaux modèles de coopération existent à l'instar des coopérations décentralisées entre des départements du Nord et des gouvernorats du Sud de la Méditerranée. Par exemple, le conseil général de l'Hérault coopère avec des gouvernorats tunisiens, algériens ou marocains. Citons également les actions conduites par les



ONG et autres organisations de société civiles, qui viennent soutenir des initiatives locales dans les pays du Sud. Ces expériences sont autant de pistes intéressantes pour penser les modèles de coopération, là où la politique européenne de voisinage⁽⁴⁵⁾ et les accords d'association sont, de mon point de vue, problématiques.

Les projets de coopération conduits et financés par la Banque mondiale, le PNUD⁽⁴⁶⁾, le FIDA⁽⁴⁷⁾ s'appuient, comme on le sait, sur le principe de la participation des populations locales et/ou de leurs représentants dans la gestion de leurs projets. Ce principe de participation des communautés locales figure même comme condition à l'octroi des aides. Or il y a en la matière un vrai problème : comment garantir cette participation en l'absence de démocratie et de démocratie locale en particulier ? Prenons le cas de la Tunisie, pays d'où sont partis les bouleversements politiques dans le monde arabe. Ce pays a capté de nombreux projets internationaux de développement ruraux en jouant sur cet aspect de la participation des populations. Mais dans les faits, c'est bien l'administration qui détenait les pouvoirs de gestion des projets et prenait les décisions en place et lieu des populations locales. En définitive cette condition fonctionnait comme un alibi.

L'Europe doit tirer les leçons du printemps arabe

Revenons à la coopération européenne avec les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Deux remarques à son sujet. Tout d'abord, l'agriculture et le développement rural sont accessoirisés : ils pèsent bien peu dans les programmes de coopération – seulement 17 % des engagements financiers et 2 % des décaissements – au regard de leur poids dans les économies de ces pays en termes de PIB, de revenus pour les ménages, etc.

Par ailleurs, Jacques Prade y a fait allusion, cette coopération s'ancre dans un paradigme libéral. L'ensemble des projets promus ont pour point de départ la facilitation du commerce. Il s'agit tantôt de se mettre aux normes sanitaires et phytosanitaires, tantôt de développer des infrastructures de commercialisation. Seule l'exportation est favorisée, négligeant ainsi les problématiques de développement agricole et rural « inclusives ». Un acteur central brille par son absence : la ou les paysannerie(s) locale(s) qui se trouve(nt) exclue(s) du développement. Le soutien au transfert de technologies et à l'ingénierie sociale, le renforcement des capacités des acteurs locaux, toutes ces interventions fortes, aptes à appuyer le développement des ressources locales et à améliorer les conditions de vie et de revenus des populations les plus démunies, n'ont pas eu la part qu'elles méritaient. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe pas de projets exemplaires, par ailleurs.

L'Union européenne doit tirer les leçons du printemps arabe. N'oublions pas que celui-ci a débuté à Sidi Bouzid⁽⁴⁸⁾, zone rurale abandonnée, où se sont multipliés les problèmes sociaux, d'emploi, de revenus... Ce qu'il s'est passé en Tunisie vaut également pour l'Égypte ou la Syrie. Les révoltes, dans ces pays, sont les fruits des politiques ultralibérales qui y ont été menées et dont on connaît les résultats : des taux de chômage et de pauvreté très élevés. Or, en dépit du printemps arabe, l'Europe n'a pas révisé son approche politique ou remis en question les fondements intellectuels qui servent de cadre de référence aux approches du développement agricole et rural. Un réel travail de dialogue politique entre l'Union européenne et la société civile des pays du Sud de la

(45) Développée en 2004, la politique européenne de voisinage (PEV) s'applique aux voisins immédiats, terrestres ou maritimes, de l'Union européenne. L'élément central de cette politique repose sur les plans d'action bilatéraux entre l'UE et chaque partenaire, ceux-ci définissant un programme de réformes économiques et politiques avec des priorités à court et moyen terme.

(46) Programme des Nations Unies pour le Développement.

(47) Fonds international de développement agricole.

(48) Tunisie : pourquoi c'est à Sidi Bouzid que tout a commencé... http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2970



Méditerranée s'impose pour penser de nouvelles politiques de coopération. Le projet ENPARD⁽⁴⁹⁾ récemment adopté tente aujourd'hui de corriger ces visions.

Jacques Prade, sur la question du développement, vous pose un regard relativement critique sur les nouveaux concepts qui la sous-tendent...

Jacques Prade. Je suis en effet critique, au sens premier du terme. Car enfin, la modernité se définit bien comme un processus visant à s'émanciper d'une loi immanente – la nature, Dieu, le roi – et, par la raison, à construire sa propre vie, sa propre forme d'organisation sociale. Dans la droite ligne de cette définition, celle du siècle des Lumières et de la Renaissance, qui prône un certain esprit critique, il me semble qu'il y a des formes d'archaïsmes dans le nouveau discours du développement. Tout se passe comme si nous avions remplacé la soumission aux lois de la nature (ou de Dieu) par une soumission aux lois du marché. Dans les deux cas, il s'agit bien d'une même attitude « archaïque » où la raison doit se soumettre à des lois supérieures qui s'imposent à l'Homme.

Je ne reviendrai pas sur le contenu des discours actuels sur le développement mais sur les termes sur lesquels il se déploie. Car le changement dans le choix des mots employés est assez révélateur de cet archaïsme dont je viens de parler.

Changement de vocabulaire, changement de logique

Il me semble que dans les années 60, le discours sur la coopération avait pour maître mot l'émancipation. On sortait alors de la colonisation et, peu ou prou, on pensait que « développer » un pays, c'était répondre aux besoins essentiels de sa population. Aujourd'hui nous sommes dans une logique différente : l'objectif premier est d'initier un processus de croissance en espérant que, grâce à ce dernier, les besoins de la population seront satisfaits. On retrouve le paradigme évoqué plus haut : développons le commerce, jouons sur les avantages comparatifs et, petit à petit, chacun en récoltera les fruits. Et selon moi, les termes utilisés dans les nouveaux discours du développement sont représentatifs de cette croyance dans la capacité spontanée du marché à régler les problèmes de la pauvreté dans les pays dits en développement. Quelques exemples à ce propos.

Auparavant, on parlait de « peuple », c'est-à-dire d'un ensemble de citoyens ayant des droits et des devoirs. Désormais, en place et lieu du mot peuple, on utilise celui de « société civile » qui désigne un ensemble d'acteurs – des patrons, des syndicats, des individus, des associations caritatives, des ONG, des coopératives, etc. Cependant, si le terme citoyen revêt une définition légale précise, celui d'acteur est flou. C'est un qualificatif dont tout le monde et personne peut se réclamer.

Du bon gouvernement des choses à la gouvernance tout court

D'autres cas de substitution existent. Ainsi, l'expression « bonnes gouvernances » est venue remplacer celle de « bon gouvernement des choses ». Or elles ont un sens bien différent. Gouverner la chose publique est une affaire d'autorité politique avec des choix concernant le partage plus ou moins équitable des ressources, des revenus etc. La gouvernance est en revanche une affaire de managers. Il s'agirait, d'après

la définition de la Commission européenne, de la « mise en place de nouveaux modes de régulation plus souples, fondés sur un partenariat ouvert et éclairé ». Ici, un autre concept se fait jour : celui de « partenariat », ce dernier devant nous permettre de générer des « *win win situation* ». En clair : si nous nous prenons tous par la main, alors nous arriverons à construire un monde meilleur comme s'il n'y avait pas d'intérêts contradictoires à trancher ; comme s'il ne devait pas y avoir de débat contradictoire puis de décision majoritaire s'imposant à tous !

Auparavant, on trouvait dans le discours sur le développement les termes « lois » et « normes » ; désormais, on édicte des « codes de bonnes conduites ». J'évoquais précédemment l'achat de terres agricoles en Afrique par des firmes étrangères. La FAO a rédigé un « code de bonne conduite » à l'attention des sociétés qui acquièrent des terres dans les pays en développement. Derrière ce basculement s'insinue l'idée qu'un code de bonne conduite accepté par tous peut se substituer à une loi contraignante décidée démocratiquement.

On pourrait continuer encore longtemps l'énumération de ces nouveaux vocables. Je conclurai en vous en livrant un dernier, qui fleurit çà et là dans une foule de communications : la « résilience ». Celle-ci se définit comme « la capacité à vivre, à se développer en surmontant les chocs traumatiques »⁽⁵⁰⁾, en s'adaptant, d'une certaine manière, au chaos. Ainsi, nous

devons par exemple nous adapter au changement climatique comme à la fluctuation des crises agricoles qui sont, de facto, considérées comme inévitables. L'autre option rarement évoquée serait d'éviter ces zones de chaos et de contrôler la situation pour que nous ne soyons pas contraints à envisager la résilience.

Des perspectives d'avenir existent

Omar Bessaoud. J'aimerais ajouter deux ou trois choses. En premier lieu, les pays du Sud de la Méditerranée sont confrontés à un problème grave concernant l'état des ressources. Et face aux perspectives démographiques, l'agriculture ne peut, à elle seule, résoudre toutes les difficultés liées à la surpopulation rurale.

Comme le disait Louis Malassis, il faut repenser le modèle dans sa globalité, développer l'industrie dans les campagnes, diversifier les sources d'activités et de revenus, renforcer le capital humain, etc.

Ensuite, les avancées scientifiques offrent de réelles perspectives d'avenir pour faire face à cette dégradation des ressources, véritable défi pour ces pays. Sidi Bouzid en est un exemple. Des solutions existent. Elles appellent un véritable partenariat dans le domaine de la recherche scientifique, avec une relance des institutions de recherche et de formation à destination des étudiants comme des agriculteurs. Or l'Union

européenne dispose de tous les moyens, de toutes les capacités pour aider ces pays à développer leurs connaissances techniques et scientifiques afin de préserver les ressources. Précédemment, j'expliquais que nombre de projets de coopération sont détournés de leurs objectifs premiers. Un contrôle social s'impose. Les projets de coopération doivent être soumis à des assemblées délibérantes, à un contrôle social dans ces pays, via les parlements, les assemblées locales. C'est une condition politique importante qui peut notamment permettre de donner du sens à la coopération entre l'Union européenne et les pays du Sud de la Méditerranée, et de s'assurer que les projets de coopération profitent aux populations rurales les plus démunies.

(49) Initiative centrée sur le développement rural, conduite par la Commission européenne dans le cadre de sa politique de voisinage renouvelée. La première étape cible les pays du Sud de la Méditerranée : Maroc, Tunisie, Égypte, Jordanie. Sa mise en œuvre a été confiée au IAMM. <http://www.iamm.fr/cooperation/actions/ENPARD-European-Neighbourhood-Programme-for-Agriculture-and-Rural-Development-2012-2013>

(50) Petit Robert 2007.





RENONCER ET INVENTER



Nous sommes passés du droit d'être moderne au devoir de l'être

Pour opérer la relecture des échanges de cette 18^e édition, la Mission Agrobiosciences avait convié Bertrand Hervieu, vice-président du Conseil général de l'alimentation de l'agriculture et des espaces ruraux du ministère de l'Agriculture.

Il n'est pas anodin de poser la question du droit d'être moderne, remarque le sociologue d'emblée. Si nous la formulons, c'est bien que notre rapport à ce concept a changé.



Inspecteur général de l'agriculture, **Bertrand HERVIEU** est le vice-président du Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et de l'espace rural. Ancien secrétaire général du Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIEAM, 2003-2009), président de l'Inra de 1999 à 2003, ce docteur en sociologie est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'agriculture et les transformations des territoires ruraux.

Bertrand Hervieu : Je ferai quatre remarques. La première concerne l'intitulé de ces 18^{es} Controverses. Il faut souligner qu'il est assez étonnant : « L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ? » S'il nous est possible de le formuler ainsi, c'est que nous sortons d'une période de trois siècles et demi de montée en puissance pour aboutir non au droit d'être moderne, mais au devoir de l'être. La modernité a été au cœur du développement depuis les années 1850 et de façon accélérée depuis les années 1950. Dans ce devoir de modernité et de modernisation, entrent en jeu trois ingrédients : la science, la technique, et la recherche de rationalité. À ceux-ci s'ajoute un élément important : le débat entre l'interne et l'externe. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le processus de modernité ne venait pas de l'intérieur. Comprenez, ce ne sont pas les paysans, les laboureurs qui ont été porteurs de la modernité ; celle-ci venait de l'extérieur. Pourtant, le caractère endogène de la modernisation est non seulement tardif mais extrêmement ténu du point de vue de l'histoire longue. Comment l'expliquer ? Sans doute par le fait que, historiquement, la modernité était collectivement entendue comme un progrès et un progrès pour tous. Je trouve que nous n'avons pas beaucoup discuté du terme de progrès alors même que, dans notre imaginaire collectif, nous sommes probablement plus en nostalgie du progrès qu'en nostalgie de modernité. Outre la notion de progrès, la modernité était associée à une autre dimension, elle aussi très puissante : l'idée que cette modernité était un horizon jamais atteint, qui reculait au fur et à mesure que nous marchions. Une posture certes inconfortable mais extrêmement stimulante.

Il n'y a plus d'articulation entre le progrès et la croissance

Or, c'est le deuxième point, ce qui advient depuis vingt, voire quarante ans, c'est l'émergence d'un doute. Souvenons-nous, pour les plus anciens d'entre nous, des débats de 1981 sur les nouveaux modèles de développement et des États généraux du développement agricole⁽⁵¹⁾ : cela fait trente ans

qu'on en parle. Ce doute, cette cassure qui s'instille, est marqué symboliquement par deux paliers faciles à délimiter : les cent cinquante ans qu'on n'arrive pas à dépasser et les cent mille litres de lait qui se tarissent. On ne peut pas aller au-delà, les rendements à l'hectare stagnent. Brusquement, l'horizon se ferme. Il est possible de faire un parallèle avec cette impression que le monde est fini, que nous vivons à l'étroit. Dès lors, les termes de développement, de progrès, ne s'articulent plus bien avec le concept de modernité.

Nous rejoignons alors un débat qui est au cœur de nos sociétés et qui dépasse le cadre de l'agriculture. Car, de manière plus générale, ce débat pose la question de l'articulation entre le progrès et la croissance, qui est au cœur des interrogations associées à la mondialisation. On ne sait plus, aujourd'hui, construire de la croissance et, par voie de conséquence, construire du progrès. Nous n'avons guère parlé de la croissance pendant ces deux jours. Nous sentons confusément que notre société se trouve face à un paradoxe : la croissance n'est plus synonyme d'accroissement, d'augmentation. Cette dernière ne renvoie plus à des avancées mais à de la maîtrise de la complexité, à des choix. Elle nous oblige probablement, et c'est assez nouveau, à renoncer autant qu'à inventer. Enfin, la croissance ne s'applique pas de façon universelle : il n'y a pas une acception, un retour, et un universalisme de la croissance. Tout cela fait quand même beaucoup de crises et explique le fait que nous ne sommes plus, désormais, dans un devoir de modernité. Dans ce contexte, poser dans l'intitulé de ces controverses la question du droit à la modernité – et non du devoir – rend sensible ces glissements successifs, et nous convie à les interroger. Au fond, c'est le propre des colloques de poser plus de questions que d'en résoudre.

Le refus de modernité n'est pas un bonheur de l'archaïsme

Mon troisième point porte sur le concept de modernité lui-même. Le sociologue français Edgar Morin a beaucoup réfléchi à ce sujet. Lorsqu'il est arrivé à Plozévet en 1987 en Bretagne, il a cherché à comprendre le fonctionnement de la société bigoudène. Et après trois années d'études, Edgar Morin concluait ceci : la modernité voulue en 1945 à Plozévet était souhaitée par les femmes et refusée par les hommes. Le documentaire⁽⁵²⁾ projeté ce matin en est la parfaite illustration. D'un côté les hommes rejetaient le processus de modernité tel qu'il leur était proposé car ils avaient conscience que ce dernier signifiait la disparition de plus de la moitié des exploitations en dix ans. L'histoire leur a donné raison. De l'autre, comme le montre le documentaire, les femmes voulaient cette modernité au regard de l'allègement du travail et des tâches quotidiennes que celle-ci leur promettait. Il ne faut donc pas lire le refus de la modernité comme un bonheur de l'archaïsme.

Par ailleurs, si je reprends ici les travaux d'Edgar Morin, c'est parce qu'il a, à propos de tout ceci, une phrase extrêmement forte : « *dans ce genre d'affaire les questions sont plus importantes que les réponses* ». Pour quelqu'un qui, comme moi, doit conclure, cette pensée est toujours rassurante...

La modernité agricole, au cœur des questions de mondialisation

Le dernier point que je voudrais souligner, c'est que la modernité agricole est au cœur d'un des quatre ou cinq problèmes de la mondialisation. Nous avons le devoir, et non

pas le droit, de nous interroger sur le devenir des agriculteurs et des agricultures du monde. Nous ne pouvons pas oublier que les paysans représentent plus de la moitié de la population du monde, même si, de rurales, nos civilisations sont devenues urbaines. En ce début de XXI^e siècle, la moitié de l'humanité est encore peu ou prou occupée à la terre. Cette réalité aussi forte et lourde soit-elle, doit être rappelée pour deux raisons.

Tout d'abord, dans le débat sur la sécurité alimentaire mondiale, on a du mal à se défaire de l'équation entre la quantité de protéine à produire et le nombre de bouches à nourrir. Certes, lorsque l'on pense à l'alimentation des villes, il faut raisonner en ces termes. Mais cela ne résout absolument pas la question de l'accès à l'alimentation de l'autre moitié de l'humanité, celle qui, dans les campagnes, survit plus qu'elle ne vit du travail de la terre. Car, dans ce cas, nous sommes face à des populations qui ne sont pas du tout dans un processus de développement, d'agrandissement ou de modernisation. Bien au contraire, la plupart des paysans du monde sont dans des processus de régression, de paupérisation, de prolétariat. Ils tournent le dos à l'horizon de la modernité plutôt qu'ils ne lui font face... Et leur situation n'est pas intégrée à la question de l'alimentation et de la sécurité alimentaire mondiale.

Ensuite, il nous faudrait réintroduire dans notre débat sur la modernité le cas des pays du Sud. Qu'est-ce que cela

signifie « être moderne » pour un paysan égyptien, héritier de trois mille ans d'histoire agronomique ? D'année en année, il assiste à une réduction de son lopin de terre en raison de l'accroissement démographique, de l'étalement urbain et du mitage du territoire. Parallèlement, il voit ses concitoyens dépendre de plus en plus d'un marché mondial pour se nourrir. Un paradoxe pour l'Égypte, qui est historiquement une grande civilisation céréalière. Aussi, lorsque vous vous retrouvez dans un tel niveau de dépendance, il ne s'agit plus seulement d'un problème de pauvreté et de paupérisation. C'est également une question de dignité nationale. Si, comme Omar Bessaoud l'a rappelé, les révolutions arabes sont le fruit des politiques libérales menées dans ces pays, lesquelles ont conduit à l'accroissement de la pauvreté, elles révèlent tout autant ce besoin de revendiquer sa dignité.

L'Égypte n'est pas un cas isolé. Il en va de même dans d'autres pays du Sud de la Méditerranée, et plus largement en Afrique, en Amérique du Sud ou en Asie. Dès lors, la situation européenne que l'on voudrait servir comme modèle au monde doit être revue dans une perspective de diversité et de complexité pour être à la hauteur de ce défi. Elle ne peut plus être un modèle. Au mieux peut-elle être une démarche qui doit se confronter à ces difficultés des pays voisins ou lointains. Car, c'est un fait que l'on ne peut ignorer, les questions agricoles redeviennent un élément central de l'équilibre du monde.

(51) En 1982 et 1983, le ministère de l'Agriculture a organisé les États généraux du développement agricole. L'objectif : discuter collectivement, avec les agriculteurs et agents engagés dans le développement agricole, des orientations et réformes indispensables.

(52) Armand Charpentier, *La paix des champs*, 1951, documentaire de la cinémathèque du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (26 minutes).





L'agriculture peut-elle devenir postmoderne?

Finalement, qu'est-ce que la modernité? Pourquoi y aspire-t-on avec tant de force? En conclusion de ces Controverses, Patrick Denoux dresse le portrait d'une agriculture en proie aux différentes crises culturelles qui secouent le monde moderne.



Patrick Denoux est professeur de psychologie interculturelle, à l'université de Picardie-Jules Vernes (Amiens). Il a auparavant assuré la co-direction du DESS de psychologie interculturelle à l'université de Toulouse Le Mirail, et est actuellement responsable de la section de psychologie interculturelle et de l'URPI (Unité de Recherche de Psychologie Interculturelle).

Patrick Denoux : Arnold Schönberg avait composé un opéra intitulé *Von Heute auf Morgen* (du jour au lendemain) dont la dernière phrase était : « *Maman, qu'est-ce que c'est des hommes modernes ?* » Ma première question sera : qu'est-ce que c'est des agriculteurs modernes?

Éléments de définition du monde agricole moderne

Ma première fréquentation de la question posée fut par l'entremise de Gaston Lanneau, professeur de psychologie sociale qui, devant un amphithéâtre de jeunes étudiants éberlués dont j'étais, développait les conséquences psychosociologiques de l'introduction du tracteur dans les campagnes. Au cours de cet enseignement, une chose m'avait étonné. Certains paysans de l'Aude, à peine s'étaient-ils endettés pour acheter le tracteur, qu'ils le rangeaient dans la grange tout en continuant à lui préférer l'attelage de chevaux. Le tracteur y était gardé voire regardé. À peine ce qui était à l'époque appelé la modernité commençait-elle à émerger, que le tracteur devenait déjà de façon très postmoderne un signe à détenir et à arborer plus qu'un outil à utiliser et à rentabiliser. Le point de départ de notre réflexion est ce tracteur, un objet moderne advenu d'emblée un signe postmoderne. Ainsi, la notion de modernité n'a que peu de réalité. Que reste-t-il de la cuisine en Formica qu'affichait la villa censée remplacer la ferme? La question de savoir si l'agriculture aurait le droit d'être moderne me semble transformer bizarrement un état de fait en revendication. C'est un état de fait : l'agriculture est moderne, de toute évidence. En revanche, cette interrogation sous-entend qu'il serait souhaitable que l'agriculture fût moderne, comme si, de ce fait, elle accédait à un état achevé de l'histoire. Cela reste une question : faut-il souscrire à la modernité? Léon Bloy, écrivain du tournant du XX^e siècle, décrivait ainsi la modernité : « *Le monde moderne : une Atlantide submergée dans un dépotit* ». L'aspiration à la modernité en revanche nous pose question : pourquoi briger la modernité? Cette question interroge d'autant que la modernité, par définition, est fugace. Immanquablement, lorsque j'ai lu l'intitulé de cette controverse, j'ai pensé à Bouvard et Pécuchet, les fameux complices du roman de Gustave Flaubert. Confit de sciences modernes, Bouvard s'ingéniait à pratiquer la phlébotomie : il saignait ses bœufs tous les quinze jours, afin de les engraisser. Ils en sont évidemment tous morts. Ou bien, en cherchant à se débarrasser

des vers du hanneton qui mangent les racines de maïs, de miel et les pommes de terre, il avait enfermé des poules dans une cage à roulette que deux hommes poussaient derrière la charrie. Les poules étaient censées manger les vers, soulevés par le soc mais elles eurent les pattes brisées par la cage. Au terme de ces expériences granguinolantes, les deux compères conclurent que l'agronomie pourrait bien être une « blague ». En l'occurrence, n'est-ce pas plutôt l'aspiration à la modernité qui pourrait bien être une blague? Qu'est-ce que la modernité finalement? Nous ne cessons de dire que le monde qui suit est toujours le monde moderne et nous ne cesserons de le nommer ainsi. Comme l'écrivait Charles Péguy, dans un essai intitulé *l'Argent*, le monde moderne est peut-être « *le monde qui fait le malin* ».

Un autre préalable extrêmement important : il faut considérer l'agriculture dans sa définition intrinsèque. De plus en plus, nous constatons que l'agriculture se définit à partir de l'alimentation, de l'enseignement agricole, ou de bien d'autres perspectives telles que la ruralité. Et en même temps, nous n'avons jamais autant senti la nécessité, et pendant ces deux jours identiquement, de créer les conditions d'une auto-organisation du monde agricole. On a beaucoup évoqué, pendant ces rencontres, l'autonomie, l'horizontalité, le mouvement ascendant si bien caricaturés par les Bataclown. En réalité, le paradoxe de l'agriculture post-moderne est que maintenant s'impose à elle une auto-organisation dans un contexte d'hétérodirection.

Mais revenons à l'agriculture moderne qui subit de plein fouet les crises culturelles contemporaines. Je vais en énumérer trois pour montrer comment l'agriculture en supporte les conséquences. Et en quoi elle peut pareillement constituer un espoir pour les résoudre. Crise de la confiance, crise de la raison, crise du rapport à soi. Je ne suis pas loin de penser, comme Benoît Goetz, maître de conférence en philosophie, que la modernité est comme une sorte de friperie où l'on tente de recycler des anciens habits de lumière qui sont quelque peu ternis, mais où finalement nous n'arrivons à produire que du kitsch. Mais alors, quelles sont ces crises culturelles?

La ruralité est le lieu où se fonde l'interculturalité

Revenons à la première crise : la modernité nous a délivré de la croyance mais, ce faisant, elle a aussi déconstruit le lien social. Jean-Marie Guillaud nous a dit en introduction : « émancipez-vous! » Mais, que diable, la modernité nous a déjà émancipés, de la religion notamment. Comme vous le savez, étymologiquement : *religere*, c'est relier. Ce faisant, elle a aussi détruit du lien. Nous voyons disparaître des horizons moraux immémoriaux; l'homme moderne est fondamentalement désenchanté, par vacuité du projet et par absence d'ordre transcendant. L'agriculture comme tout autre secteur est objet de cette déliaison. Il suffit d'interroger le tissu rural pour se convaincre de l'ampleur de cette dislocation.

Cette tâche n'est pas évidente car il faudrait déjà pouvoir définir la ruralité. Or à l'heure actuelle, elle devient presque indéfinissable. Un exemple concernant ses multiples formes. Je fais une comparaison rapide, en traçant un triangle de trois cents kilomètres de côtés, Lille-Amsterdam-Francfort, on obtient une zone de près de quatre cent cinquante habitants au kilomètre carré. C'est la densité du Rwanda, comprenant de très grandes métropoles (La Haye, Anvers, Bruxelles) et quatre pays impliqués : les Pays-Bas, la Belgique, la France et l'Allemagne. Pour la même superficie en France, par exemple

Toulouse-Bordeaux-Limoges, la densité est dix fois moindre : quarante-cinq habitants au kilomètre carré. Comment produire une définition homogène de la ruralité sur de telles bases?

La postmodernité nous oblige à redéfinir la ruralité par rapport à l'urbanité. Je propose une définition : la ville est le lieu où se fabrique la culturalité, où se renforcent les appartenances culturelles ; la ruralité est le lieu où se fonde l'interculturalité. L'urbanité donne chair à des différences stigmatisées, elle fait la voie et le lit de nombreux communautarismes ou irrédentismes. Elle instaure la répartition sociale et spatiale de masse. Le monde urbain privilégie une indépendance forte. La ruralité, au contraire, crée des systèmes de contiguïtés forcées et d'interdépendances sur un espace restreint. Elle génère actuellement des gestions de différences culturelles dont l'urbanité ferait bien de s'inspirer. Le rural est le lieu où se constitue un laboratoire de traitement de la différence culturelle et où se produit l'interculturalité. Lorsque je fais référence à des différences culturelles, je parle du brassage des métiers, de l'internationalisation, du tourisme, d'émigration, d'implantation des étrangers dans les villages etc. À ceux qui n'auraient toujours pas compris ce qu'est l'interculturalité, je leur rappellerai simplement le nom d'une entreprise « locale » : Qingdao Gascogne Grape Wine Co. Ltd. Tout est résumé : la région, les nations et les standards internationaux. Voilà un bon exemple d'interculturalité.

L'agriculture postmoderne conduit à un *pacte agricole de restructuration de la ruralité, par inter-culturation des différences*. La place de l'agriculteur dans cette affaire n'est plus à spécifier : elle est à préserver, voilà la question majeure du moment. L'agriculteur a été fondateur de cet espace rural, il en est maintenant plus ou moins expulsé. Enfermé dans les mêmes problématiques que l'émigré, à la différence qu'il est à l'origine de cet espace, il s'agit maintenant qu'il transforme cette exclusion en réintégration. Son activité générique n'est plus décisive pour l'espace rural, elle ne l'est plus pour l'activité économique globale : sa contribution au produit intérieur brut se réduit comme peau de chagrin. Elle n'est plus non plus organisatrice de la vie rurale. Peu à peu, alors que la valeur de l'incidence productive agricole décroît, sa valeur symbolique s'accroît. C'est là un questionnement paradoxal que nous devons résoudre. La ruralité postmoderne relève d'un *pacte agricole* intégrant les agriculteurs dans un nouveau paysage rural qui tient compte de ce paradoxe. Il faut, dans ce sens, redéfinir la ruralité à partir de l'interculturalité. Nous en sommes les acteurs ici-même, à Marciac. De nouvelles formes de ruralité émergeront qui donneront à l'agriculteur une place honorable, quand bien même ses fonctions devraient être redéfinies.

L'activité agricole actuelle est idéalisée mais non reconnue

En ce qui concerne la reconnaissance du paysan, permettez-moi de me lancer dans un exposé plus périlleux. La phrase redoutable d'Emil Cioran, philosophe et auteur roumain, « *Être moderne, c'est bricoler de l'incurable* », introduit bien mon propos. Je veux parler du suicide des paysans et du désarroi du monde agricole face à une tâche parfois ressentie comme trop lourde. Je vais prendre l'exemple de ce paysan du Lot qui, ayant appris que la Confédération Paysanne allait pique-niquer sur son champ, où il cultivait secrètement – c'est le point le plus important – des OGM,

s'est pendu à un arbre en laissant à ses pieds le tract de la Confédération. Cet individu est mort pour partie de la honte qu'il aurait eu de devoir reconnaître publiquement qu'il cultivait des OGM. Si je dis cela, ce n'est bien évidemment pas pour accabler la Confédération Paysanne mais pour que nous nous interroguions sur notre incapacité à traiter ces questions dans des débats publics locaux. Comment se fait-il que cet homme, lorsque son secret a été découvert, en soit venu à de telles extrémités? Mais d'une manière générale, le statut du débat public ne peut à lui seul expliquer la totalité de ces actes suicidaires.

L'activité agricole actuelle est idéalisée mais non reconnue. Elle n'a pas de prix, dans le double sens du terme : sa production est vitale et, dans le même temps, sa valeur marchande et sociale s'en trouve déniée! Il y a là un véritable hiatus entre la valeur affichée et ce qui en est fait au niveau marchand et social, c'est-à-dire rien. Comment voulez-vous qu'un paysan ne s'impute pas à lui-même un tel écart? Tout le monde, dans notre pays, est attaché à l'alimentation et à des cultures agricoles de très bonne qualité mais cela n'a, proportionnellement, que peu de répercussions matérielles. Dès lors, la tentation est grande d'un point de vue personnel, de s'attribuer à soi-même cet échec, alors qu'il s'agit peut-être d'une incurie politique au sens large. Dès maintenant, il faut accorder les idéaux de notre société au processus concret de reconnaissance de ces derniers. Il faut créer des espaces locaux de résolution, faisant appel à l'intelligence collective, pour permettre de combler cet écart. L'agriculture postmoderne relève d'un *pacte agricole de reconnaissance*, une réelle politique de revalorisation.

La raison émancipatrice est venue s'échouer sur une rationalité instrumentale

Deuxième crise, la modernité nous a aussi affranchis de la raison. Nous avons tout à l'heure invoqué Descartes, mais le problème est que la raison émancipatrice est venue s'échouer sur une rationalité instrumentale. Raisonner a laissé la place à rationaliser. Nous ne sommes centrés actuellement que sur les moyens et nous avons perdu de vue les buts. Combien ça coûte? Est-ce que ça marche? Combien ça rapporte? Comment se le procurer? Telles sont les questions que l'on se pose désormais et qui témoignent d'une rationalité instrumentale. Même la coopération n'est conçue que comme une association lucrative sans but.

Cette rationalité altère la redéfinition de l'agriculture. L'eau, la sécurité alimentaire, l'autonomie protéine, les gaz à effet de serre, la biodiversité, sont autant d'enjeux auxquels doit faire face l'exploitation agricole. Au vu de ces trilemmes majeurs entre injonctions contradictoires, il est fondamental de la redéfinir. Doit-elle être pensée en référence à la famille, à l'entreprise, à l'État, à l'organisation professionnelle, aux territoires? Doit-elle se caractériser par sa spécialisation ou au contraire par sa multifonctionnalité? Par ses capacités propres ou par son partenariat contractuel? Il y a là un chantier fondamental auquel nous devons nous attaquer. Il n'y aura pas d'agriculture postmoderne sans un *pacte de redéfinition productive et identitaire de l'exploitation agricole*.

L'agriculture et la ruralité sont des creusets pour de nouveaux symboles collectifs

Il y a enfin la troisième crise, celle du rapport à soi. La période moderne nous a transmis la culture rousséiste puis roman-



tique, où l'urgence est d'être dans un rapport authentique à soi-même, s'écouter, ou comme Protagoras, philosophe présocratique, être à soi-même sa propre mesure. Ce rapport authentique à soi s'est enlisé dans un individualisme triomphant. Se faire plaisir jusqu'à l'évanouissement du désir, s'acharner sur soi-même jusqu'à n'être plus rien, nous cherchons à bien en profiter pendant que les élites deviennent nihilistes. Voilà la chimère consumériste d'être le créateur de soi. Or l'agriculture et le rural ont, à ce niveau-là, une très lourde tâche. Ce sont des lieux où s'élaborent encore des formes symboliques collectives de notre société et ce pour trois raisons. Tout d'abord parce qu'autour de l'agriculture et de la ruralité se forme la question de l'origine, que nous fantasmons tous. L'agriculture pose ensuite la question de l'alimentation, donc de l'incorporation, avec le risque d'empoisonnement, ou au contraire, le bénéfice santé. Enfin, il y a la question du rapport à l'environnement. L'agriculture et la ruralité sont des creusets pour de nouveaux symboles collectifs du commencement, du rapport à soi et au monde. Pour le moment nous n'en sommes pas là, saisis d'effroi devant la technologie. Du paysan sans terres nous sommes passés au paysan centaure, mi-tracteur mi-homme, qui bricole avec la transgénèse, des aliments supplémentés. Amplifions la capacité qu'a l'agriculture de générer de nouveaux symboles car déjà, partout sur le territoire, ces symboles sont en train d'émerger. L'agriculture postmoderne relève d'un *pacte agricole d'endiguement de la marchandisation par une nouvelle symbolique*.

Pour terminer, comme il y a quelque temps au Mans, j'avais envie de demander à mon voisin d'estrade, M. le ministre de l'Agriculture: « *verrons-nous un jour les tenants de la décision publique s'intéresser aux effets psychoculturels induits par leurs choix?* ». Pussions-nous bientôt voir les politiques intégrer ces effets psychoculturels comme prémisses de la décision au niveau national et international. Edgard Pisani, ancien ministre de l'Agriculture, écrivait: « *Moderniser c'est construire; mais c'est d'abord détruire. Au lieu de payer pour entretenir la pauvreté, autant payer pour provoquer le changement.* » Peut-être alors que dans l'esprit de ces quelques réflexions, l'agriculture cessera de devenir un sujet de société pour devenir une société du sujet.



Les territoires ruraux n'ont pas besoin d'être aménagés mais socialisés



Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Stéphane Le Foll. Je suis toujours très heureux de conclure les Controverses européennes de Marciac. Dans leurs relectures, Bertrand Hervieu et Patrick Denoux ont insisté sur les bouleversements et les crises qui secouent nos sociétés modernes, qu'ils soient sociologiques, économiques ou culturels. Nous sommes effectivement face à plusieurs ruptures. La première d'entre elles concerne notre rapport au monde. Si, hier, nous pensions de manière très locale ce qui nous entoure, ce n'est désormais plus vrai. Une majorité d'entre nous pense le monde et se pense dans le monde. Cette rupture est primordiale car elle pose la question de la socialisation et de la représentation que chacun a de l'espace dans lequel il vit. De cette conception naît un sentiment d'appartenance ou, au contraire, d'abandon. Ne pas se penser dans le monde, c'est finalement s'en sentir exclu, ce qui peut induire une radicalisation des rapports à l'autre. « *Le monde nous en veut* », « *le monde nous agresse* » sont des leitmotiv de la modernité malheureusement trop connus.

La deuxième rupture porte sur la notion de progrès, entendue au sens de capacité en devenir. Remontons le fil de l'histoire. Aux XIX^e et XX^e siècles, s'est établi un lien très étroit entre la raison scientifique et le progrès. Ce lien ne fait plus foi aujourd'hui. Cette question se pose avec une vive acuité en agriculture, et le débat suscité par le développement des biotechnologies végétales en est l'illustration. Parce qu'elles modifient le vivant, celles-ci soulèvent des questions éthiques qui échappent à la « raison » et nous invitent à prendre en compte d'autres formes de rationalités, plus sensibles. De même, elles appellent d'autres modes de gouvernance à l'instar des débats démocratiques favorisant l'expression de tous. Cette remise en cause est d'autant plus douloureuse qu'elle s'accompagne d'une crise de confiance, de croyance pourrait-on dire, dans la science. Cette crise n'est pas spécifique aux avancées scientifiques. D'une certaine manière, elle traverse aussi le domaine politique. Les grandes idéologies d'hier avaient quelque chose de rassurant. Dès lors que vous y adhérez, vous disposiez d'une grille de lecture expliquant tous les rouages du monde: il ne vous restait plus qu'à foncer tête baissée. Aujourd'hui, comme l'a expliqué le sociologue Edgar Morin, l'être humain se débat dans un océan de complexité, ce qui rend difficile toute décision, y compris dans la sphère politique.

Venons-en plus précisément à la question agricole. Comme l'a dit Patrick Denoux, le rural est un espace de représentations et de projections, pour les ruraux comme pour les urbains. Ces derniers peuvent avoir tendance à idéaliser cette activité, à lui accolier des images figées, datées – « *la ferme des grands-parents* » – qui n'ont plus grand-chose à voir avec

le réel. Conséquence: la distorsion entre la représentation et ce qu'il en est concrètement alimente le sentiment de doute et l'actuelle remise en cause des certitudes passées.

Le monde rural a été porteur de valeurs fortes, il a également structuré en termes d'images et de représentations les territoires français. Il suffit pour s'en persuader de regarder les clichés véhiculés par les brochures touristiques ou même ceux de la dernière campagne présidentielle, affichant des images artificielles des territoires, des paysages aseptisés au sein desquels l'homme semble avoir totalement disparu. C'est un problème: on n'ose plus penser l'homme dans le territoire. Rien n'est plus terrible que cet assèchement des représentations. Tout au contraire, je pense qu'il faut remettre l'homme au cœur de la représentation que l'on a du territoire. Et je rejoins en cela Patrick Denoux: le rural possède les qualités intrinsèques pour inverser la tendance. Il dispose d'atouts, de valeurs à faire valoir. Là où l'urbanité a développé des formes de stigmatisation, des systèmes qui tendent à déstructurer le lien social, à le déstabiliser, la ruralité peut devenir un lieu de proximité, de recomposition de ce lien social.

L'enjeu qui se pose à nous est celui de la réhabilitation de l'espace rural. Or cette réhabilitation appelle, de mon point de vue, de nouvelles manières d'appréhender le territoire. Il ne s'agit pas seulement d'appliquer les vieilles recettes des politiques d'aménagement du territoire, d'octroyer des fonds pour la culture ou l'éducation, de financer de nouvelles infrastructures. Soit dit en passant, ce terme « *d'aménagement du territoire* » m'a toujours posé question d'un point de vue conceptuel. Il est aujourd'hui dépassé. Les territoires ruraux n'ont pas besoin d'être *aménagés* mais *socialisés*. Voilà la condition pour que les habitants de ces territoires se sentent connectés au monde et à la société. Cette question dépasse en outre le cadre strict de la ruralité. Socialiser les territoires, c'est aussi lutter contre le sentiment d'abandon, d'exclusion que l'on rencontre aussi bien à la campagne qu'à la ville.

Comment faire en sorte que chacun se pense dans le monde et en lien avec la société? L'issue passe, selon moi, par de nouvelles démarches à même d'initier des dynamiques collectives, de construire des représentations communes. Ce qu'il se passe chaque année à Marciac en est un bon exemple. Une part du monde se retrouve ici dans le Gers, pour écouter un bon concert de Jazz et pour discuter agriculture. Ceux qui habitent ce territoire ne sont pas exclus du monde: ils l'ont à leurs portes. La culture est un élément important de la construction de cette socialisation.

L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne? En définitive, elle a surtout le droit de se poser des questions et de se doter d'espace de liberté pour en discuter. Il a été dit hier que Jean-Claude Flamant était un passeur. L'homme ne s'est pas trompé lorsqu'il a fondé ces Controverses européennes, ce lieu d'échange « où l'on cause » de l'agriculture et du devenir des territoires ruraux. La discussion est l'exact inverse du monologue. Elle oblige à écouter l'autre, à entendre ses arguments, à envisager un autre point de vue. C'est là que réside le changement, là que se trouve la modernité. Autant d'éléments qui nous invitent à revenir chaque année en ce lieu.



Merci à : Philippe ABEILLER; Gilles ALLAIRE; Éric ANDRIEU; Olivier ASSOULY; Marie-Hélène AUBERT; Philippe AUBESPIN; Serge AUGE; Yves BARBASTE; Éric BARDON; Didier BARDY; Christophe BARRAILH; Jean-Jacques BARRERE; Michel BAYLAC; André BELVEZE; Jean-Luc BENNAHMIA; Jacques BERTHELOT; Omar BESSAOUD; Stéphane BEYRAND; Sophie BEZEAU; Henri BIES PERE; Jean-Luc BONGIOVANNI; Véronique BONNE; André BONNEAU; Sabine BONNOT; Stéphane BONNOT; Sylvie BONNY; Francis BOSSEAU; Olivier BOURDET-PEES; Véronique BRILL; Hélène BUSTOS; Pedro CABELLO; Arnaud CACHENAUT; Alice CACHENAUT; Thibaut CAILLERE; Simone CAILLET; Jean-Luc CAPES; Marc CARBALLIDO; Christian CARDONA; Laurent CARPENTIER; Henri-Bernard CARTIER; René CASTAGNON; Gilles CATTIAU; Francis CESCATO; Serge CHAMBERT; Jean-Marc CHAMPFRAULT; Philippe CHANDESRIS; Jean-Louis CHAUZY; Joël CLERGUE; François COLSON; Pierre COMBELLES; Alain COMBRES; Pierre COMPERE; Raul COMPES; Léonard CORDIER; Cyril COTONAT; Julien COUAILLIER; Philippe COUTANT; Gérard COUTANT; Éliane CREPEL; Xavier CRESP; Francis DAGUZAN; Bernard DARRIS; Isabelle DAUGREILH; Maryse DAUNES; Lise DAUNES; Christian DAURIAC; Yves DAUVE; Christophe DE HEAULME; Jean-Louis DEJEAN; Claude DELBOS; Jean-Jacques et Martine DELMAS; Éric DEMMERLE; Patrick DENOUX; Patrick DESANGLES; Arnaud DIAZ; Béatriz DIAZ; Claude DOMENGET; Dorothee DOUBLET; Jean DUBOS; Bernadette DUBOS; Raymond DUBOS; Michel DUBOURG; Dominique DUMONT et son équipe; Didier DUPIN; Magali DUPIN; Joël DUPIN; François DURAND; Michel et Annie DUTECH; Bernard et Françoise DUTOIT; Claudine FAUTHOUX; Guillaume FAVOREU; Istvan FEHER; Nicolas FERENCZI; Claudie FIEUX-GRATIAN; Jean-Claude FITERE; Sandrine FLOUREUSSES; Jean-Marie FOUILLEUL; Christophe FOURCADE; Sandrine FOURNIER; Monique FRAYRET; Tomas GARCIA-AZCARATE; Christophe GARROUSSIA; Marc GAUCHEE; Ludovic GERMA; Muriel GINESTE; Caroline GODEFROY; André GRAGLIA; Jean-Pierre GRANGE; Jérôme GROS; Michel GUGLIELMI; Pierre GUICHERD; Jean-Louis GUILHAUMON; Benoît GUILLARD; Jean-Marie GUILLET; Sébastien GUILLET; Anne HAEGELIN; Étienne HAINZELIN; Frédérique HAMEL; Daniel HAVARD;

Jean-Pierre HGOBURU; Bertrand HERVIEU; Didier HOUGUET; Nicolas ILBERT; François-Xavier JACQUIN; Dominique JEANDOT; Philippe JEGO; Mathilde JOSSO-ADIVEZE; Lise JOURNET; Georges JOYA; Katalin KUJANI; Tamas KENESSEY; Vincent LABARTHE; Jean-Claude LABIDALLE; Claude LABORDE; Pascal LABORDE; Séverine LACOMBE; Christian LAFORET; Patricia LAFORGE; Jean-Pierre LAGORS; Frédéric LAIGRET; Jean-Claude LAJOURS; Pierre LAJUS; Christian LANUQUE; Daniel LAPEZE; Patrick LARRIBAT; Serge LAURAS; Séverin LAVOYER; Robert LAYOUS; Agnès LECLAIRCIE; Clarisse LEDUS; Stéphane LE FOLL; Anne-Marie LELORRAIN; Pauline LENORMAND; Monique LESCHER; Dominique LHOSTE-RESCLAUSE; Maryvonne LIGERON; Tom LINES; Jean-Charles et Hélène LOLLIER; Pascal LOUBATON; Benoît LOUSSIER; Jacques LOYAU; Christian LURO; Francis MACARY; Bernard MALABIRADE; Martin MALVY; Christian MANAUTHON; Bertrand MANTEROLA; Jacques MARET; Michèle MARIN; Amine MAROUKI; Philippe MARTIN; Jean-Claude MAXANT; Jacques MAXCH; Hélène MESQUIDA; Marie-Gabrielle MIOSSSEC; Catherine MORZELLE; Zéphirin MOULOUNGUI; Delphine NEUMEISTER; Pascal NOWAK; Dominique OLIVIER; Josette ONDARSUHU; Gérard PARGADE; Dominique PELISSIE; Antoine PELISSIE DU RAUSAS; Ingrid PALAIRET; Julia PERIE; Christiane PIETERS; Jean-Marie PILLOT; Alain PLAUD; Denise PLOUVIER; François POINTEREAU; Laurent POIRIER; Jean-Pierre PORTET; Christian POUYAU; Jacques PRADE; François PURSEIGLE; Gérard RASS; Jean-Louis RASTOIN; Xavier RAVIER; Martin REMONDET; Véronique REYNIER; Jean-Claude RIBA; Fabien RIBUL CONTE; Régis RIVAILLER; Stéphane ROBERT; Isabelle ROCH-FEYET; Csaba SANDOR TABAJDI; Jean-Marie SAUBANERE; Marion SEILLER; Alfred SENGES; Véronique SICARD; Olivier SIGAUT; Hugues SOAREZ; Alexandre SOULES; Thierry TALOU; Valérie THERRIEN-PASQUIO; Théo THEWYS; Jean-Pierre TILLON; Jean TKAZCUK; Hélène TORDJMAN; Pierre TROYES; Maggy TUPINIER; Marie-Françoise VABRE; Annick VALETTE; Jean-Guy VALETTE; Denis-René VALVERDE; Cécile VALVERDE; Arie VAN DEN BRAND; Nathalie VANNERLE; Jean-Pierre VASSELIN; Arnaud VASSELIN; Pierre VERDIER; Sylvie VERDIER; Bart VER HOEF; Victor et Rosalie du Bataclown; Eva VIGNERES; Paule VILETTE; Anne VOTOVIC.